



**FONDS
DE SOLIDARITÉ
LOGEMENT**

D'INDRE-ET-LOIRE

**RAPPORT D'ACTIVITE
2022**

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| I. LE FSL EN INDRE-ET-LOIRE | 6 |
| II. L'ACTIVITÉ..... | 13 |
| 2.1 L'AIDE A L'ACCES DANS LE LOGEMENT | 13 |
| 2.1.1 Données quantitatives | 13 |
| 2.1.2 Profil des ménages aidés | 15 |
| 2.1.3 Répartition des 1 674 aides à l'accès accordées (hors garanties) | 18 |
| 2.1.4 Les prêts | 19 |
| 2.1.5 Répartition des aides financières accordées par territoire | 19 |
| 2.1.6 Les garanties de loyers | 22 |
| A Répartition des garanties accordées par territoire | 22 |
| B Évolution des garanties accordées | 22 |
| C Tableau de répartition des garanties accordées par bailleurs | 23 |
| 2.2 L'AIDE AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT | 24 |
| 2.2.1 Données quantitatives | 24 |
| 2.2.2 Profil des ménages aidés | 26 |
| 2.2.3. Les mises en jeu de garanties (MJG) | 32 |
| 2.3 L'AIDE AUX IMPAYÉS D'ÉNERGIE, D'EAU ET DE TÉLÉPHONE..... | 34 |
| 2.3.1 Données globales | 34 |
| 2.3.2 Le dispositif énergie (électricité, gaz...) | 36 |
| 2.3.3 L'eau | 40 |
| 2.3.4 Le dispositif téléphone | 43 |
| III. LES ACTIONS DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PRECARITE ÉNERGETIQUE | 47 |
| 3.1. L'APPARTEMENT PÉDAGOGIQUE ITINÉRANT | 47 |
| 3.1.1. L'activité au sein de l'appartement | 47 |
| 3.1.2. Les actions de communication en 2022 | 49 |
| 3.2. LES RÉFÉRENTS PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE DU DÉPARTEMENT | 50 |
| 3.3. LES ACTIONS DE PRÉVENTION A DOMICILE..... | 50 |
| 3.3.1. La Visite Conseil au domicile | 50 |
| 3.3.3. Les mesures d'accompagnement en partenariat avec EDF Bleu Ciel | 55 |
| 3.3.4. Les mesures d'Accompagnement en partenariat avec ENGIE | 55 |
| 3.4 LES PERSPECTIVES 2023..... | 56 |

| | |
|---|----|
| IV. L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIÉ AU LOGEMENT | 58 |
| 4.1 LES ASLL « Premiers pas ou Maintien » | 58 |
| 4.1.1 Définitions | 58 |
| 4.1.2. Répartition des mesures | 58 |
| 4.1.3. Typologie des accompagnements | 59 |
| 4.2. LES ASLL « LOGEMENT TEMPORAIRE » | 66 |
| V. AUTONOMISE-TOIT ! | 68 |
| VI. L'AIDE AU FINANCEMENT DES SUPPLÉMENTS DE DÉPENSE DE GESTION | 74 |
| GLOSSAIRE | 78 |

3 948 aides accordées (-5%/2021)

2.8 M€ (2.6 M€ en 2021) engagés

49% sous forme de garantie de loyer : 1.4 M€

38% d'aides directes (secours et prêts) : 1M€

13 % de subventions en faveur d'organismes de logement accompagné

3 748 dossiers examinés en 2022

contre 4 066 en 2021, 3 717 en 2020, 4 402 en 2019

27% rejetés au motif de :




1/ non éligibles au RI

2/ demandes incomplètes ou annulées

3/ refus prononcé en Commission

- **80 %** des dossiers examinés sur le périmètre de Tours Métropole Val de Loire
 - **20 %** sur le périmètre du Département

Les aides financières accordées

| ACCES  - 4 % | MAINTIEN  + 12 % | ENERGIES / EAU / TELEPHONIE  - 10 % |
|--|---|--|
| 2 383 aides totales accordées | 218 aides accordées : | 1 347 aides accordées : 295 155 € |
| Dont 1 674 <u>aides directes</u> : 637 629 € (-6%). 468 251 € en secours 169 378 € en prêts | 141 274 € + 131 <u>mises en jeu de garantie</u> versées : 79 923 € | |
| Et 709 <u>garanties de loyers</u> 1 399 391 € | | |

L'Accompagnement Social Lié au logement + 10 %

507 ménages accompagnés par une mesure :

- ✓ 304 ménages de plus de 25 ans (dont 192 accords en CUA, parmi lesquels 141 suivis ont été confiés à l'équipe interne),
- ✓ 203 ménages de moins de 25 ans via "Autonomise-Toit !" (dont 150 accords 2022)

Coût de 331 787,97 € (hors coûts RH FSL)

Les actions de prévention et de lutte contre la précarité énergétique

51 visites conseils et 10 **suivis individualisés**

223 visiteurs accueillis à l'appartement pédagogique

L'Aide au Financement des Suppléments de Dépense de Gestion

46 198.40 € attribués à 3 organismes pour 94 logements sous-loués

I. LE FSL EN INDRE-ET-LOIRE

• **Contexte législatif :**

Dispositif central du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD), conformément à la Loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) accorde, dans les conditions définies par son règlement intérieur, des aides financières sous forme de cautionnements, prêts sans intérêts ou avances remboursables, garanties ou subventions :

- ✓ à des personnes qui entrent dans un logement locatif,
- ✓ ou qui, étant locataires, sous-locataires ou résidents de logements-foyers, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement du loyer, des charges et des frais d'assurance locative,
- ✓ ou qui, étant copropriétaires, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer le paiement de leurs charges collectives de copropriété ou le remboursement d'emprunts (sous certaines conditions),
- ✓ ou qui, occupant régulièrement leur logement, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement des fournitures d'eau, d'énergie et de services de télécommunications,

A noter que le FSL peut intervenir dans le champ du logement accompagné et de dispositifs spécifiques tels que les foyers logements, pensions de famille ou résidences accueil, etc.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a transféré aux départements la compétence du Fonds de Solidarité Logement à compter du 1^{er} janvier 2005. Les compétences du Fonds sont en même temps élargies aux impayés d'énergie, eau et téléphone ainsi qu'à la gestion des aides destinées à financer les suppléments de dépenses de gestion aux opérateurs de logement en sous location.

La loi Alur du 24 mars 2014 « Accès au logement et un urbanisme rénové » vise à renforcer les aides pouvant être attribuées par le FSL aux personnes rencontrant des difficultés pour accéder à un logement ou s'y maintenir. Le législateur a souhaité avec cette loi renforcer les dispositifs d'Accompagnement Social Lié au Logement, faciliter le parcours de l'hébergement au logement.

La loi « Notre » du 7 août 2015 supprimant la clause de compétence générale des départements, précise que ces derniers prennent en charge les situations de fragilité et l'accès aux services public dont il a la charge. La loi renforce le rôle des intercommunalités et des métropoles en matière d'aide et d'action sociale (dont le FSL), prévoyant le transfert ou la délégation de compétences aux métropoles.

- **La délégation de compétence du FSL vers Tours Métropole Val de Loire (TMVL)**

Par délibération du 13 juillet 2017, le Conseil départemental a délégué à Tours Métropole Val de Loire la compétence d'attribution des aides du FSL pour le territoire métropolitain. Le Conseil départemental assure la gestion du FSL pour le compte de Tours Métropole Val de Loire. Un avenant à la convention de délégation de compétence a été conclue entre les deux collectivités **prenant effet le 1^{er} janvier 2020** avec une clause de revoyure à l'issue d'une période de 3 ans.

L'avenant de la convention prévoit au terme des 3 ans d'évaluer et de faire évoluer le cas échéant le contenu et les modalités de la convention.

L'avenant précise que si un financement d'équilibre par le Département est supérieur à la moyenne des 3 années de référence (2020, 2021, 2022), TMVL versera au Département en année N+1 une contribution d'équilibre.

- **Les instances décisionnelles**

Les arrêtés de composition des instances ont été renouvelés le **30/09/2021**.

- **Le Comité Directeur (34 membres)** présidé par le Président du Conseil départemental et le Président de Tours Métropole Val de Loire ou ses représentants, est composé des partenaires contribuant au financement du Fonds. Le Comité Directeur a vocation à être informé du budget prévisionnel affecté au dispositif, du bilan d'activité du Fonds et de l'utilisation des contributions partenariales, il est consulté sur les évolutions du dispositif et du règlement intérieur.
- **La Commission Unique d'Attribution (CUA), (21 membres dont 10 membres titulaires)** est présidée par le Conseil départemental et Tours Métropole Val de Loire. La CUA statue sur l'examen des demandes de mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) et sur les demandes ne relevant pas de la délégation faite au Chef du service habitat et logement.
- **Deux commissions par délégation se déroulent une fois par semaine :**
La première examine les demandes d'aides pour l'énergie, l'eau et le téléphone.
La deuxième traite les demandes d'aides pour l'accès au logement et les dettes de loyer inférieures à 500 euros.
- **La Commission Autonomise-Toit ! (2 membres minimum) se réunit toutes les 3 semaines et** statue sur l'examen des demandes de mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) pour les jeunes de 16 à 25 ans révolus.

- **Organisation du FSL, moyens humains et matériels**

- Au 31 décembre 2022, le pôle FSL compte 19 personnes (18,1 ETP) :
 - Pôle de 7 instructeurs de demandes d'aides (6,80 ETP),
 - Pôle administratif et financier (3 ETP),
 - Pôle social, 4 travailleurs sociaux dont 1 contractuel (4,7 ETP),
 - 1 agent d'accueil (0,80 ETP),
 - 1 agent administratif chargé des procédures dématérialisées (1 ETP),
 - 1 Responsable de Pôle (1 ETP)

Une chargée de mission PDALHPD réalise de plus les missions de suivi des mesures d'ASLL et d'Autonomise-Toit !, l'appui technique à l'équipe interne et la coprésidence de la Commission Unique d'Orientation vers le logement accompagné.

- L'outil métier « Genesis », est dédié à l'instruction du FSL.
- La Gestion Électronique des Documents (GED), déployée en mai 2022, permet la dématérialisation complète des fonds documentaires liés aux demandes d'aides (formulaire et justificatifs afférents)
- Le régisseur rencontre les ménages qui viennent notamment régler leur échéancier (**14 personnes accueillies en 2022**, 13 logées sur le périmètre de la Métropole, 1 sur le celui du Département).
- L'accueil téléphonique quotidien a permis de répondre à **5 153 personnes** soit une moyenne de 20 appels par jour.
- Le pôle FSL a réceptionné et traité **6 025 courriers en 2022** (dont 2 782 dématérialisés).

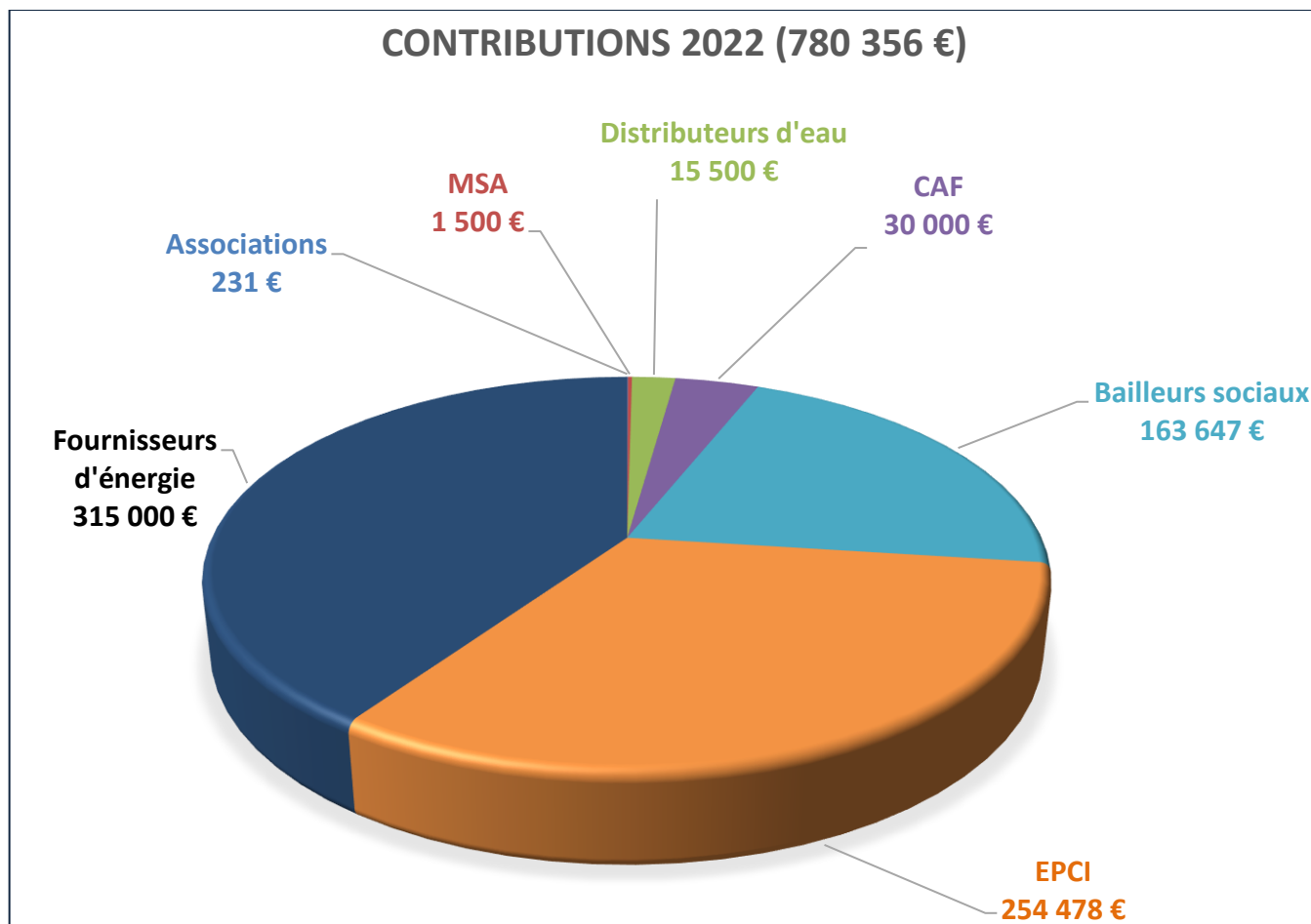
• Financement du FSL

Le financement du FSL repose sur des fonds propres auxquels s'additionnent les contributions de partenaires.

Cartographie des contributeurs



Répartition des contributions



Pour 2022, le montant des contributions de la part des bailleurs/EPCI/associations reste identique (depuis 2013) :

- **3 € pour les logements gérés par les bailleurs sociaux**
- **0.45 € par habitant pour les EPCI**
- **77 € pour les associations**

- **2022, une année marquée par une adaptation du dispositif au contexte économique et social :**

Revalorisation des plafonds d'éligibilité aux aides à l'Energie (+ 121 €)

- ✓ Observation attentive des résultats d'activité 2021 et du suivi de consommation de l'enveloppe afférente aux Energies. Constat de la nécessité d'ouvrir plus largement l'aide aux difficultés de paiement des charges relatives aux Energies, notamment en faveur des publics bénéficiaires de l'AAH couplée à la MVA. Revalorisation des plafonds effectuée en ce sens.

Inscription de l'aide à la régularisation de charges liées aux fluides dans l'habitat collectif au titre du fonds Energie

- ✓ Meilleure valorisation de l'enveloppe, réponse au contexte énergétique inflationniste

Actions de communication

- ✓ Accompagnement Social Lié au Logement : création d'une plaquette informative à destination des locataires d'une part et des travailleurs sociaux d'autre part.
Objectifs :
 - Mieux comprendre les bénéfices d'une mesure ASLL pour l'usager, mais également ses engagements.
 - Mieux saisir le périmètre d'intervention d'un Référent ASLL
- ✓ Fonds Energie : diffusion d'un article sur le site Touraine Actualités
<https://www.touraine-actualites.fr/actualites-departementales/solidarites/actualites-solidarites/de-penses-d-energie-le-fonds-de-solidarite-pour-le-logement-peut-vous-aider.html>
Objectif : donner une meilleure visibilité sur le champ d'intervention du FSL

- **Autres faits marquants 2022 :**

Dématérialisation des fonds documentaires du FSL / instauration de la GED FSL (formulaires de demandes, justificatifs, fiches Commission, notifications de décision...) :

- ✓ Meilleure lisibilité des dossiers
- ✓ Mise en cohérence avec la politique départementale de dématérialisation
- ✓ Mise en œuvre d'un Workflow pour une meilleure traçabilité des actions d'instruction

Cyberattaque à l'été 2022 :

- ✓ Service public maintenu
- ✓ Contacts permanents avec les bailleurs afin de ne pas retarder les entrées en logements des publics prioritaires

- **...Une ouverture sur les perspectives 2023**

Travailler au partenariat du FSL avec les fournisseurs de mobilier de seconde main : une opportunité pour les familles en vue d'un aménagement décent et à moindre coût de leur logement

Pour l'heure, le dispositif porte sur un partenariat en majeure partie avec les enseignes de mobilier neuf, à l'exception d'un magasin spécialisé dans l'électroménager rénové.

Au regard de l'inflation, mais également dans un souci de transition écologique, il est souhaité l'extension du fonctionnement du FSL avec les fournisseurs valorisant le mobilier dit de seconde main.

1^{ère} rencontre interprofessionnelle entre les opérateurs externes de l'ASLL et l'équipe interne :

- ✓ Partage de pratiques, de retours d'expérience
- ✓ Harmonisation des postures professionnelles et des outils
- ✓ Perspectives d'évolution du cadre réglementaire du FSL

Le tout, en vue d'une réponse toujours plus orientée vers les besoins des usagers.

Renforcer l'action du FSL en matière de lutte contre la précarité énergétique

- ✓ Sur le plan du repérage (exploitation des fichiers d'impayés)
- ✓ Sur le plan préventif. Relativement aux relevés effectués par la CESF lors de ses diagnostics socio techniques à domicile ; prévoir la possibilité pour le FSL d'intervenir dans le cadre de l'octroi d'aides financières pour :
 - le renouvellement d'appareils électroménagers (défectueux, énergivores...) ex : réfrigérateur
 - le financement de petits travaux (changement de radiateurs,...)
 - le financement de matériels favorisant l'isolation (joints de fenêtres, rideaux, couettes, etc.).
- ✓ A l'étude : la mise en œuvre d'un SLIME. Le Slime est un programme CEE porté par le CLER – Réseau pour la transition énergétique. Le programme Slime vise à massifier le repérage, l'orientation et l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique.



© Tours Habitat, Projet de Street art « INSIDE OUT », quartier du Sanitas, TOURS

II. L'ACTIVITÉ

La présentation des données est répartie entre les deux périmètres. Le territoire Tours Métropole Val de Loire dénommé **TMVL** dans les différents tableaux et le territoire départemental dénommé **CD**.

2.1 L'AIDE A L'ACCES DANS LE LOGEMENT

2.1.1 Données quantitatives

62 % des dossiers d'accès sont des **demandes urgentes**. **9,8 %** des demandes urgentes sont examinées **par anticipation dans le cadre du DRE** (Droit de Réserve de l'Etat ou DALO)

Évolution 2021 à 2022

*1 demande = 1 mesure = 1 ou plusieurs prestations

| Prestations | 2022 | | 2022 TMVL | | 2022 CD | | 2021 | | Évolution |
|----------------------------------|-------------|--------------|--------------|-------------|------------|-------------|-------------|--------------|-----------|
| | Mesures | Prestations* | Mesures | Prestations | Mesures | Prestations | Mesures | Prestations* | Mesures |
| Examinées | 1 341 | 3 349 | 1 076 | 2 715 | 265 | 634 | 1 381 | 3 482 | - 2.9 % |
| Accordées | 1 101 | 2 383 | 903 | 2 011 | 198 | 372 | 1 146 | 2 477 | - 3.9 % |
| Dépenses (en €) | 637 629 € | | 527 973 € | | 109 656 € | | 652 447 € | | - 2.3 % |
| Engagement Garantie (en €) | 1 399 391 € | | 1 269 925 € | | 129 466 € | | 1 183 932 € | | + 15.3 % |

*Ce nombre comprend les aides et garanties accordées (hors ASLL accès).

240 demandes rejetées (17 % des mesures examinées)

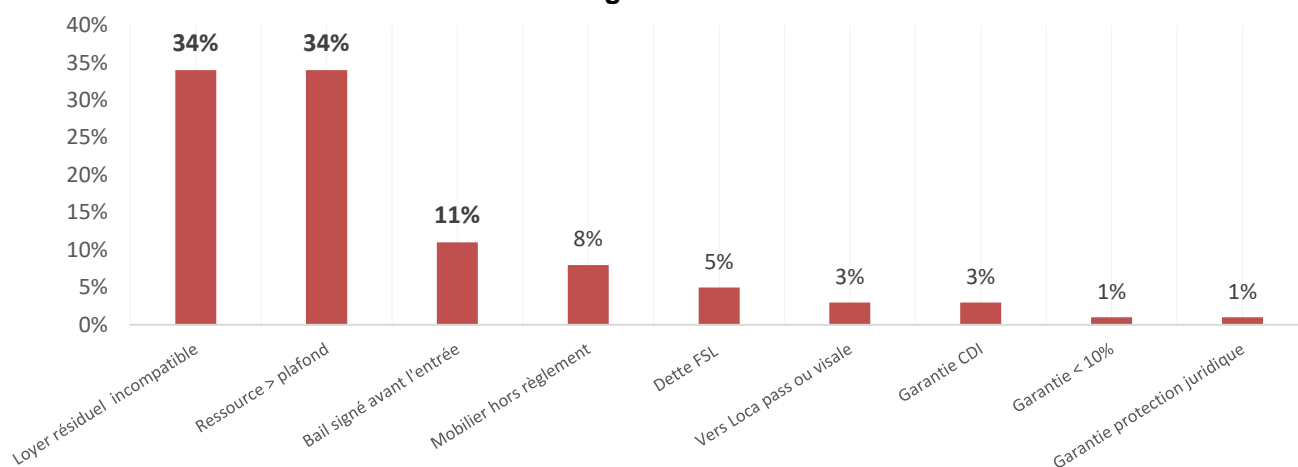
Sont considérées comme rejetées : **les mesures refusées** en commission, **les mesures non éligibles** au dispositif, **les mesures non abouties** clôturées sans passage en commission (demandes incomplètes malgré nos relances ou annulées par le demandeur).

| Mesures | Nombre | TMVL | CD |
|---------------|------------|------|----|
| Refusées | 32 | 23 | 9 |
| Non éligibles | 173 | 127 | 46 |
| Non abouties | 35 | 23 | 12 |
| Total | 240 | 173 | 67 |

12,9 % des mesures examinées sont non éligibles (14 % en 2021).



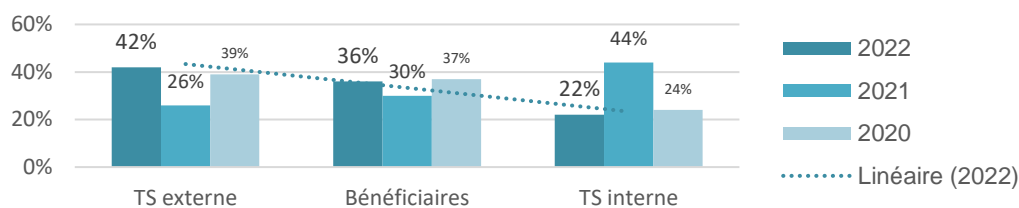
Motifs de non éligibilité des 173 mesures



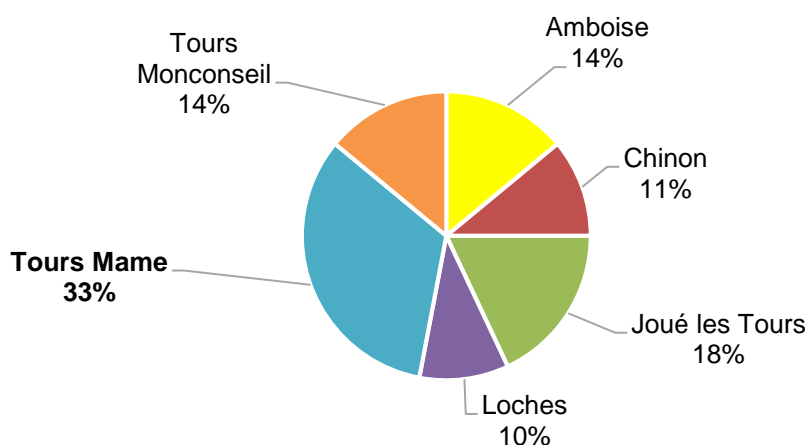
Origine des demandes examinées

| Services instructeurs | Nombre 2022 | Nombre 2021 | Évolution |
|-----------------------|--------------|-------------|-----------|
| Bénéficiaires | 481 | 419 | + 12.8 % |
| TS externe | 554 | 358 | + 35.3 % |
| TS interne | 306 | 604 | - 97.3 % |
| TOTAL | 1 341 | 1 381 | - 2.9 % |

Origine de la demande



Répartition mesures par MDS

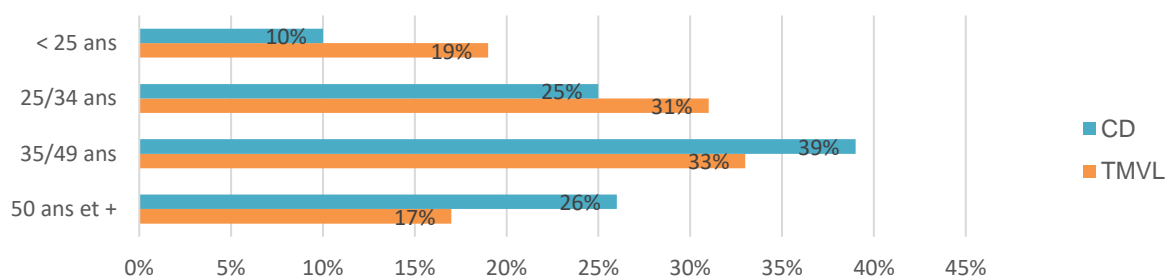


2.1.2 Profil des ménages aidés

Age des demandeurs

| Tranches d'Age | Nombre |
|------------------|--------------|
| < 25 ans | 196 |
| 25/34 ans | 327 |
| 35/49 ans | 372 |
| 50 ans et plus | 206 |
| TOTAL | 1 101 |

Age du demandeur

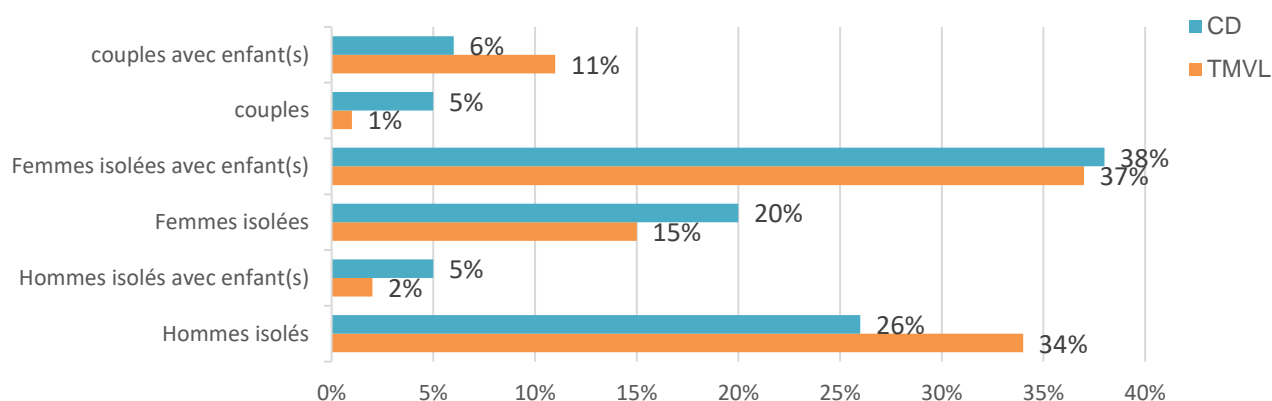


Composition des ménages

592 demandes ont été faites par des femmes, 387 par des hommes, 122 par des couples.

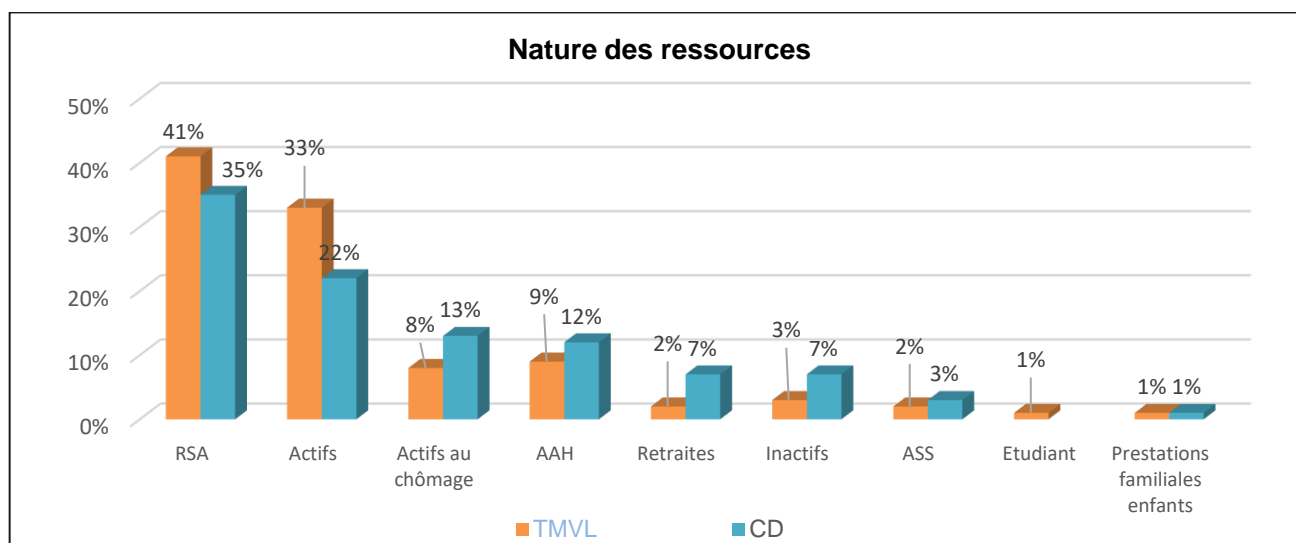
| Ménages | 2022 | | | | Total |
|-------------------|-------------|------------|----------------|-------|--------------|
| | Sans enfant | | Avec enfant(s) | | |
| | Femme | Homme | Femme | Homme | |
| Personnes isolées | 179 | 362 | 413 | 25 | 979 |
| Sous total | 541 | | 438 | | |
| Couples | | 20 | 102 | | 122 |
| TOTAL | | 561 | 540 | | 1 101 |

Composition des ménages aidés en 2022



Principale nature des ressources des ménages aidés

| Type | Nombre |
|-------------------------------|--------------|
| Minima sociaux | |
| <u>RSA</u> | <u>447</u> |
| AAH | 101 |
| ASS | 24 |
| Autres ressources | |
| <u>ACTIFS</u> | <u>352</u> |
| ACTIFS AU CHOMAGE | 100 |
| RETRAITE | 30 |
| INACTIF | 40 |
| ETUDIANT | 3 |
| PRESTATIONS FAMILIALES ENFANT | 4 |
| TOTAL | 1 101 |

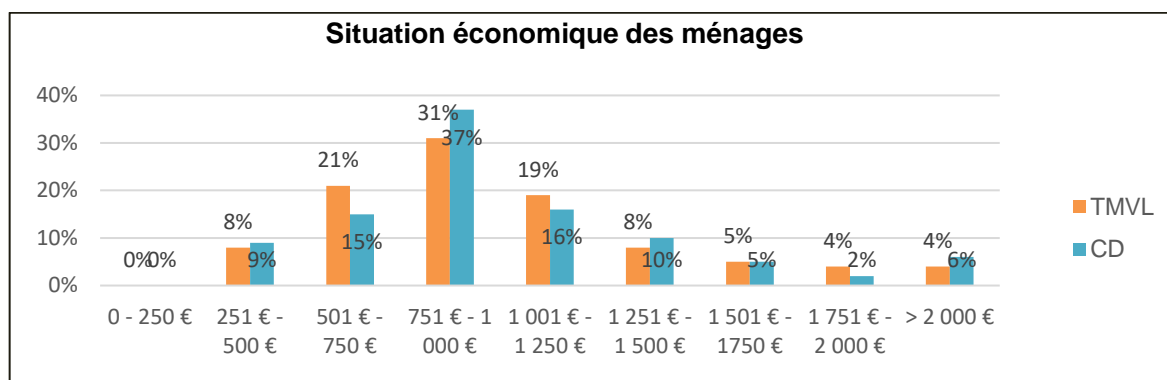


40 % des ménages aidés pour accéder à leur logement sont bénéficiaires du RSA.

31,9 % des ménages aidés pour accéder à leur logement sont actifs exerçant une activité professionnelle.

La situation économique des ménages

| Tranche du Quotient Familial QF* | Nombre | % |
|----------------------------------|--------------|--------------|
| De 0 à 250 € | 63 | 6 % |
| De 251 à 500 € | 666 | 60 % |
| De 501 à 750 € | 344 | 31 % |
| De 751 à 1 000 € | 28 | 3 % |
| TOTAL | 1 101 | 100 % |



*** Le mode de détermination du QF :**

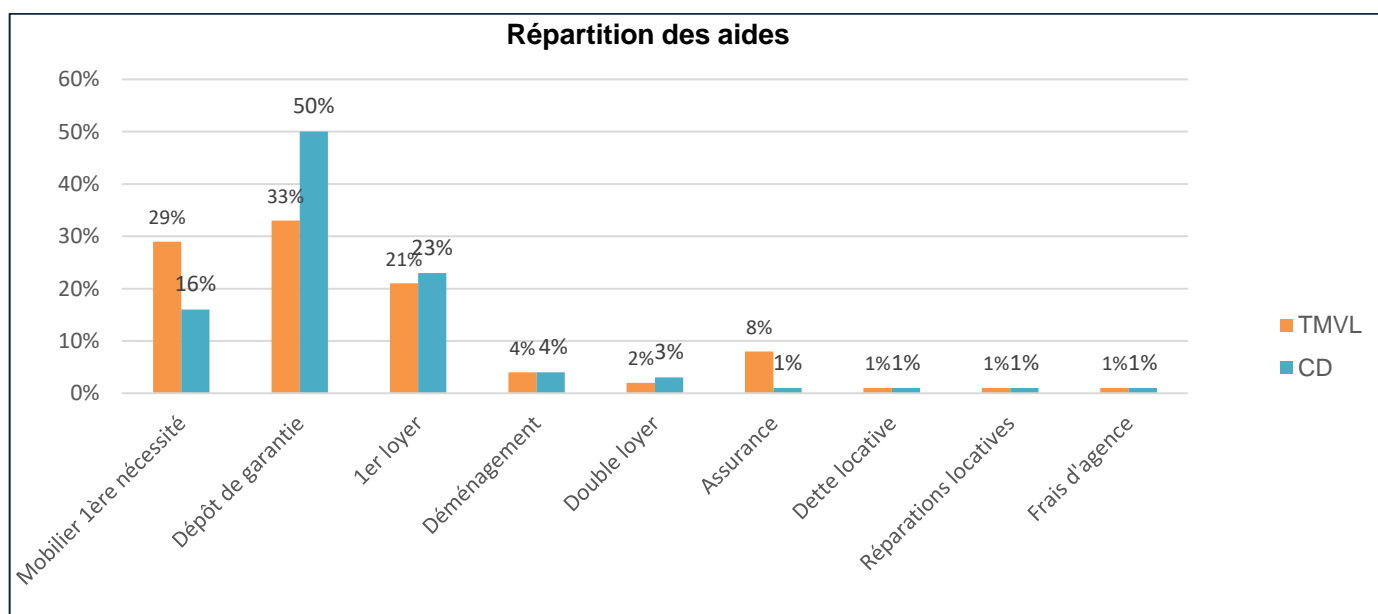
« La moyenne de l'ensemble des ressources des trois derniers mois précédant la demande, des personnes composant le foyer divisé par le nombre de parts, en comptant : 1,5 parts pour une personne seule. 2 parts pour un ménage de deux personnes et 1 part pour chaque enfant ou autre personne (au domicile) »

Le résultat ainsi obtenu ne doit pas dépasser le plafond fixé par le Règlement Intérieur (775 € en 2021).

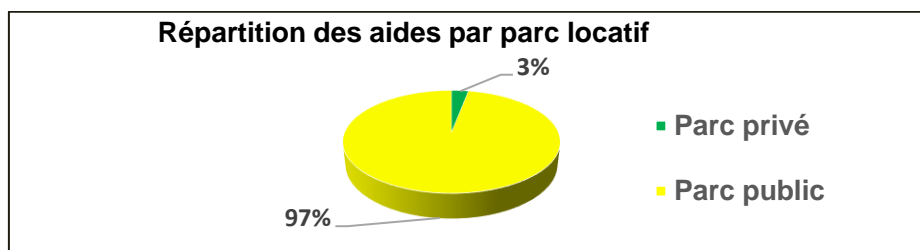
2.1.3 Répartition des 1 674 aides à l'accès accordées (hors garanties)

| Type | Montant | Nombre | Montant moyen |
|--------------------------------|------------------|--------------|---------------|
| Dépôt de garantie | 184 115 € | 602 | 306 € |
| 1^{er} loyer | 89 054 € | 358 | 249 € |
| Double loyer | 17 659 € | 42 | 420 € |
| Frais d'agence | 1 860 € | 9 | 207 € |
| Déménagement | 30 578 € | 66 | 463 € |
| Assurance habitation | 13 867 € | 127 | 109 € |
| Mobilier 1ère nécessité | 271 951 € | 448 | 607 € |
| Dettes locatives | 24 345 € | 15 | 1 623 € |
| Réparations locatives | 4 199 € | 7 | 600 € |
| TOTAL | 637 628 € | 1 674 | 381 € |

Les principales aides accordées portent sur le **meuble de première nécessité**, le **dépôt de garantie**, et le **premier loyer**.



Présentation par type de parc locatif



Les demandes visant l'entrée sur le parc public représentent la quasi-totalité de nos aides (97%).

2.1.4 Les prêts

Le précontentieux est traité par le pôle Fonds de Solidarité Logement. Au deuxième impayé, le dossier est transmis aux services de la Paierie Départementale pour recouvrement du solde du prêt.

En 2022, **483 nouveaux prêts** ont été accordés et suivis par le Service, ainsi que l'encaissement des échéanciers, les relances et l'émission des titres pour le recouvrement contentieux.

Le **montant des prêts non honorés** malgré le pré recouvrement est de **32 941,85 €** à fin 2022. Soit un taux de recouvrement des encours de 77,50%, en baisse par rapport à 2021.

| | PRETS NON HONORES | | TAUX DE RECOUVREMENT | | |
|-------|-------------------|-------------|----------------------|---------|-----------|
| | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | EVOLUTION |
| TMVL | 22 731,43 € | 14 746,89 € | 78,94 % | 83,73 % | - 5,72 % |
| CD | 10 210,42 € | 6 558,74 € | 73,43 % | 79,51 % | - 7,65 € |
| TOTAL | 32 941,85 € | 21 305,63 € | 77,50 % | 82,63 % | - 6,21 % |

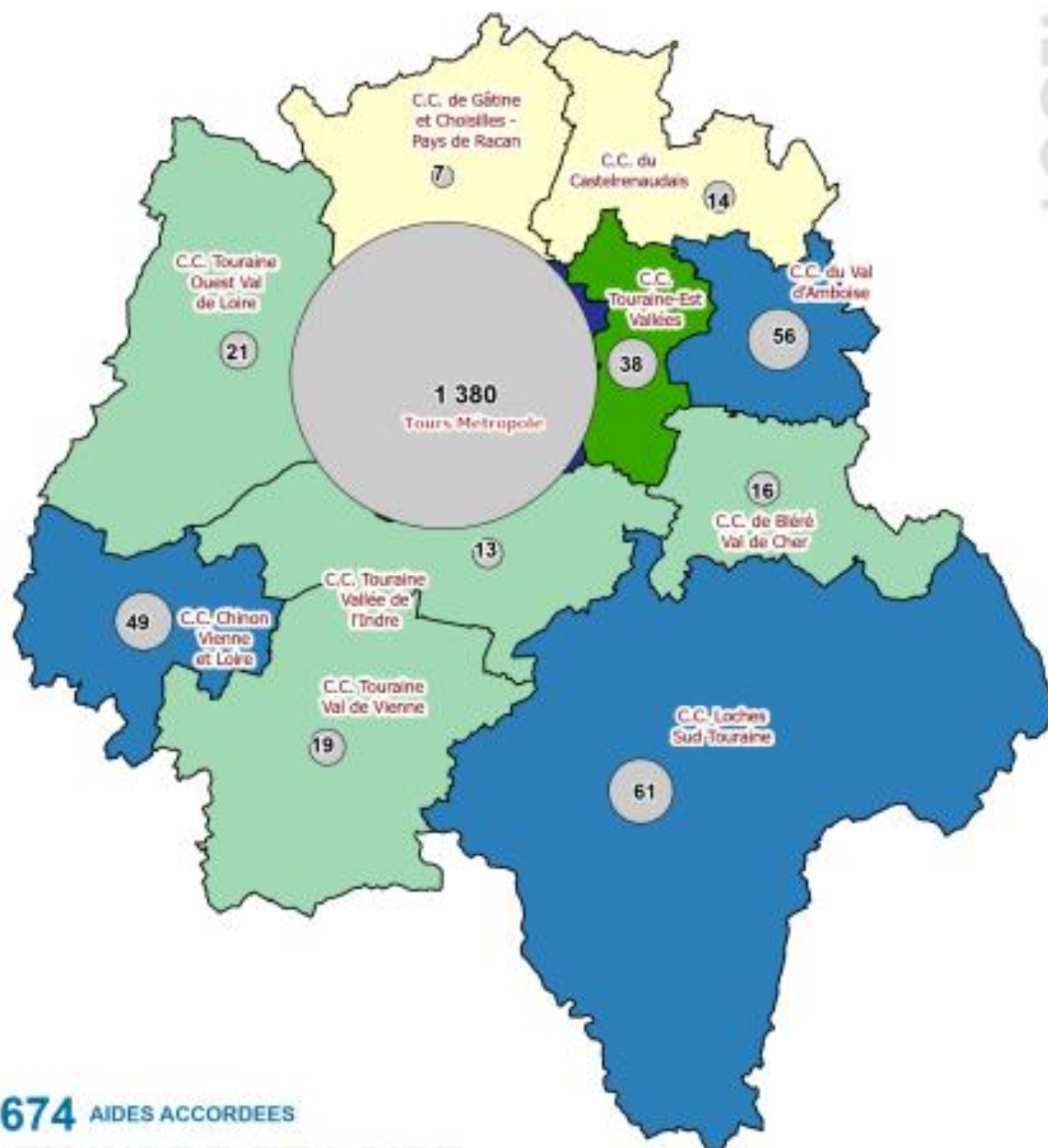
2.1.5 Répartition des aides financières accordées par territoire

| EPCI | Nb aides | Taux | Montant des aides | Taux |
|--|--------------|--------------|----------------------|--------------|
| COMMUNAUTÉ COMMUNES GÂTINE CHOISILLES - PAYS RACAN | 7 | 0.4 % | 2 535 € | 0.4 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CHINON VIENNE ET LOIRE | 49 | 2.9 % | 17 8318 € | 2.8 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE BLÉRÉ VAL DE CHER | 16 | 1.0 % | 5 903 € | 0.9 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LOCHES SUD TOURAIN | 61 | 3.6 % | 23 041 € | 3.6 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS | 14 | 0.8 % | 3 704 € | 0.6 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE | 56 | 3.3 % | 21 465 € | 3.4 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAIN-EST VALLEES | 38 | 2.3 % | 14 559 € | 2.3 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAIN OUEST VAL DE LOIRE | 21 | 1.3 % | 9 513 € | 1.5 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAIN VAL DE VIENNE | 19 | 1.1 % | 6 051 € | 0.9 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAIN VALLEE DE L'INDRE | 13 | 0.8 % | 5 054 € | 0.8 % |
| TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE | 1 380 | 82.4 % | 527 972, 98 € | 82.8 % |
| TOTAL | 1 674 | 100 % | 637 628.28 € | 100 % |

AIDES À L'ACCÈS AU LOGEMENT

Indre-et-Loire, 2022

LOGEMENT



1 674 AIDES ACCORDEES
EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

Montants (en €)

- moins de 5 000 €
- entre 5 001 € et 10 000 €
- entre 10 001 € et 15 000 €
- entre 15 001 € et 30 000 €
- plus de 520 000 €



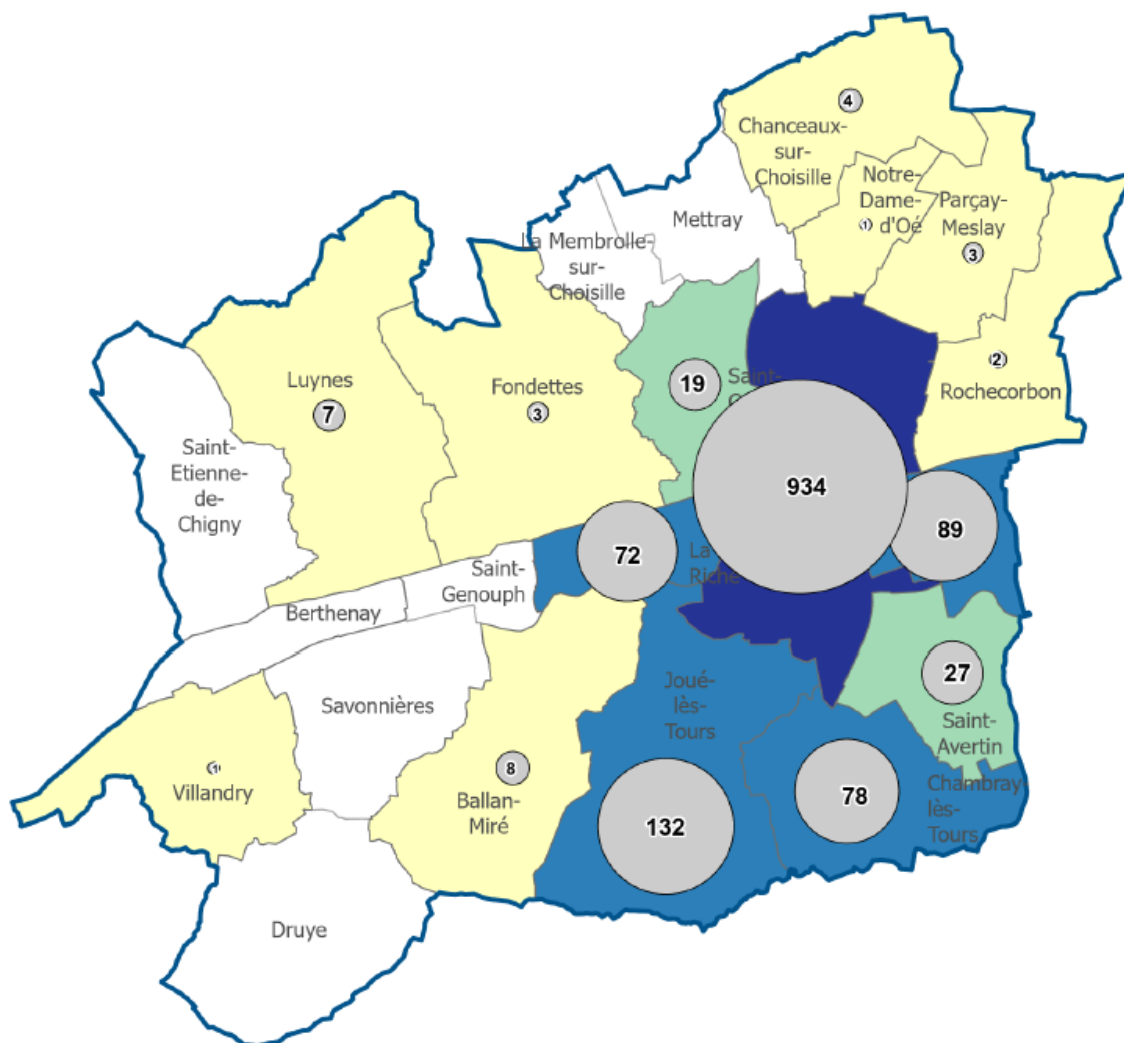
TOURAINES
LE DÉPARTEMENT

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2022 mis à jour le 08/03/2023

AIDES À L'ACCÈS AU LOGEMENT

Tours Métropole Val-de-Loire, 2022

LOGEMENT



1 674 AIDES ACCORDEES
EN INDRE-ET-LOIRE

1 380 AIDES ACCORDEES
SUR LA METROPOLE

Légende

Montants (en €)

- Aucun
- moins de 5 000 €
- entre 5 001 € et 10 000 €
- entre 10 001 € et 51 000 €
- plus de 350 000 €



TOURAINES
LE DÉPARTEMENT

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2022 mis à jour le 09/03/2023

ACCES DANS LE LOGEMENT

2.1.6 Les garanties de loyers

A Répartition des garanties accordées par territoire

| EPCI | Nb garantie | Taux | Montant garanties en € | Taux |
|--|-------------|--------------|------------------------|--------------|
| COMMUNAUTÉ COMMUNES GÂTINE CHOISILLES - PAYS RACAN | 1 | 0.1 % | 2 582.28 € | 0.2 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CHINON VIENNE ET LOIRE | 8 | 1.1 % | 13 871.28 € | 1.0 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE BLÉRE VAL DE CHER | 5 | 0.7 % | 8 014.98 € | 0.6 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LOCHES SUD TOURAINE | 10 | 1.4 % | 18 667.56 € | 1.3 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS | 3 | 0.4 % | 8 768.40 € | 0.6 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE | 23 | 3.2 % | 37 974.00 € | 2.7 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE-EST VALLEES | 12 | 1.9 % | 17 869.08 € | 1.3 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE OUEST VAL DE LOIRE | 8 | 1.1 % | 9 958.44 € | 0.7 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VAL DE VIENNE | 5 | 0.7 % | 6 641.40 € | 0.5 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VALLEE DE L'INDRE | 3 | 0.4 % | 5 118.48 € | 0.4 % |
| TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE | 631 | 89.0 % | 1 269 925.02 € | 90.7 % |
| TOTAL | 709 | 100 % | 1 399 390.92 € | 100 % |

B Évolution des garanties accordées

En 2022, on constate une hausse de 1,83 % des accords pour l'aide à la garantie des loyers par rapport à 2021 (hausse de 15 % du montant engagé).

| Garanties | 2022 | | 2021 | | Évolution | Évolution |
|-----------|-------------|--------|-----------|--------|-----------|-----------|
| | Montant | Nombre | Montant | Nombre | Montant | Nombre |
| | 1 399 390 € | 709 | 1 183 932 | 696 | + 15 % | + 1.83 % |

| Garanties TMVL | 2022 | | 2021 | | Évolution | Évolution |
|----------------|-------------|--------|-----------|--------|-----------|-----------|
| | Montant | Nombre | Montant | Nombre | Montant | Nombre |
| | 1 269 925 € | 631 | 1 087 722 | 626 | + 14 % | + 0.79 % |

| Garanties CD | 2022 | | 2021 | | Évolution | Évolution |
|--------------|-----------|--------|---------|--------|-----------|-----------|
| | Montant | Nombre | Montant | Nombre | Montant | Nombre |
| | 129 466 € | 78 | 96 210 | 70 | + 25 % | + 10.25 % |

C Tableau de répartition des garanties accordées par bailleurs

| GARANTIES | 2022 | | | 2021 | | | Évolution | |
|--------------------------|------------|-----------------------|----------------|------------|-----------------------|----------------|-----------|-----------|
| | Nb | Montant | Moyenne | Nb | Montant | Moyenne | Nb | Montant |
| BAILLEURS PUBLICS | 697 | 1 370 380.20 € | 1 963 € | 665 | 1 127 554.02 € | 1 695 € | + 4.5 % | + 17.7 % |
| TMVL | 626 | 1 264 590.30 € | 2 020 € | 611 | 1 055 307.84 € | 1 727 € | + 2.3 % | + 16.5 % |
| CD | 71 | 105 789.90 € | 1 489 € | 54 | 72 246.18 € | 1 338 € | + 23.9 % | + 31.7 % |
| Tours Habitat | 396 | 860 859.60 € | 2 174 € | 366 | 665 407.68 € | 1 818 € | + 7.5 % | + 22.7 % |
| Val Touraine Habitat | 113 | 179 047.08 € | 1 584 € | 118 | 172 860.48 € | 1 465 € | - 4.4 % | + 1.7 % |
| Touraine Logement | 68 | 104 068.80 € | 1 530 € | 71 | 116 941.08 € | 1 647 € | - 4.4 % | - 12.3 % |
| Ligeris | 16 | 33 900.24 € | 2 119 € | 17 | 24 268.08 € | 1 427 € | - 6.2 % | + 28.4 % |
| Autres bailleurs Sociaux | 106 | 194 077.20 € | 1 831 € | 93 | 148 076.70 € | 1 592 € | + 12.2 % | + 23.7 % |
| BAILLEURS PRIVÉS | 12 | 29 010.72 € | 2 744 € | 30 | 54 672.00 € | 1 822 € | - 150 % | - 88.4 % |
| TMVL | 5 | 5 334.72 € | 1 067 € | 14 | 30 708.00 € | 2 193 € | - 180 % | - 475.6 % |
| CD | 7 | 23 676.00 € | 3 382 € | 16 | 23 964.00 € | 1 498 € | - 128.5 % | - 1.2 % |
| TOTAL | 709 | 1 399 390.92 € | 1 974 € | 695 | 1 182 226.02 € | 1 701 € | + 1.9 % | + 15.5 % |

2.2 L'AIDE AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

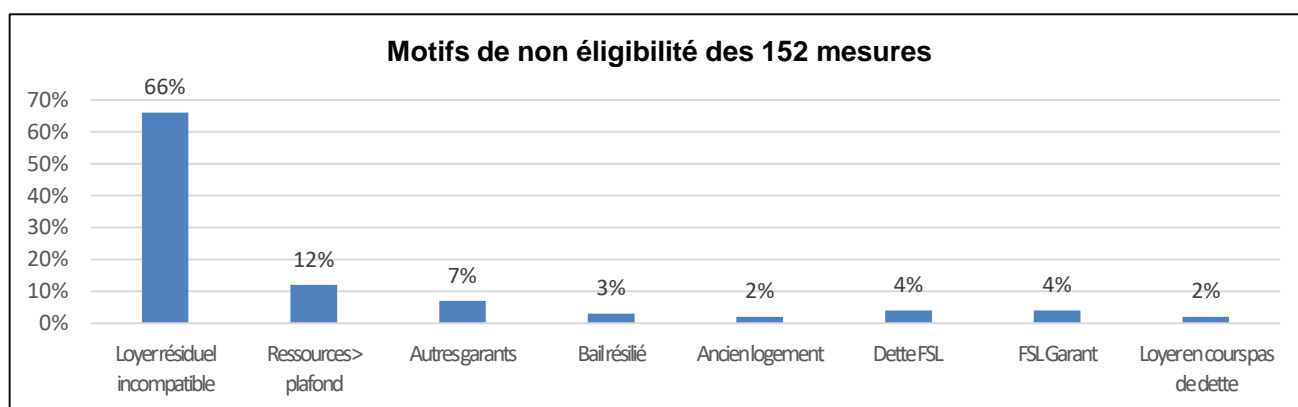
2.2.1 Données quantitatives

Évolution 2021 à 2022

| Prestations | 2022 | | 2022 TMVL | | 2022 CD | | 2021 | | Évolution |
|------------------------|-----------|-------------|-----------|-------------|----------|-------------|-----------|-------------|-----------|
| | Mesures | Prestations | Mesures | Prestations | Mesures | Prestations | Mesures | Prestations | |
| Examinées | 452 | 452 | 309 | 309 | 143 | 143 | 447 | 447 | + 1.10 % |
| Accordées | 218 | 218 | 164 | 164 | 54 | 54 | 194 | 194 | + 11 % |
| Montant Accordé | 141 274 € | | 106 071 € | | 35 203 € | | 159 268 € | | - 12.73 % |
| Moyenne | 648 € | | 646 € | | 652 € | | 820 € | | - 26.54 % |

234 demandes rejetées sur 452 demandes examinées (51 % des examinées)

| Demandes | Nombre | TMVL | CD |
|---------------|------------|------|----|
| Refusées | 40 | 21 | 19 |
| Non éligibles | 152 | 94 | 58 |
| Non abouties | 42 | 30 | 12 |
| Total | 234 | 145 | 89 |

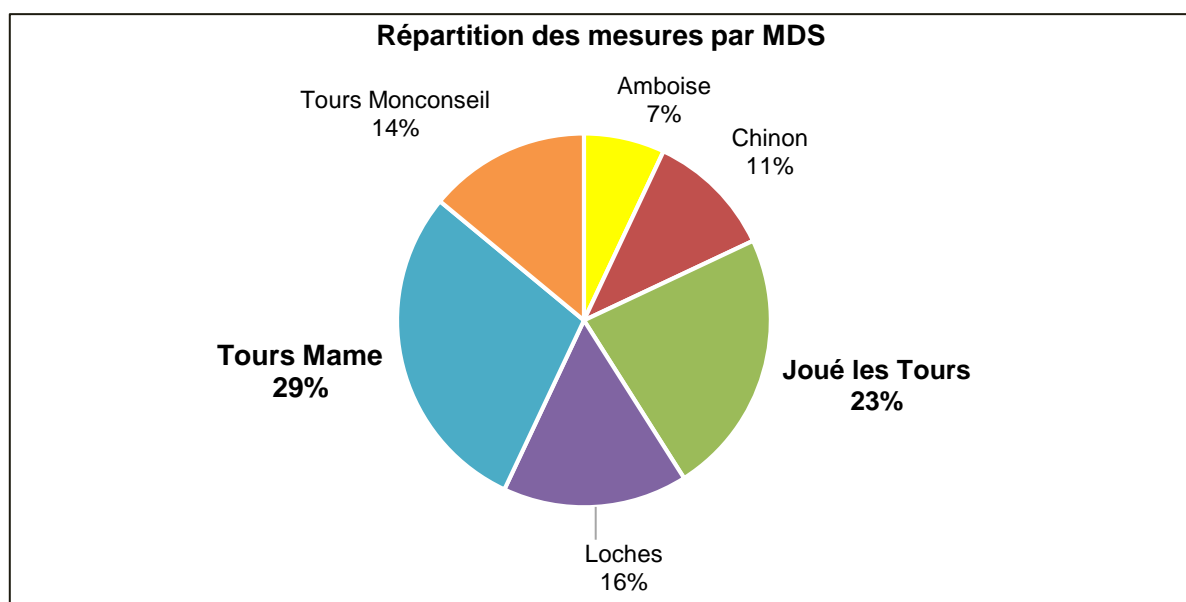
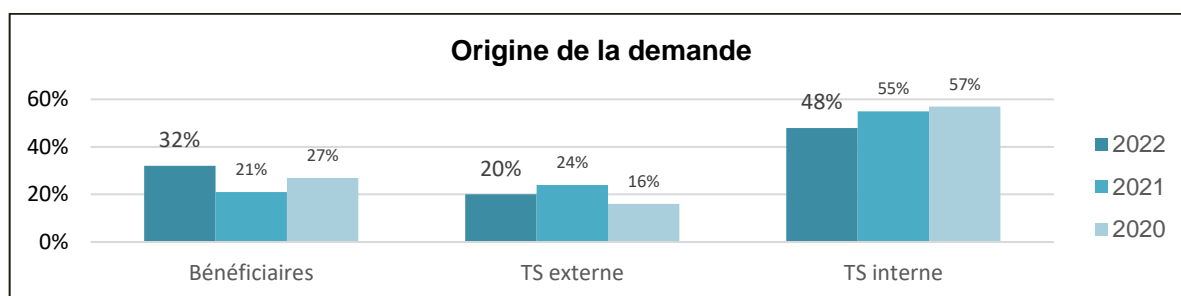


66 % des demandes sont non éligibles au motif de l'incompatibilité des charges du logement avec les ressources du ménage.

Origine des demandes

| Origine | 2022 | 2021 | EVOLUTION |
|-------------------|------------|------------|-----------------|
| Bénéficiaires | 147 | 93 | + 36.73 % |
| TS externe | 88 | 108 | - 22.72 % |
| TS interne | 217 | 246 | - 13.36 % |
| Total | 452 | 447 | + 1.10 % |

67 % des demandes sont instruites par des travailleurs sociaux.

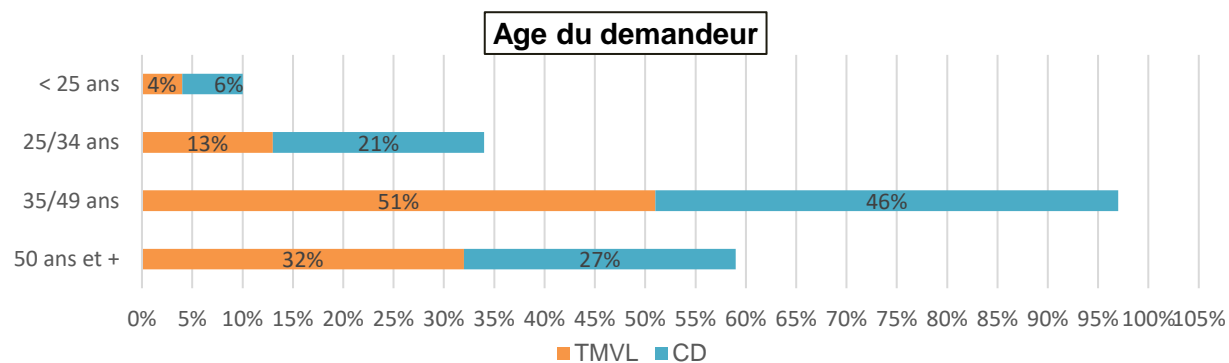


2.2.2 Profil des ménages aidés

Age des demandeurs

| Tranches d'Age | Nombre |
|------------------|------------|
| < 25 ans | 9 |
| 25/34 ans | 33 |
| 35/49 ans | 108 |
| 50 ans et plus | 68 |
| TOTAL | 218 |

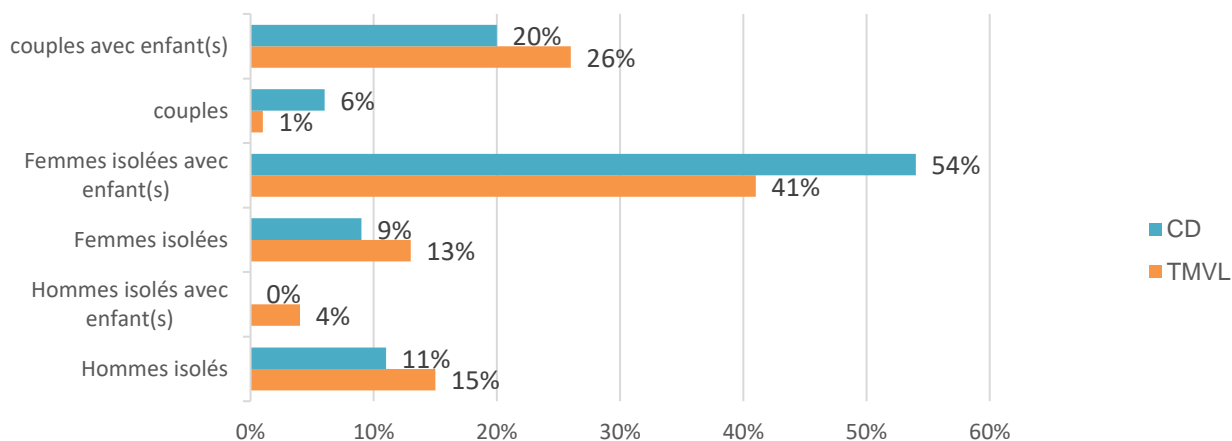
La tranche des 35 à moins de 50 ans est majoritairement représentée, comme en 2021.



Composition des ménages aidés

| Ménages | 2022 | | | | TOTAL |
|-------------------|-------------|-------|----------------|-------|-------|
| | Sans enfant | | Avec enfant(s) | | |
| | Femme | Homme | Femme | Homme | |
| Personnes isolées | 26 | 30 | <u>96</u> | 6 | 158 |
| Sous total | 56 | | 102 | | |
| Couples | 5 | | 55 | | 60 |
| TOTAL | 61 | | 157 | | 218 |

Composition des ménages aidés en 2022

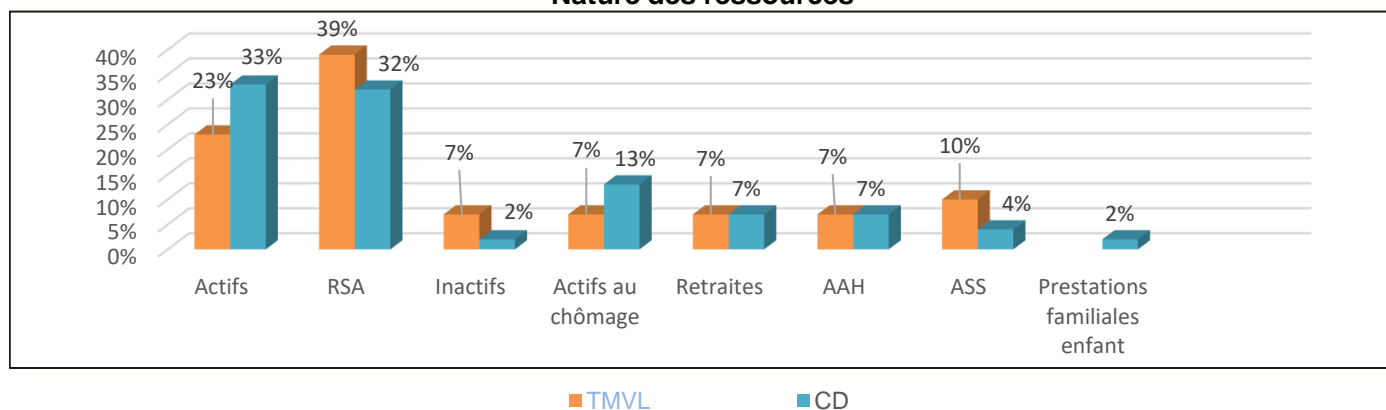


Principale nature des ressources

| Type | Nombre |
|-------------------------------|------------|
| Minima sociaux | |
| <u>RSA</u> | <u>81</u> |
| AAH | 15 |
| ASS | 18 |
| Autres ressources | |
| <u>ACTIFS</u> | <u>56</u> |
| ACTIFS AU CHOMAGE | 19 |
| RETRAITE | 15 |
| INACTIF | 13 |
| PRESTATIONS FAMILIALES ENFANT | 1 |
| TOTAL | 218 |

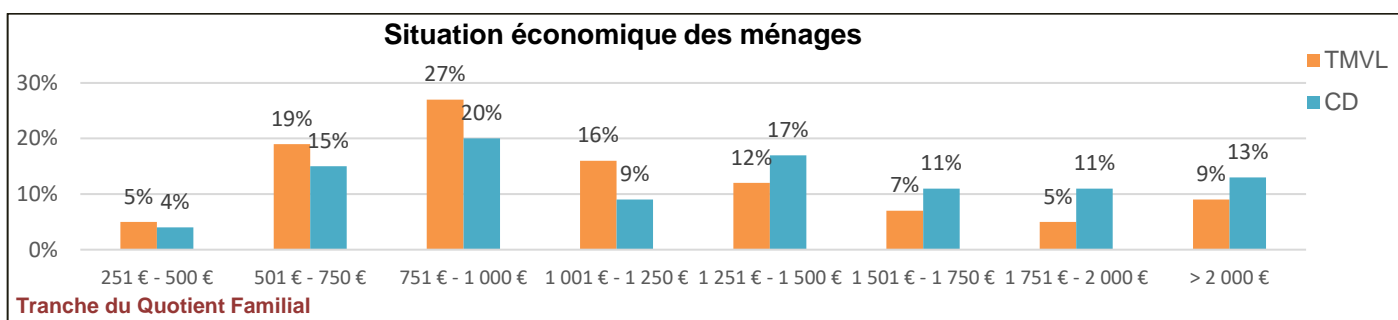
37 % des ménages aidés pour se maintenir dans le logement sont bénéficiaires du RSA ;
25,6 % sont des actifs.

Nature des ressources



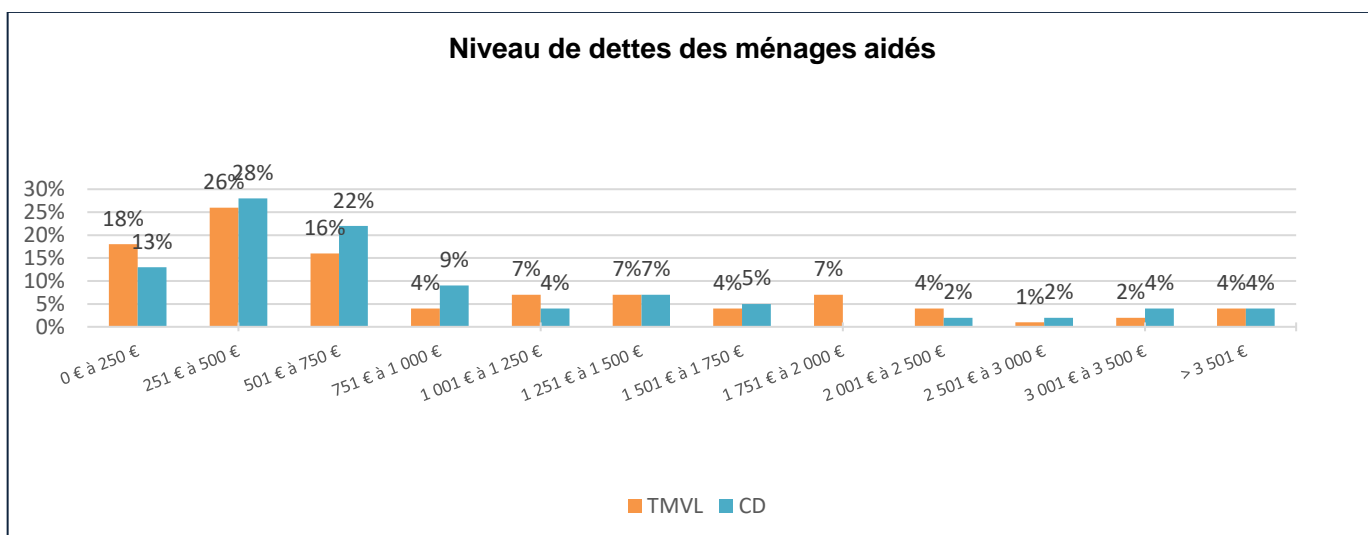
La situation économique des ménages

| Tranche du Quotient Familial QF | Nombre | % |
|---------------------------------|------------|--------------|
| De 251 à 500 € | 11 | 5 % |
| De 501 à 750 € | 39 | 18 % |
| <u>De 751 à 1 000 €</u> | 55 | 25 % |
| De 1 001 à 1 250 € | 31 | 14 % |
| De 1 251 à 1 500 € | 29 | 13 % |
| De 1 501 à 1 750 € | 17 | 8 % |
| De 1 751 à 2 000 € | 15 | 7 % |
| > 2 000 € | 21 | 10 % |
| TOTAL | 218 | 100 % |



Niveau des dettes prises en compte

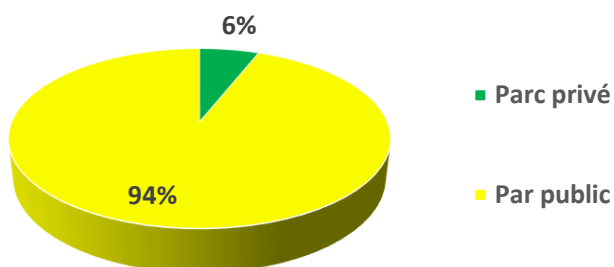
| Montant de la dette | Dettes locatives |
|--------------------------|------------------|
| 0 € à 250 € | 40 |
| 251 € à 500 € | 56 |
| 501 € à 750 € | 38 |
| 751 € à 1 000 € | 11 |
| 1 001 € à 1 250 € | 13 |
| 1 251 € à 1 500 € | 15 |
| 1 501 € à 1 750 € | 10 |
| 1 751 € à 2 000 € | 11 |
| 2 001 € à 2 500 € | 7 |
| 2 501 € à 3 000 € | 1 |
| 3 001 € à 3 500 € | 6 |
| > 3 501 € | 6 |
| TOTAL | 214 |



45 % des ménages aidés ont une dette locative **supérieure à 500 €**.

Présentation par type de parc locatif

Répartition des aides par parc locatif



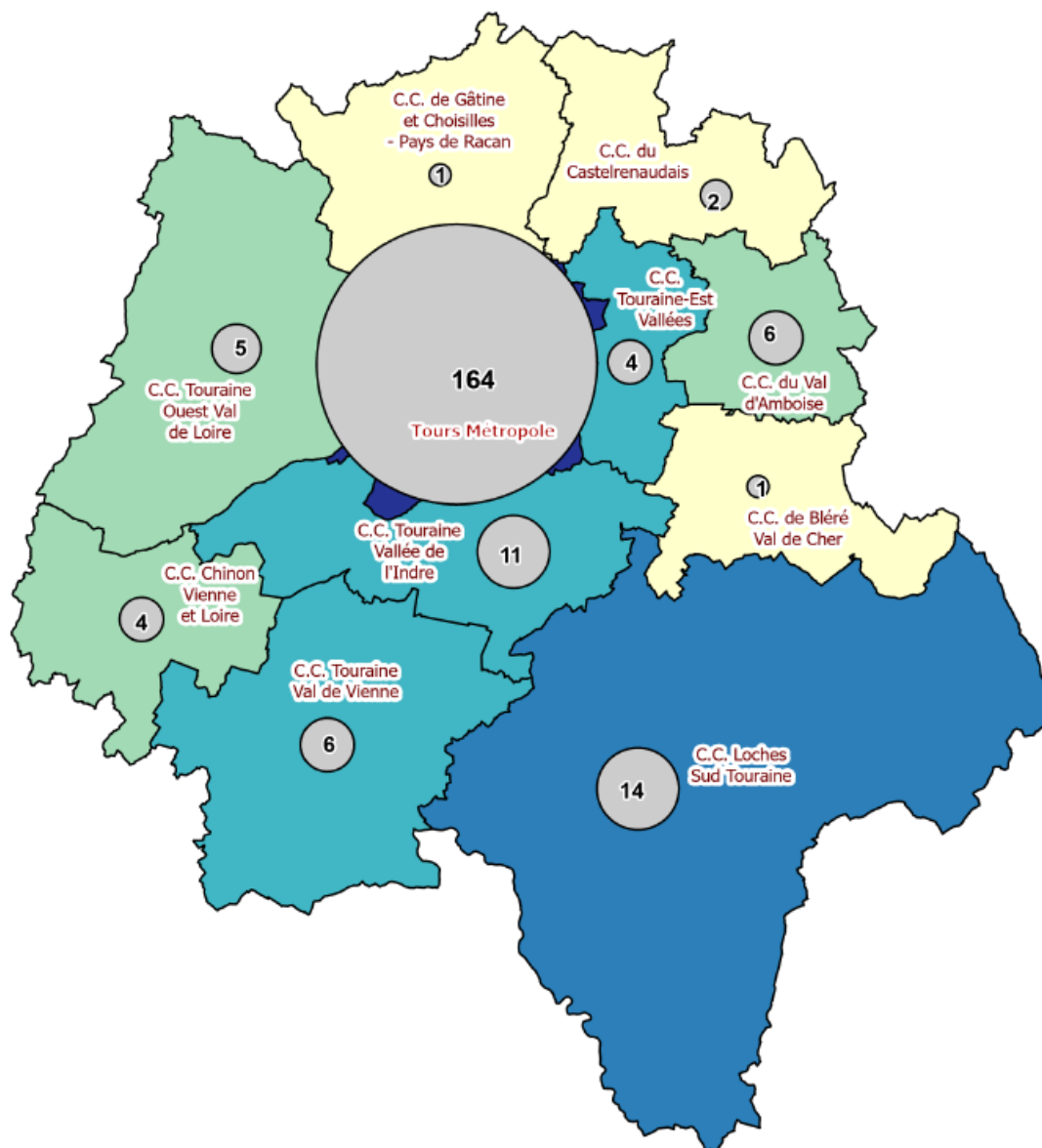
Les aides au maintien ont principalement permis l'apurement des dettes locatives constituées dans le parc public.

Répartition des aides accordées par territoire

| EPCI | Nb aides | Taux | Montant des aides | Taux |
|--|------------|-------------|---------------------|---------------|
| COMMUNAUTÉ COMMUNES GÂTINE RACAN | 1 | 0.5 % | 365 € | 0.3 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CHINON VIENNE ET LOIRE | 4 | 2 % | 2 605 € | 1.8 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AUTOUR DE CHENONCEAUX BLÉRÉ VAL DE CHER | 1 | 0.5 % | 496 € | 0.4 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LOCHES SUD TOURAINE | 14 | 6 % | 8 936 € | 6.3 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS | 2 | 1 % | 228 € | 0.2 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE | 6 | 3 % | 3 479.25 € | 2.5 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE-EST VALLEES | 4 | 2 % | 4 804 € | 3.4 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE OUEST VAL DE LOIRE | 5 | 2 % | 2 106 € | 1.5 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VAL DE VIENNE | 6 | 3 % | 5 865 € | 4.2 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VALLEE DE L'INDRE | 11 | 5 % | 6 318.42 € | 4.5 % |
| TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE | 164 | 75 % | 106 071.23 € | 75.1 % |
| TOTAL | 218 | | 141 273.90 € | 100 % |

AIDES AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

Indre-et-Loire, 2022



218 AIDES ACCORDEES EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

Montants (en €)

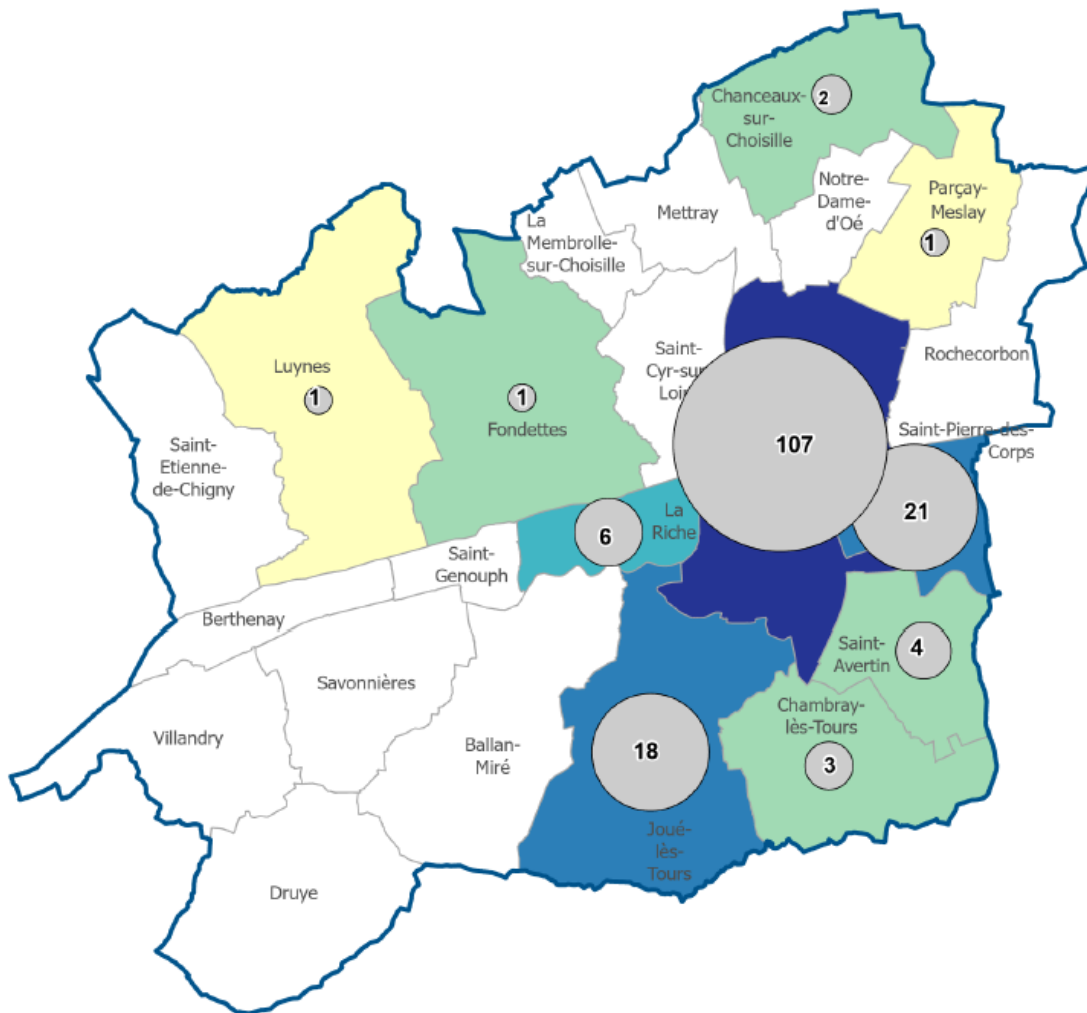
- moins de 1 000 €
- entre 1 001 € et 3 000 €
- entre 3 001 € et 7 000 €
- entre 7 001 € et 20 000 €
- plus de 100 000 €



AIDES AU MAINTIEN DANS LE LOGEMENT

Tours Métropole Val-de-Loire, 2022

LOGEMENT



218 AIDES ACCORDEES
EN INDRE-ET-LOIRE

164 AIDES ACCORDEES
SUR LA METROPOLE

Légende

Montants (en €)

- Aucun
- moins de 1 000 €
- entre 1 001 € et 2 500 €
- entre 2 501 € et 6 000 €
- entre 6 001 € et 15 000 €
- plus de 65 000 €

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2022 mis à jour le 09/03/2023



TOURAINES
LE DÉPARTEMENT

2.2.3. Les mises en jeu de garanties (MJG)

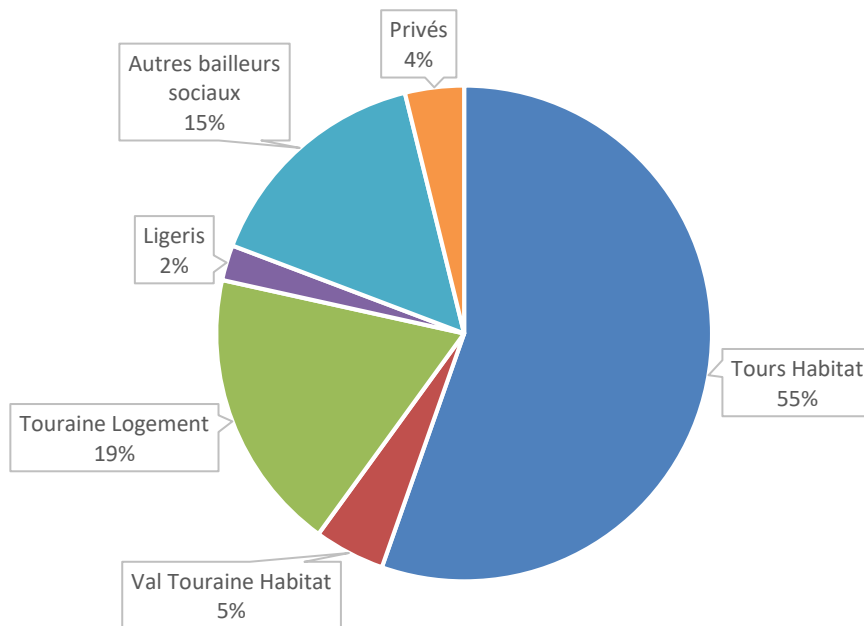
Le recouvrement des créances liées au paiement des garanties de loyer auprès des bailleurs est directement suivi par la Paierie Départementale.

Pour 2022, le montant des versements liés aux MJG auprès des bailleurs est de **78 614,38 €**, **montant en augmentation de 36 %** par rapport à l'année 2021.

Répartis pour **74 200,34 €** sur le territoire de la Métropole et **4 414,04 €** pour le reste du département.

| Mise en Jeu de Garantie | 2022 | | | |
|----------------------------|------------|------------|--------------------------|---------------------------------------|
| | Nombre | % | Montants versés au 31/12 | Montant moyen de garantie mise en jeu |
| TMVL | | | | |
| Bailleurs publics : | 118 | 98 | 73 514,10 € | 623,00 € |
| Tours Habitat | 72 | 60 | 42 322,31 € | 587,81 € |
| Val Touraine Habitat | 5 | 4 | 3 478,91 € | 695,78 € |
| Touraine Logement | 21 | 17 | 14 191,29 € | 675,78 € |
| Ligeris | 3 | 3 | 3 372,90 € | 1 124,30 € |
| Autres Bailleurs sociaux | 17 | 14 | 10 148,69 € | 596,98 € |
| Bailleurs privés : | 2 | 2 | 686,24 | 343,12 € |
| Total | 120 | 100 | 74 200,34 € | 618,34 € |
| CD | | | | |
| Bailleurs publics : | 7 | 70 | 3 634,04 € | 519,15 € |
| Tours Habitat | | | | |
| Val Touraine Habitat | 1 | 10 | 380,66 € | 380,66 € |
| Touraine Logement | 3 | 30 | 387,66 € | 129,22 € |
| Ligeris | | | | |
| Autres Bailleurs sociaux | 3 | 30 | 2 865,72 € | 955,24 € |
| Bailleurs privés : | 3 | 30 | 780,00 € | 260,00 € |
| Total | 10 | 100 | 4 414,04 € | 414,40 € |
| Total général 2022 | 130 | 100 | 78 614,38 € | 604,73 € |
| Rappel 2021 | 96 | 100 | 57 649,39 € | 599,67 € |
| Rappel 2020 | 89 | 100 | 50 619,97 € | 568,75 € |

Nombre de Mises en Jeu de Garantie



2.3 L'AIDE AUX IMPAYÉS D'ÉNERGIE, D'EAU ET DE TÉLÉPHONE

2.3.1 Données globales

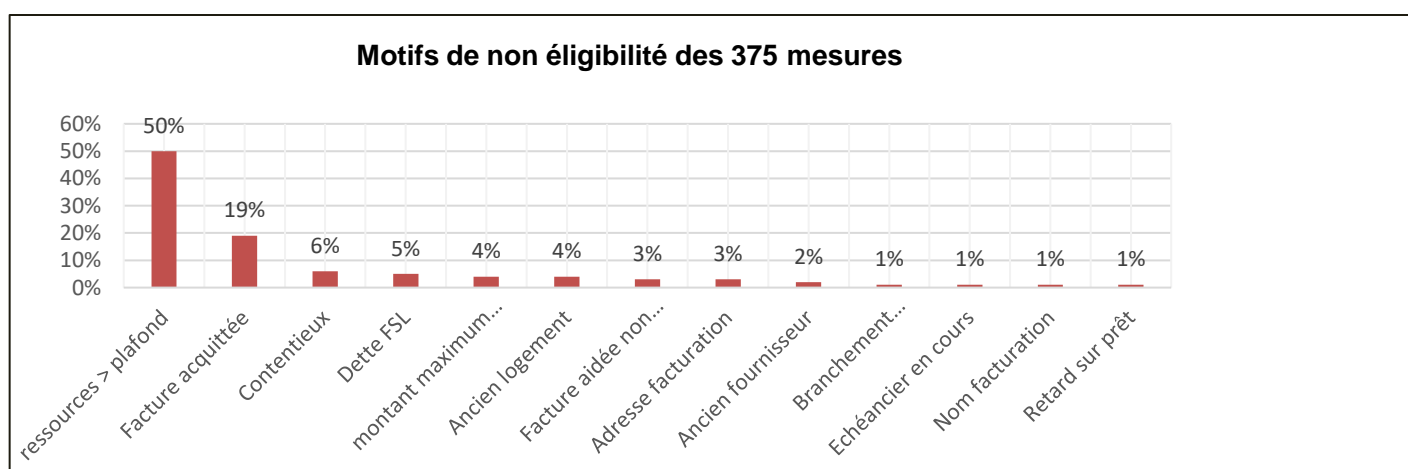
Les aides accordées quant aux impayés d'énergie, d'eau et de téléphone sont au nombre de 1 347 contre 1 497 en 2021, soit une diminution de 10 %.

| Prestations | 2022 | | 2022 TMVL | | 2022 CD | | 2021 | | Évolution |
|-------------|---------|-------------|-----------|-------------|---------|-------------|---------|-------------|-----------|
| | Mesures | Prestations | Mesures | Prestations | Mesures | Prestations | Mesures | Prestations | |
| Examinées | 1 741 | 1 973 | 919 | 1 034 | 822 | 939 | 1 973 | 2 203 | - 13.32 % |
| Accordées | 1 212 | 1 347 | 606 | 663 | 606 | 684 | 1 376 | 1 497 | - 13.53 % |

529 demandes ont été rejetées (30% des demandes examinées).

| Demandes | 2022 | TMVL | CD |
|---------------|------|------|-----|
| Refusées | 14 | 6 | 8 |
| Non éligibles | 375 | 224 | 151 |
| Non abouties | 140 | 83 | 57 |
| Total | 529 | 313 | 216 |

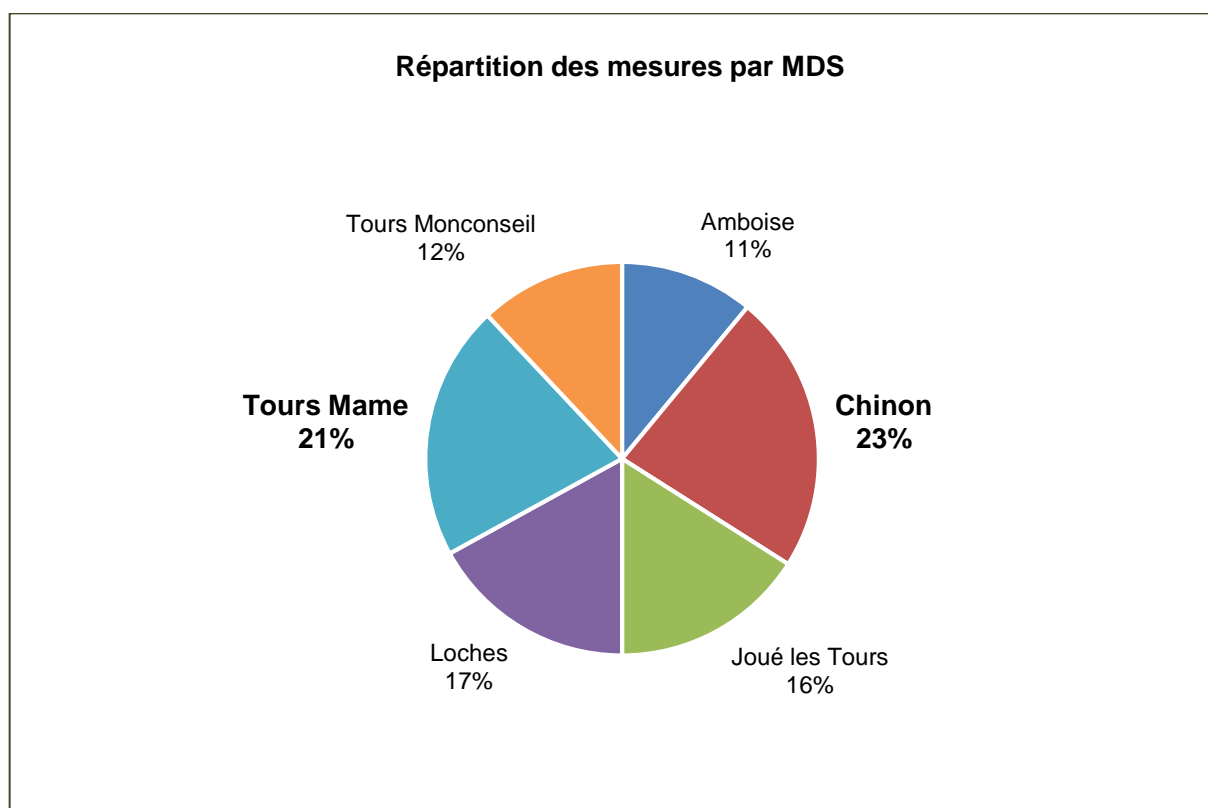
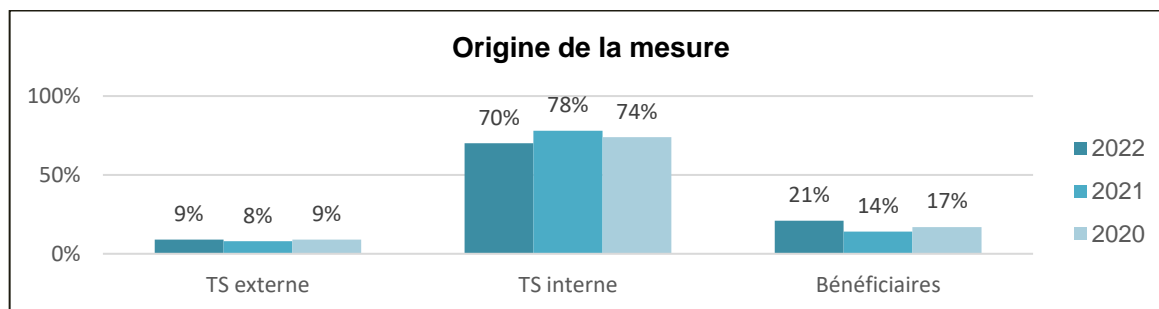
21 % des demandes examinées ne sont pas éligibles au dispositif (20 % en 2021).



La moitié des demandes est non éligible au motif du **dépassement du plafond des ressources**.

Origine des demandes :

| Origine | 2022 | 2021 | EVOLUTION |
|--------------|--------------|-------------|---------------|
| Bénéficiaire | 372 | 286 | + 23 % |
| TS externe | 151 | 167 | - 10 % |
| TS interne | 1 218 | 1519 | - 25 % |
| Total | 1 741 | 1972 | - 13 % |



2.3.2 Le dispositif énergie (électricité, gaz...)

Évolution des demandes 2021 à 2022

| Année | 2022 | TMVL | CD | 2021 | Évolution |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Examinées | 1 351 | 753 | 598 | 1 534 | - 13.51 % |
| Accordées | 897 | 473 | 424 | 1 062 | -18.39 % |
| Montant accordé | 243 906 € | 112 019 € | 131 887 € | 271 231 € | - 11.20 % |
| Aide Moyenne | 272 € | 237 € | 311 € | 255 € | + 6.25 % |

Dans notre département comme dans les autres départements de la Région Centre, nous faisons le constat encore cette année d'une diminution des demandes d'aides aux impayés d'énergie.

L'analyse partagée de ce phénomène nous permet d'émettre quelques hypothèses quant aux motifs de cette baisse :

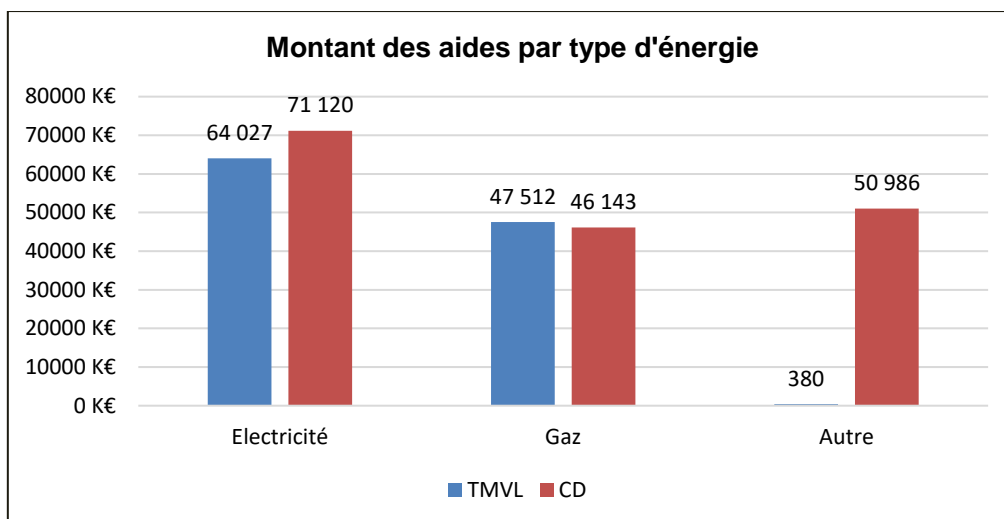
- Hivers moins vigoureux
- Effet bénéfique de la réhabilitation des logements (isolation thermique) du parc public
- Multiplicité des fournisseurs d'énergie, incitatifs aux départs des clients présentant un impayé
- Chauffage de certaines pièces du logement uniquement, afin de limiter les montants des factures
- Aides du Gouvernement : chèque énergie, chèque énergie exceptionnel, etc.

Évolution des demandes par type d'énergie

| Type | 2022 | TMVL | CD | 2021 |
|----------------|------------|-----------|-----------|------------|
| Electricité | 523 | 290 | 233 | 705 |
| Gaz | 335 | 182 | 153 | 318 |
| Autre | 39 | 1 | 38 | 39 |
| TOTAL | 897 | 473 | 424 | 1 062 |
| Montant | 243 906 € | 112 020 € | 131 886 € | 271 231 € |

Évolution des montants des aides par type d'énergie

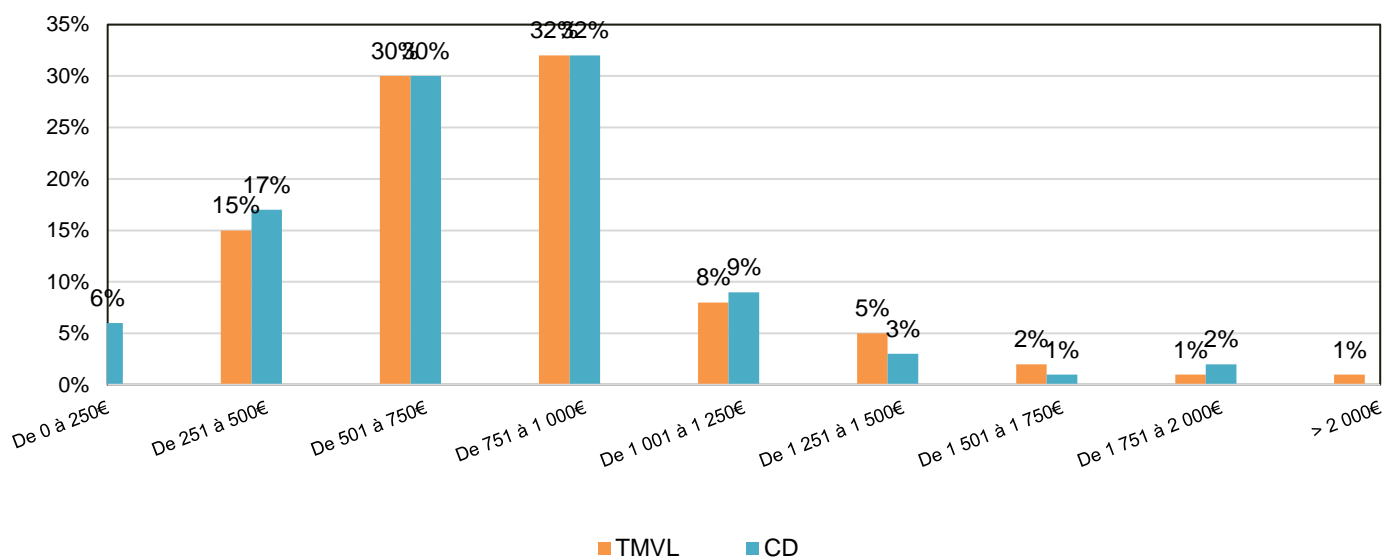
| Type | 2022 | 2021 | 2020 |
|--------------|------------------|---------------------|---------------------|
| Electricité | 135 148.03 € | 176 822,76 € | 182 581.29 € |
| Gaz | 93 759,55 € | 80 669.70 € | 91 081.73 € |
| Autre | 15 002.97 € | 13 738.62 € | 15 784.59 € |
| Total | 243 906 € | 271 231.08 € | 289 447.61 € |



Répartition par tranche de ressources (en nombre et en %)

| Tranche de ressources | 2022 | |
|---------------------------|------------|-------------|
| | Nombre | % |
| 0 à 250 € | 51 | 6 % |
| De 251 € à 500 € | 141 | 16 % |
| De 501 € à 750 € | 264 | 29 % |
| De 751 € à 1 000 € | 288 | 32 % |
| De 1 001 € à 1 250 € | 77 | 9 % |
| De 1 251 € à 1 500 € | 37 | 4 % |
| De 1 501 € à 1 750 € | 16 | 2 % |
| De 1 751 € à 2 000 € | 14 | 2 % |
| > 2 000 € | 9 | 1 % |
| Total | 897 | 100 % |

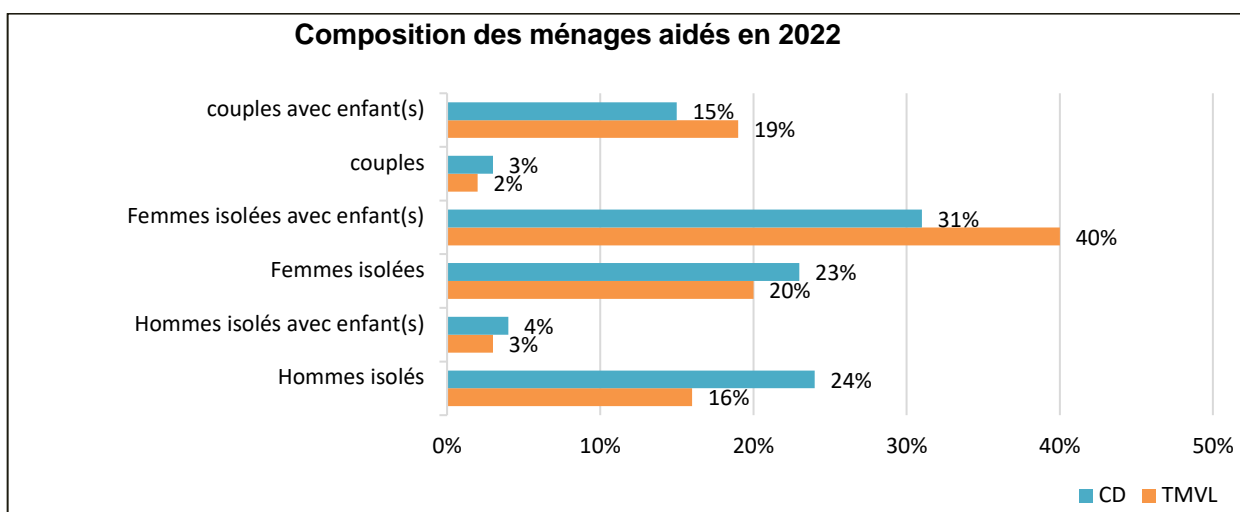
Situation économique des ménages



82,9 % des ménages aidés ont des ressources inférieures à 1000 €.

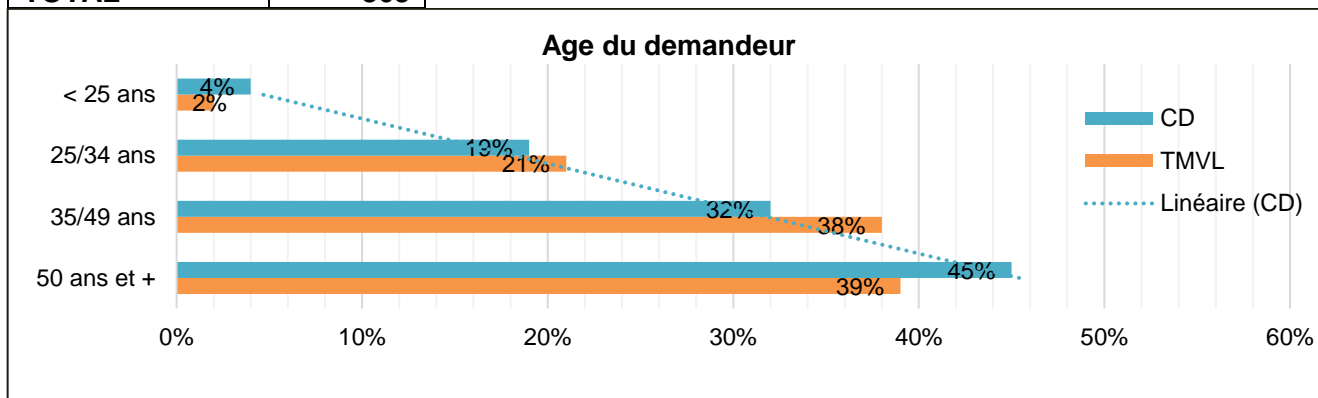
Profil des ménages

| Ménages | 2022 | | | | TOTAL |
|-------------------|-------------|-------|----------------|-------|-------|
| | Sans enfant | | Avec enfant(s) | | |
| | Femme | Homme | Femme | Homme | |
| Personnes isolées | 221 | 220 | 258 | 28 | 727 |
| Sous total | 441 | | 286 | | |
| Couples | 28 | | 108 | | 136 |
| TOTAL | 469 | | 394 | | 863 |



Age des demandeurs

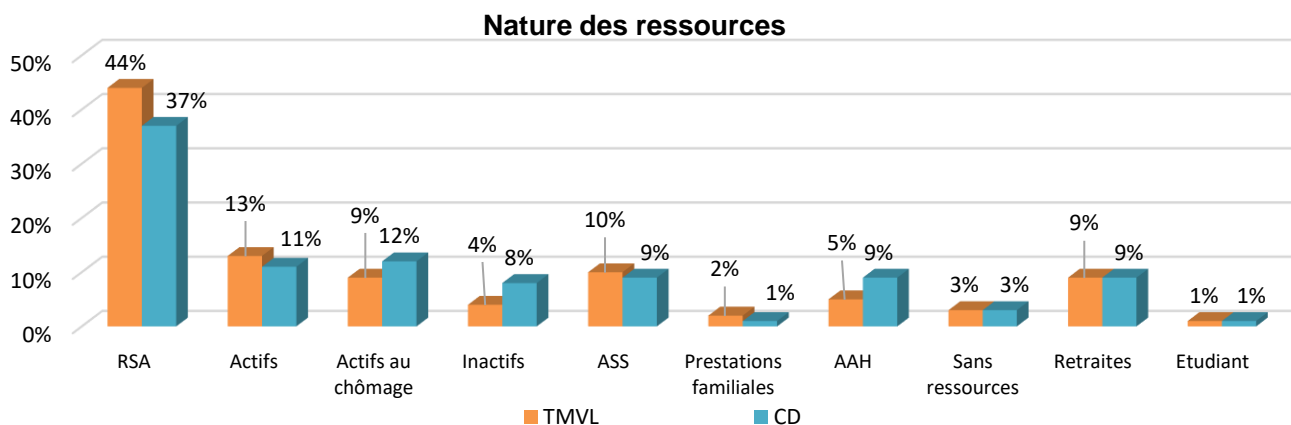
| Tranches d'âge | Nombre |
|-----------------------|------------|
| < 25 ans | 34 |
| 25/34 ans | 147 |
| 35/49 ans | 309 |
| 50 ans et plus | 373 |
| TOTAL | 863 |



Les aides aux impayés d'énergie concernent majoritairement la tranche d'âge 50 ans et + et les personnes isolées.

Principale nature des ressources

| Type | Nombre |
|--------------------------|------------|
| Minima sociaux | |
| RSA | 361 |
| AAH | 61 |
| ASS | 87 |
| Autres ressources | |
| ACTIFS | 111 |
| ACTIFS AU CHOMAGE | 95 |
| RETRAITE | 79 |
| INACTIF | 55 |
| PRESTATIONS FAMILIALES | 12 |
| ETUDIANT | 3 |
| SANS RESSOURCE | 19 |
| AUTRES RESSOURCES | 9 |
| TOTAL | 892 |



40,5 % des ménages bénéficiant d'une aide au paiement des impayés d'énergie sont des allocataires du RSA ; **12,4 %** sont des actifs exerçant une activité professionnelle.

Montant des dettes des ménages aidés

| Montant de la dette | Nombre d'aides | | |
|---------------------|----------------|------------|----------------------------|
| | Electricité | Gaz | Charbon – Fioul - Bois ... |
| 0€ à 250€ | 165 | 81 | |
| 251€ à 500€ | 168 | 119 | 6 |
| 501€ à 750€ | 81 | 67 | 9 |
| 751€ à 1000€ | 37 | 31 | 10 |
| 1001€ à 1250€ | 29 | 15 | 5 |
| 1251€ à 1500€ | 17 | 12 | 1 |
| 1501€ à 1750€ | 6 | 5 | 6 |
| 1751€ à 2000€ | 8 | 1 | |
| 2001€ à 2500€ | 6 | 4 | 1 |
| 2501€ à 3000€ | 1 | | |
| > 3 000 | 5 | | 1 |
| TOTAL | 523 | 335 | 39 |

2.3.3 L'eau

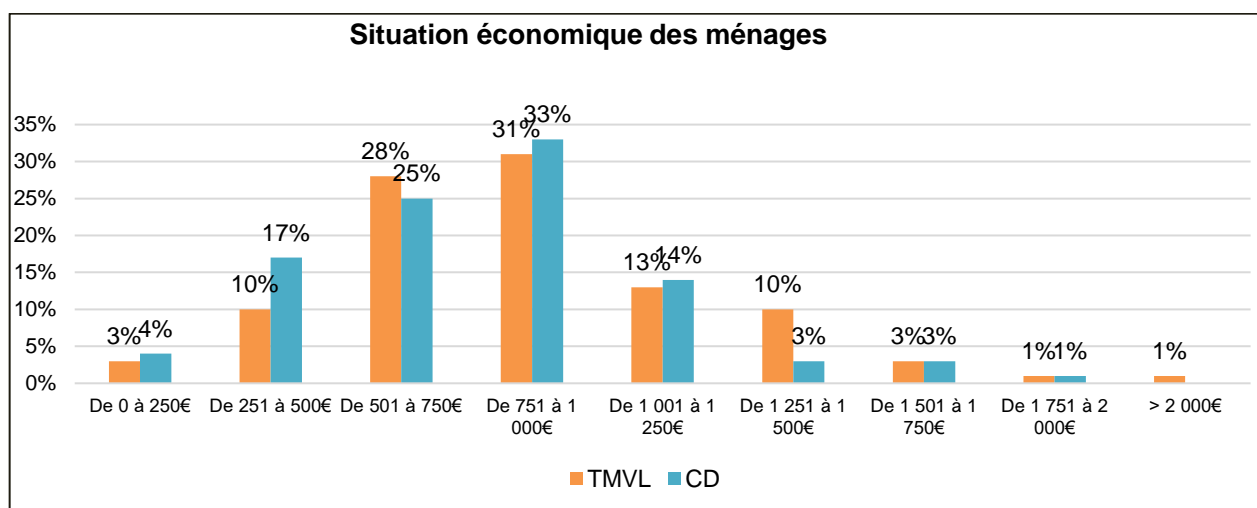
Évolution 2021 à 2022

| Année | 2022 | TMVL | CD | 2021 | Évolution |
|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|
| Examinées | 600 | 270 | 330 | 657 | - 9.5 % |
| Accordées | 444 | 188 | 256 | 432 | + 2.7 % |
| Montant accordé | 50 909.14 € | 21 194.08 € | 29 715.06 € | 49 303,64 € | + 3.1 % |
| Aide moyenne | 115 € | 113 € | 116 € | 114 € | + 0.8 % |

Les demandes d'aides aux impayés d'eau sont en diminution de 9,5 %.

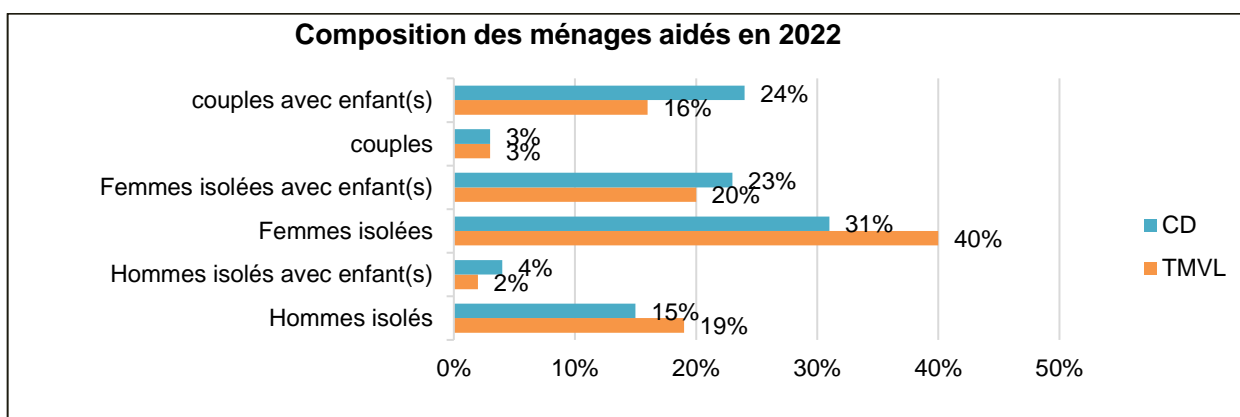
Répartition par tranche de ressources (en %)

| Tranche de ressources | 2022 | |
|---------------------------|------------|--------------|
| | Nombre | % |
| 0 à 250 € | 16 | 4 % |
| De 251 € à 500 € | 61 | 14 % |
| De 501 € à 750 € | 114 | 26 % |
| De 751 € à 1 000 € | 142 | 33 % |
| De 1 001 € à 1 250 € | 59 | 13 % |
| De 1 251 € à 1 500 € | 26 | 6 % |
| De 1 501 € à 1750 € | 12 | 3 % |
| De 1 751 € à 2 000 € | 4 | 1 % |
| > 2 000 € | 1 | |
| Total | 435 | 100 % |



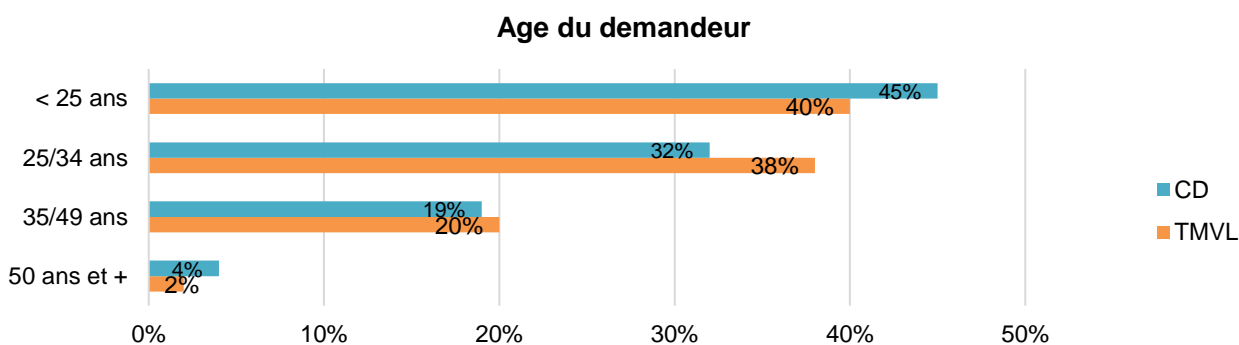
Profil des ménages

| Ménages | 2022 | | | | TOTAL |
|-------------------|-------------|-------|----------------|-------|------------|
| | Sans enfant | | Avec enfant(s) | | |
| | Femme | Homme | Femme | Homme | |
| Personnes isolées | 38 | 30 | 75 | 6 | |
| Sous total | 68 | | 81 | | 149 |
| Couples | 3 | | 36 | | 39 |
| TOTAL | 71 | | 117 | | 188 |



Age des demandeurs

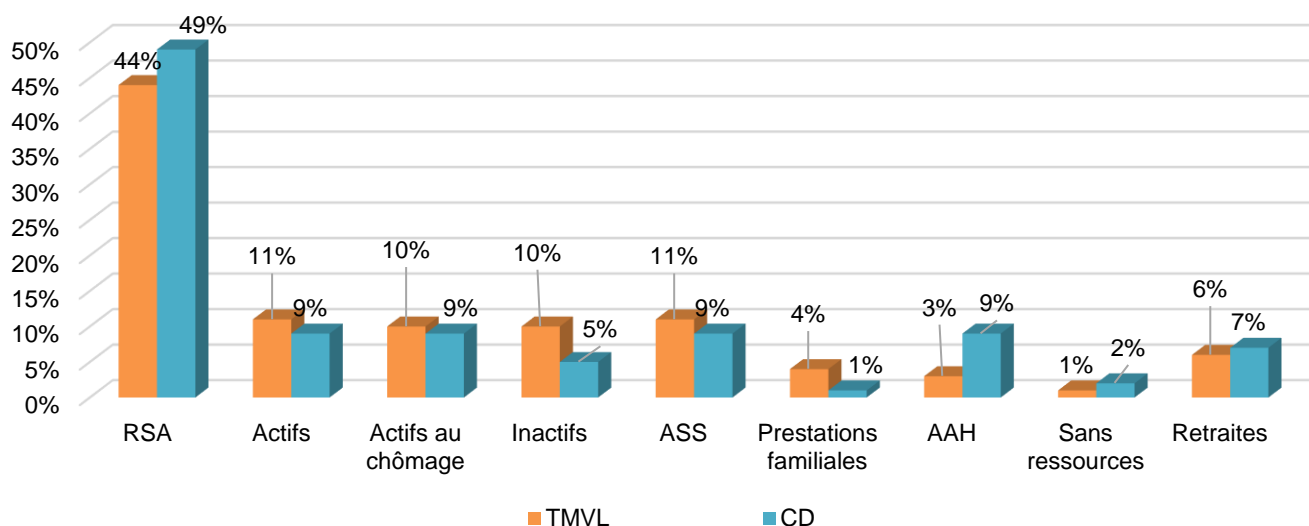
| Tranches d'Age | Nombre |
|-----------------------|------------|
| < 25 ans | 12 |
| 25/34 ans | 89 |
| 35/49 ans | 152 |
| 50 ans et plus | 191 |
| TOTAL | 444 |



Principale nature des ressources

| Type | Nombre |
|--------------------------------|-------------------|
| Ressources de transfert | |
| <u>RSA</u> | <u>202</u> |
| AAH | 27 |
| ASS | 43 |
| Autres ressources | |
| <u>ACTIFS</u> | <u>44</u> |
| ACTIFS AU CHOMAGE | 39 |
| RETRAITE | 28 |
| INACTIF | 31 |
| PRESTATIONS FAMILIALES | 11 |
| SANS RESSOURCE | 5 |
| AUTRE | 2 |
| TOTAL | 432 |

Nature des ressources



47 % des ménages aidés au paiement des impayés d'eau sont des bénéficiaires du RSA ; **10 %** sont des actifs exerçant une activité professionnelle.

Montant des dettes des ménages aidés

| Montant de la dette en € | Nombre de dossiers |
|--------------------------|--------------------|
| 0€ à 250€ | 292 |
| 251€ à 500€ | 93 |
| 501€ à 750€ | 31 |
| 751€ à 1000€ | 8 |
| 1001€ à 1250€ | 5 |
| 1251€ à 1500€ | 1 |
| 1501€ à 1750€ | 1 |
| 1751 € à 2000 € | 2 |
| > 2000 € | 2 |
| TOTAL | 435 |

67 % des ménages aidés ont des factures impayées d'eau inférieures à **250 €**.

2.3.4 Le dispositif téléphone

| Demandes | 2022 | TMVL | CD | 2021 |
|--------------|----------|----------|----------|----------|
| Examinées | 22 | 11 | 11 | 12 |
| Accordées | 6 | 2 | 4 | 3 |
| Montant en € | 339.72 € | 177.65 € | 162.07 € | 331.55 € |

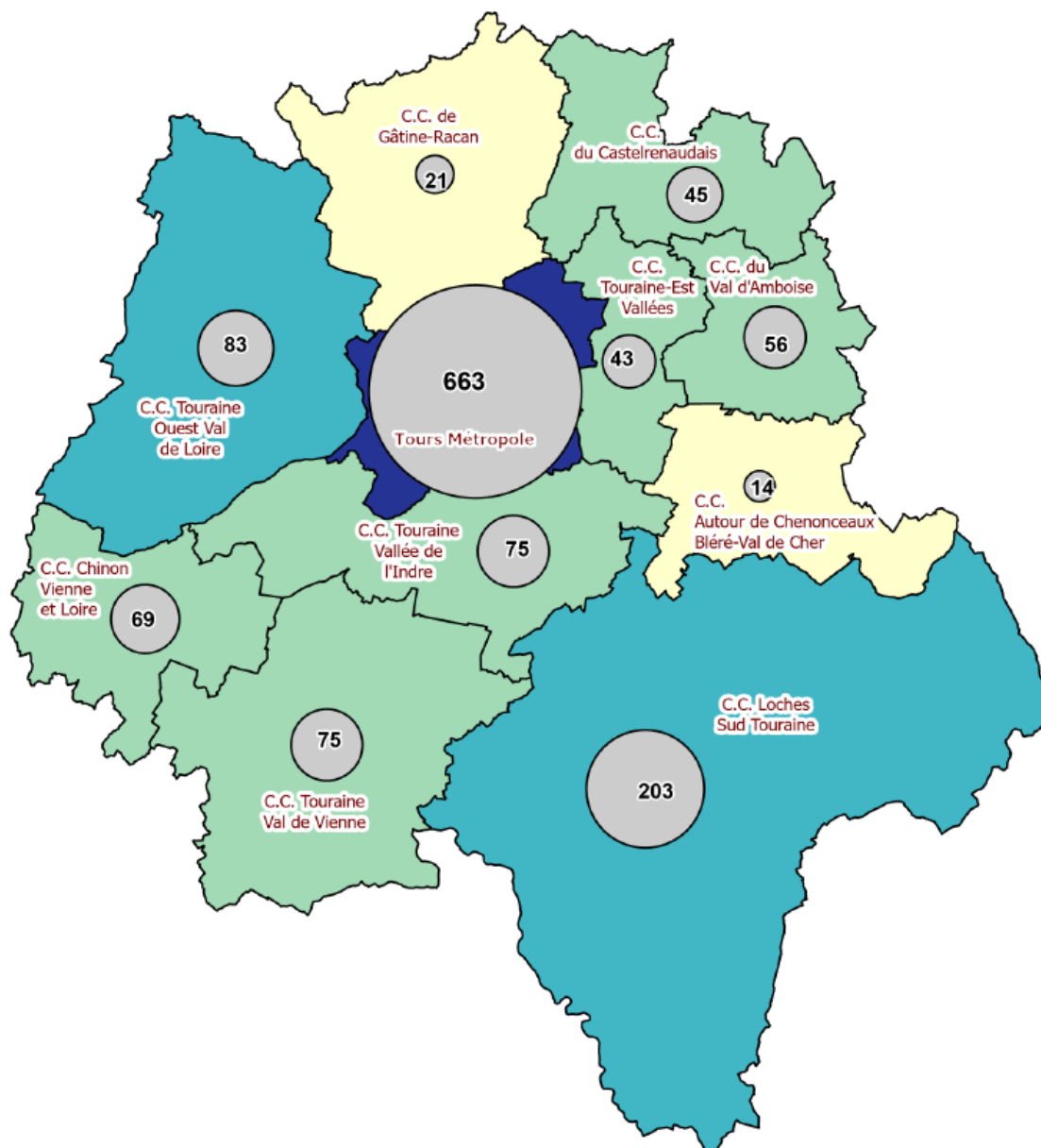
Le nombre d'aides aux impayés de téléphone reste très modeste.

Répartition des aides énergie, eau et téléphone accordées par territoire

| EPCI | Nb aides | Taux | Montant des aides | Taux |
|--|--------------|-------------|---------------------|---------------|
| COMMUNAUTÉ COMMUNES GÂTINE CHOISILLES - PAYS RACAN | 21 | 2 % | 4 420.71 € | 1.5 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CHINON VIENNE ET LOIRE | 69 | 5 % | 13 253.00 € | 4.5 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE BLÉRÉ VAL DE CHER | 14 | 1 % | 3 575.18 € | 1.2 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LOCHES SUD TOURAINE | 203 | 15 % | 45 587.13 € | 15.4 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CASTELRENAUDAIS | 45 | 3 % | 11 019.79 € | 3.7 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE | 56 | 4 % | 13 057.80 € | 4.4 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE-EST VALLEES | 43 | 3 % | 11 683.65 € | 4.0 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE OUEST VAL DE LOIRE | 83 | 6 % | 21 135.41 € | 7.2 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VAL DE VIENNE | 75 | 6 % | 18 242.46 € | 6.2 % |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TOURAINE VALLEE DE L'INDRE | 75 | 6 % | 19 788.83 € | 6.7 % |
| TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE | 663 | 49 % | 133 391.23 € | 45.2 % |
| TOTAL | 1 347 | 100 % | 295 155.19 € | 100 % |

AIDES AU MAINTIEN DES ÉNERGIES, DE L'EAU ET DU TELEPHONE

Indre-et-Loire, 2022



1 347 AIDES ACCORDEES

EN INDRE-ET-LOIRE

Légende

Montants (en €)

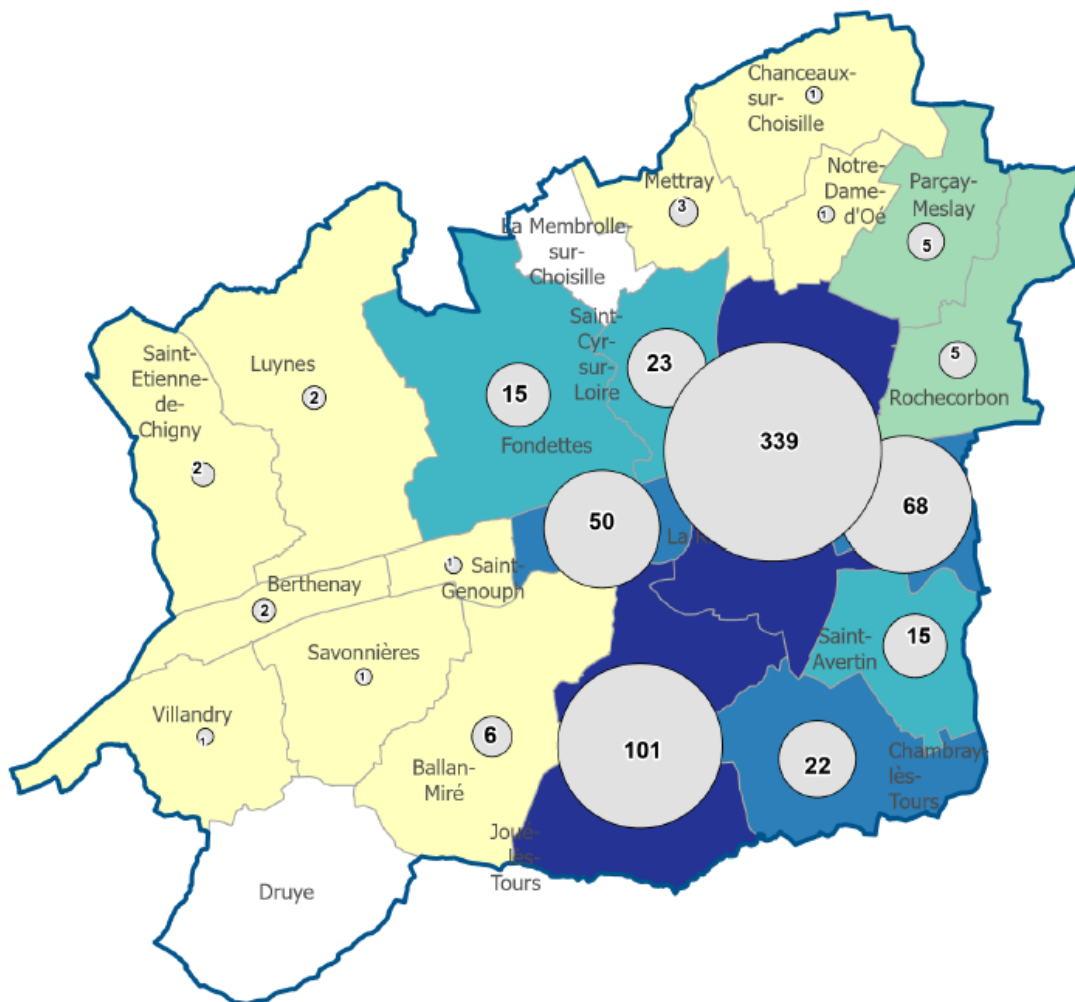
- moins de 10 000 €
- entre 10 001 € et 20 000 €
- entre 20 001 € et 60 000 €
- plus de 130 000 €



AIDES AU MAINTIEN DES ÉNERGIES, DE L'EAU ET DU TELEPHONE

Tours Métropole Val-de-Loire, 2022

LOGEMENT



1 345 AIDES ACCORDEES
EN INDRE-ET-LOIRE

663 AIDES ACCORDEES
SUR LA METROPOLE

Légende

Montants (en €)

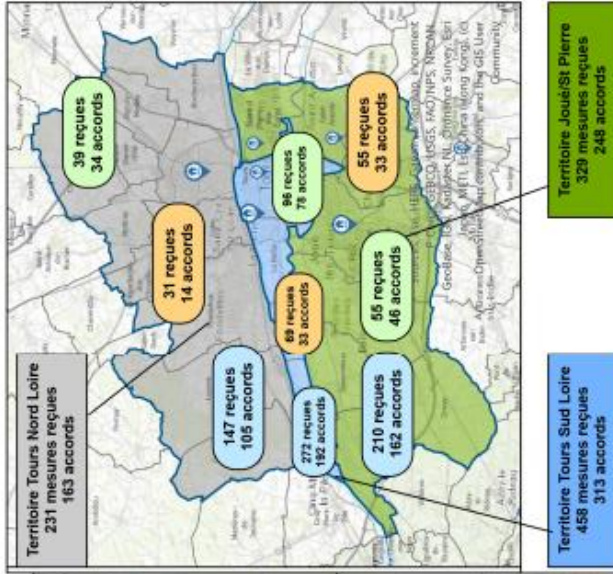
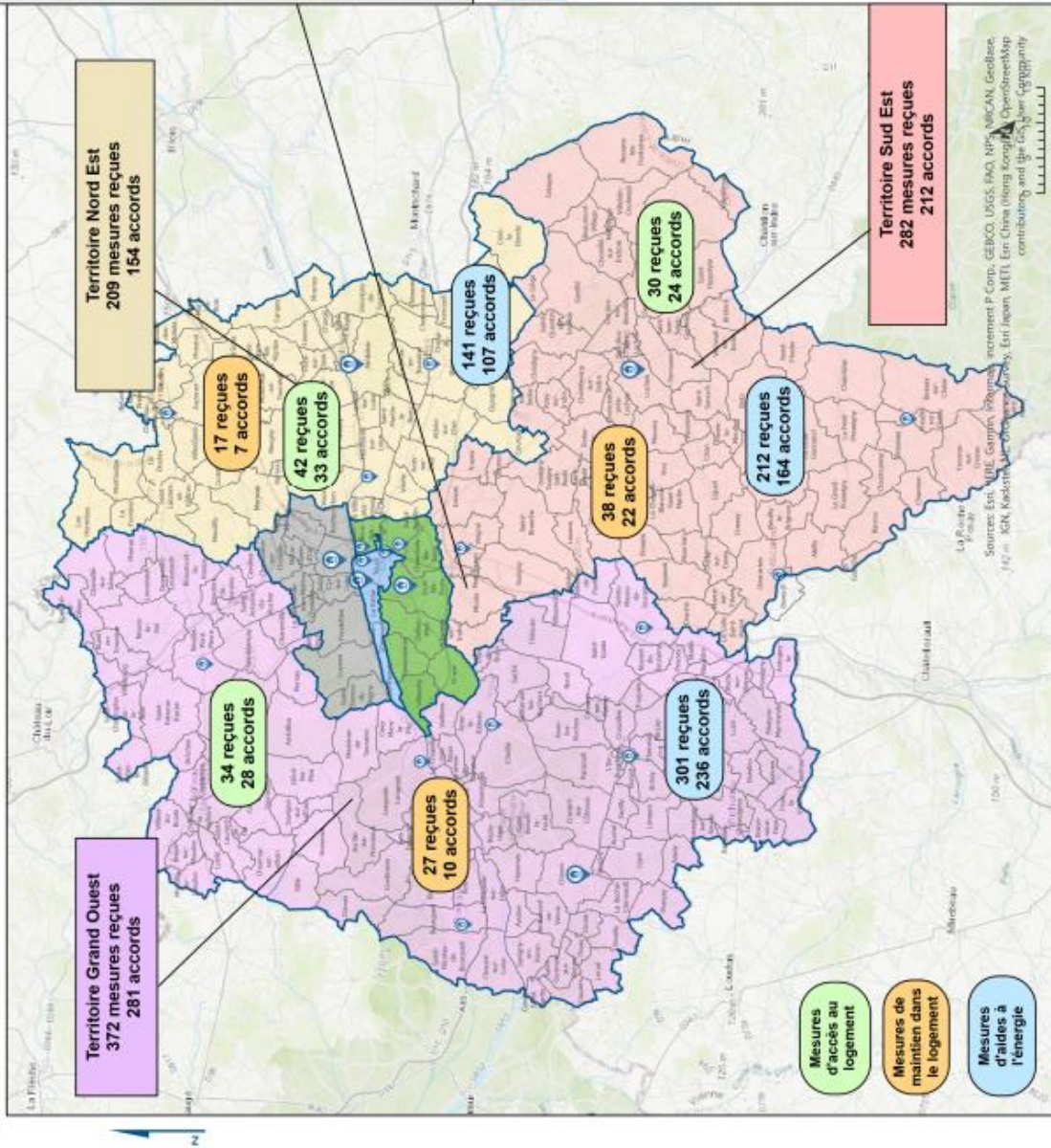
- Aucun
- moins de 1 000 €
- entre 1 001 € et 2 000 €
- entre 2 001 € et 5 000 €
- entre 5 001 € et 15 000 €
- plus de 70 000 €



Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2022 mis à jour le 09/03/2023

DEMANDES REÇUES DES MDS (HORS ASLL)

Indre-et-Loire, 2022



MDS
 Siège MDS

- Territoire Grand Ouest
- Territoire Nord Est
- Territoire Joué/SPDC
- Territoire TNL
- Territoire Sud Est
- Territoire TSL
- Territoire Nord Est

Pour l'ensemble du département :

1 881 mesures reçues en territoires de MDS (Hors ASLL)
1 371 accords de mesures (Hors ASLL)



Source : Secrétariat général DGAS
Document : RA_FSL_2022 mis à jour le 08/03/2023

III. LES ACTIONS DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PRECARITE ÉNERGETIQUE

Le Département d'Indre-et-Loire réaffirme son engagement en matière de lutte contre la précarité énergétique en développant différentes actions contribuant à la prévention, par des actions d'informations et de formation, par des repérages en animant un réseau de « référents lutte contre la précarité énergétique » et en effectuant des diagnostics sociotechniques à domicile.

Une conseillère en économie sociale et familiale (CESF) est dédiée à ces actions au Service Logement.

Les actions couvrent l'ensemble du département d'Indre-et-Loire.

Elles ont pour objectif d'aider les personnes à maîtriser leurs dépenses en énergie au sein de leur logement et de lutter contre la précarité énergétique tout en contribuant au repérage des logements non décents, indignes voire insalubres.

Elles se déclinent sous différentes formes ; collectives et individuelles :

| Actions de prévention individuelles | Actions de prévention collectives |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Les visites conseils à domicile- Les suivis individualisés | <ul style="list-style-type: none">- Les visites de l'appartement pédagogique itinérant sur la maîtrise des énergies- L'animation et la formation du groupe de référents précarité énergétique du Conseil Départemental- Les interventions partenariales |

3.1. L'APPARTEMENT PÉDAGOGIQUE ITINÉRANT

Créé par le Conseil départemental en 2014, il est destiné aux visites du grand public, gratuites et sur rendez-vous.

L'appartement prend la forme d'un logement aménagé mis à disposition gratuitement par un bailleur social. **Le premier s'est ouvert à St Pierre des Corps avant de s'implanter à Tours puis à Amboise. Il a poursuivi son itinérance jusqu'à LOCHES en juin 2020 grâce à la mise à disposition par Val Touraine Habitat.**

Cette action s'appuie sur de nombreux partenaires : Val Touraine Habitat, Tours Habitat et Touraine Logement (bailleurs sociaux), Tours Métropole Val de Loire, le SIEIL, l'Agence locale de l'Énergie et du Climat 37, EDF, ENGIE, les Compagnons Bâisseurs et la Caisse d'Allocations Familiales.

3.1.1. L'activité au sein de l'appartement

Lors des visites, des conseils et informations pratiques adaptés aux situations individuelles sont délivrés de façon accessible afin de sensibiliser de façon ludique sur le sujet des économies d'énergie.

Il s'agit de présenter les éco-gestes au sein d'un logement. Cet espace est entièrement aménagé comme un lieu de vie à part entière, avec cuisine, salle de bain, chambres, séjour. Des appareils de mesure des consommations sont installés afin de favoriser les prises de conscience.

A l'issue de la visite de l'appartement pédagogique, un kit énergie composé d'ampoules, d'un thermomètre, d'un sablier de douche et d'aimants éco-gestes sont remis aux participants. Il s'agit de permettre aux usagers d'impulser un changement d'habitudes au quotidien en utilisant des accessoires offerts.

Outre ces apports, d'autres apprentissages sont délivrés comme :

- Déchiffrer les factures ;
- Repérer les équipements très consommateurs d'énergies ;
- Repérer les dysfonctionnements des logements occupés par les visiteurs.

Il s'agit d'apprendre à vivre dans un environnement sain tout en essayant de maîtriser ses factures d'énergie.

En 2022, différentes structures ont bénéficié de visites :

- **Les Elus du CIAS de Loches**
- Les référents RSA de l'**IRFSS Croix Rouge** du Lochois
- Des travailleurs sociaux de la **MDS de Loches**
- Les professionnels :
 - ✓ de l'**IME Les Douets**, TOURS
 - ✓ du **SIEIL**
 - ✓ de la **Mission Locale de Loches**
 - ✓ du chantier d'insertion **Orchis**
 - ✓ d'**Entraide et Solidarités**
 - ✓ du **CIAS de Loches Sud Touraine**
 - ✓ de **Val Touraine Habitat**
- Des usagers accompagnés par **SIPROMES (Loches)**, **EMERGENCE (Tours)**, les **BTS ESF de la Maison Familiale Rurale Rougemont (Tours)**, les **TISF de l'IRFSS Croix Rouge (Tours)**, le **CHRS Anne de Beaujeu (Amboise)**, **IME La Boisnière (Amboise- Château-Renault)**.

L'activité au sein de l'appartement pédagogique en 2022

| | Nombre de visites à Loches en 2022 | Nombre de visites à Loches en 2021 | Nombre de visites à Loches en 2020 | Nombre de visites à Amboise en 2020 | Nombre de visites à Amboise en 2019 |
|--|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Grand public | | | | 144 | 7 |
| Professionnel | 45 | 42 | 10 | 3 | 11 |
| Grand Public accompagné de professionnel | 178 | 57 | | | 432 |
| Total visites | 223 | 99 | 10 | 147 | 450 |

En 2022, 223 personnes ont visité l'appartement.

3.1.2. Les actions de communication en 2022

Article de France Bleu.fr du 10 décembre 2022

« Sobriété énergétique : un appartement pédagogique à Loches pour rappeler les bons gestes »

<https://www.francebleu.fr/infos/environnement/sobriete-energetique-un-appartement-pedagogique-a-loches-pour-rappeler-les-bons-gestes-3429349>

3.2. LES RÉFÉRENTS PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE DU DÉPARTEMENT

Dans le cadre de la politique départementale de lutte contre la précarité énergétique, le Conseil départemental d'Indre-et-Loire a initié depuis 2016 la création d'un **groupe de 11 travailleurs sociaux** (assistants sociaux, conseillères en économie sociale et familiale, secrétaire action sociale) volontaires répartis sur différents territoires.

Ce **réseau de coordination** permet une dynamique autour du déploiement des actions de prévention.

Les référents sont les interlocuteurs privilégiés et identifiés au sein de leur MDS. Ils ont su prendre une place active au sein de leur Service afin de répondre aux questionnements des travailleurs sociaux de secteur lorsqu'ils effectuent une demande d'aide financière liée à l'énergie en leur proposant notamment de remplir **la fiche de « recueil d'informations lors d'une demande FSL énergie »**.

Les référents ont été **équipés de « mallettes »** constituées de thermomètres simples à utiliser et d'un wattmètre. Ces outils sont empruntables par tous les professionnels de la MDS qui se rendent en visite à domicile. Il s'agit d'objectiver les constats concernant le confort ou l'inconfort thermique dans un logement.

3.3. LES ACTIONS DE PRÉVENTION A DOMICILE

3.3.1. La Visite Conseil au domicile

Elle permet d'objectiver les problématiques. Le diagnostic sociotechnique effectué dans le logement permet de repérer les équipements énergivores et l'analyse des consommations en lien avec les habitudes des habitants. Ces constats constituent des éléments de compréhension de la problématique énergétique et /ou sociale.

Lors de la visite à domicile, une relation de confiance se met en place. Ainsi, un bilan global de la situation sociale, familiale, financière est souvent mis en lien avec les problématiques liées au bâti ou aux usages tout en évoquant les perspectives d'insertion.

La problématique énergétique est parfois due à un manque ou à une diminution des ressources, un changement de situation familiale ou professionnelle, la vétusté du logement et de ses équipements en lien ou pas avec un manque d'entretien et un dysfonctionnement soudain (fuites, panne...) ou plus récemment à l'augmentation du coût des énergies.

Le partenariat développé avec les bailleurs sociaux permet de traiter au mieux les désordres identifiés.

Un travail éducatif est engagé auprès des familles sur :

- la prévention des impayés, la négociation d'échéanciers ;
- la compréhension des factures ;
- la gestion des abonnements (heures creuses...) ;
- l'adaptation des appareils électriques et leur utilisation ;
- les relevés de compteur ;
- les énergies cachées ;
- la gestion du chauffage ;
- le comportement individuel et familial face à l'énergie et/ou l'eau.

Cette année, 51 visites conseils ont été réalisées.

Après la visite au domicile du ménage et la problématique énergétique ciblée, différents axes de travail ont pu être proposés, dont :

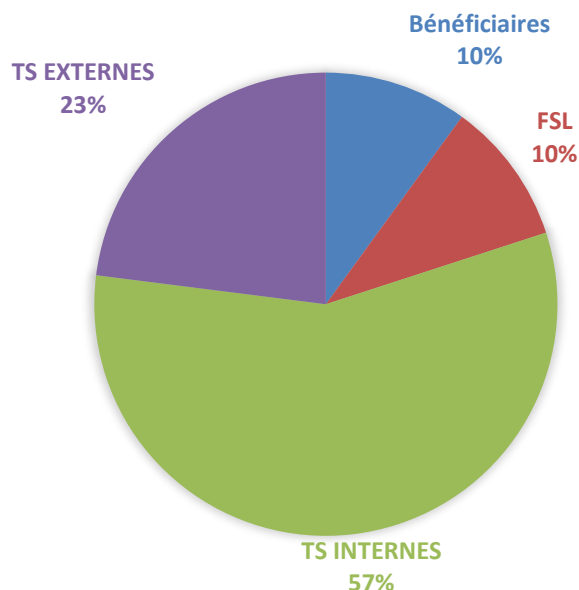
- La mise en place de plan d'apurement, la demande de mensualisation, le relevé confiance, l'intervention d'un agent technicien, l'orientation vers des opérateurs pour envisager des travaux...
- Le relogement d'une famille vivant dans des conditions indignes, grâce une mobilisation efficace entre partenaires. La dotation exceptionnelle supplémentaire d'Engie au FSL a notamment permis à cette famille de bénéficier d'achats de mobilier de 1^{ère} nécessité et d'électroménager neuf. L'accompagnement mis en place suite au relogement a permis d'assainir la situation financière.

A. Origine de la demande

Les demandes émanant des travailleurs sociaux des MDS ont poursuivi leur progression et représentent **plus de la moitié des visites conseils prescrites**.

Elles sont sollicitées en amont de la demande d'aide financière Energies auprès du FSL.

ORIGINE DES DEMANDES VISITES CONSEILS 2022



B. Coût des actions de prévention à domicile :

| STATISTIQUES VISITES CONSEILS ET SUIVIS 2022 | Nombres | Coût/€ |
|---|------------|-----------------|
| VISITES CONSEILS AVEC DEPLACEMENT SANS SUITE | | |
| TOURS | 1 | 100 € |
| HORS TOURS | 0 | 0 € |
| TOTAL (100 € / visite) | 1 | 100 € |
| VISITES CONSEILS REALISEES | | |
| TOURS | 13 | 2 626 € |
| HORS TOURS | 38 | 7 676 € |
| TOTAL (202 € / visite) | 51 | 10 302 € |
| SUIVIS INDIVIDUALISES | | |
| Nombre de suivis individualisés dont sur TOURS | 0 | 0 |
| Nombre de suivis individualisés dont HORS TOURS | 0 | 0 |
| TOTAL (1100 € / suivi) | 0 | 0 |
| ACCOMPAGNEMENT MAITRISE DE L'ENERGIE EDF | | |
| Nombre ACCOMPAGNEMENT MDE EDF TOURS | 3 | 3 300 € |
| Nombre ACCOMPAGNEMENT MDE EDF HORS TOURS | 1 | 1 100 € |
| TOTAL (1 100 € / mesure) | 4 | 4 400 € |
| ACCOMPAGNEMENT MAITRISE DE L'ENERGIE ENGIE | | |
| Nombre ACCOMPAGNEMENT MDE ENGIE TOURS | 1 | 1 100 € |
| Nombre ACCOMPAGNEMENT MDE ENGIE HORS TOURS | 5 | 5 500 € |
| TOTAL (1 100 € / mesure) | 6 | 6 600 € |
| TOTAL COUT MAITRISE DE L'ENERGIE | 104 | 21 402 € |

C. Répartition géographique

Les interventions se situent en majorité dans le milieu rural. À Tours, le nombre de visites conseils est relativement stable et reste minoritaire car la plupart des logements dispose d'un mode de chauffage collectif moins onéreux que le chauffage individuel.

Dans l'agglomération, les interventions ont lieu lorsque le mode de chauffage est individuel et/ou lorsque les motifs des demandes sont liés soient à des dysfonctionnements du système de chauffage soit à des consommations excessives d'eau et souvent des fuites non repérées par les habitants.

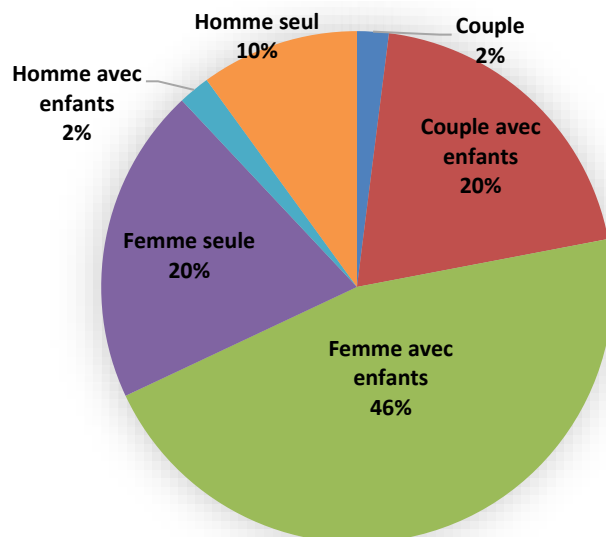
Certains logements du parc public situés en rez-de-chaussée ou au dernier étage semblent ne pas apporter le confort thermique attendu par les habitants qui se plaignent des consommations élevées et du froid ressenti. Cependant, les travaux de réhabilitation thermique effectués par les bailleurs sociaux chaque année tendent à diminuer ce type de précarité.

Découpage géographique des visites conseils réalisées en 2022

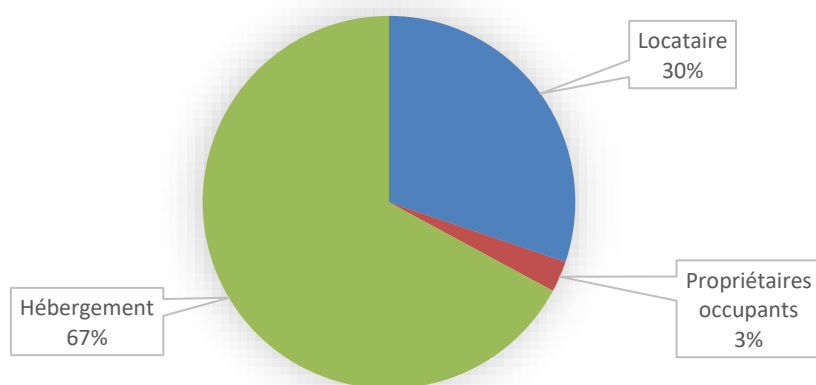


D. Typologie des ménages

La majorité des personnes en situation de précarité énergétique est représentée par des **femmes seules avec enfants (46 %)**.



E. Statut des ménages



En 2022, la part des locataires du parc privé est relativement équivalente à celle du parc public.

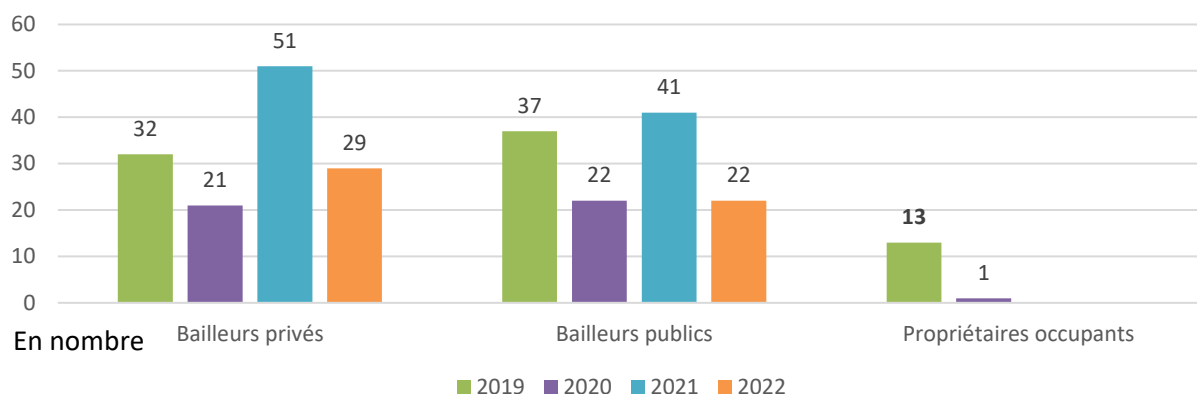
Il a été régulièrement constaté que les logements du parc privé étaient énergivores et parfois inconfortables thermiquement par manque de réhabilitation, des appareils de chauffage vétustes et/ou l'absence de ventilation.

Pas suffisamment dégradés pour que la non-décence soit reconnue.

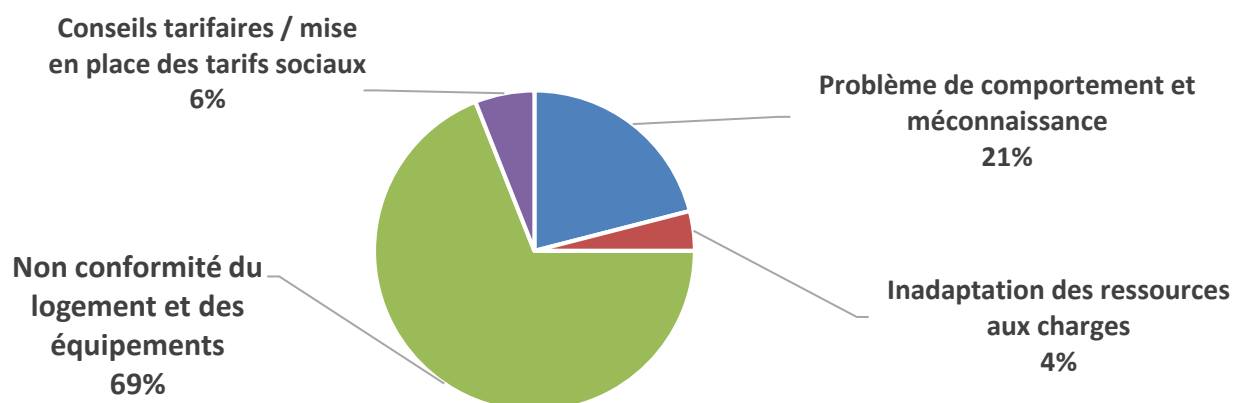
Faute de moyens financiers, avec parfois des dettes dans le parc public, les locataires restent souvent dans les lieux et continuent de solliciter des aides financières régulièrement tout en subissant les symptômes liés à une situation de précarité énergétique (moisissures, problèmes de santé...).

Lorsque le logement est susceptible d'être indigne, un signalement est transmis au PDLHI, pour mobilisation du dispositif adéquat (MOUS non Décence CAF Touraine, PIG de lutte contre l'habitat indigne départemental, OPAH intercommunale, Compagnons bâtisseurs...). En parallèle, si besoin, les familles peuvent bénéficier d'un relogement rapide par les bailleurs sociaux grâce aux dispositifs existants (DRE, PDLHI) et à la mobilisation des acteurs dans ce domaine.

Répartition des visites par statut de l'occupant



G. Les problématiques énergétiques rencontrées en 2022



1. Les problématiques énergétiques rencontrées sont essentiellement en lien avec la **non conformité du logement et des problèmes d'installation**. Il s'agit de modes de chauffage ou de production d'eau chaude vétustes induisant des surconsommations ou des fuites.
2. Les problèmes de **méconnaissance et d'usage des équipements concernent 21 %** des situations rencontrées. Pour ces personnes, la visite a permis d'aborder les éco-gestes en les adaptant à leur réalité de vie.

3.3.3. Les mesures d'accompagnement en partenariat avec EDF Bleu Ciel

Les accompagnements EDF font suite à la Visite Conseil où la problématique énergétique est liée particulièrement à des difficultés budgétaires et à la méconnaissance des éco-gestes concernant l'utilisation optimale des systèmes de chauffage électrique lorsque le fournisseur est EDF.

Déroulement des mesures

L'action se déroule sur une période de 12 mois et s'articule autour de 3 volets lorsque cela est nécessaire :

- *Un volet « Aide au paiement » avec la mise en œuvre de conseils tarifaires et la négociation d'un délai de paiement personnalisé.*
- *Un volet « Accompagnement » pour dispenser de conseils à la Maîtrise de la Demande d'Énergie et établir des suivis de la consommation.*
- *Un volet « Prévention » en distribuant du matériel pédagogique (remise de kits énergie), des supports d'information et sensibilisation aux éco-gestes (plaquettes).*

L'accompagnement EDF permet notamment de négocier auprès des bailleurs le changement de certains convecteurs électriques énergivores et peu performants. Il peut également permettre d'échanger avec les bailleurs privés pour les convaincre d'effectuer des travaux de changement de mode de chauffage et sortir ainsi le ménage locataire de l'inconfort thermique et de la précarité énergétique.

Coût des mesures

| ACCOMPAGNEMENT MAITRISE DE L'ENERGIE EDF 2022 | Nombre | Coût |
|--|---------------|----------------|
| Nombre ACCOMPAGNEMENT MDE EDF HORS TOURS (1 100 € / mesure) | 3 | 3 000 € |
| Nombre ACCOMPAGNEMENT MDE EDF TOURS | 1 | 1 100 € |
| TOTAL (1 100 € / mesure) | 4 | 4 400 € |

3.3.4. Les mesures d'Accompagnement en partenariat avec ENGIE

Les relevés de compteur réguliers permettent aux familles de prendre conscience des causes de leurs surconsommations. Une méconnaissance de l'utilisation de leur chaudière et des thermostats ainsi qu'un manque d'information concernant les éco-gestes sont mis en exergue.

L'accompagnement permet aux familles de devenir actrices de leurs consommations grâce au travail éducatif effectué.

Elles prennent conscience de leur pouvoir à agir sur leurs consommations.

Coût des mesures

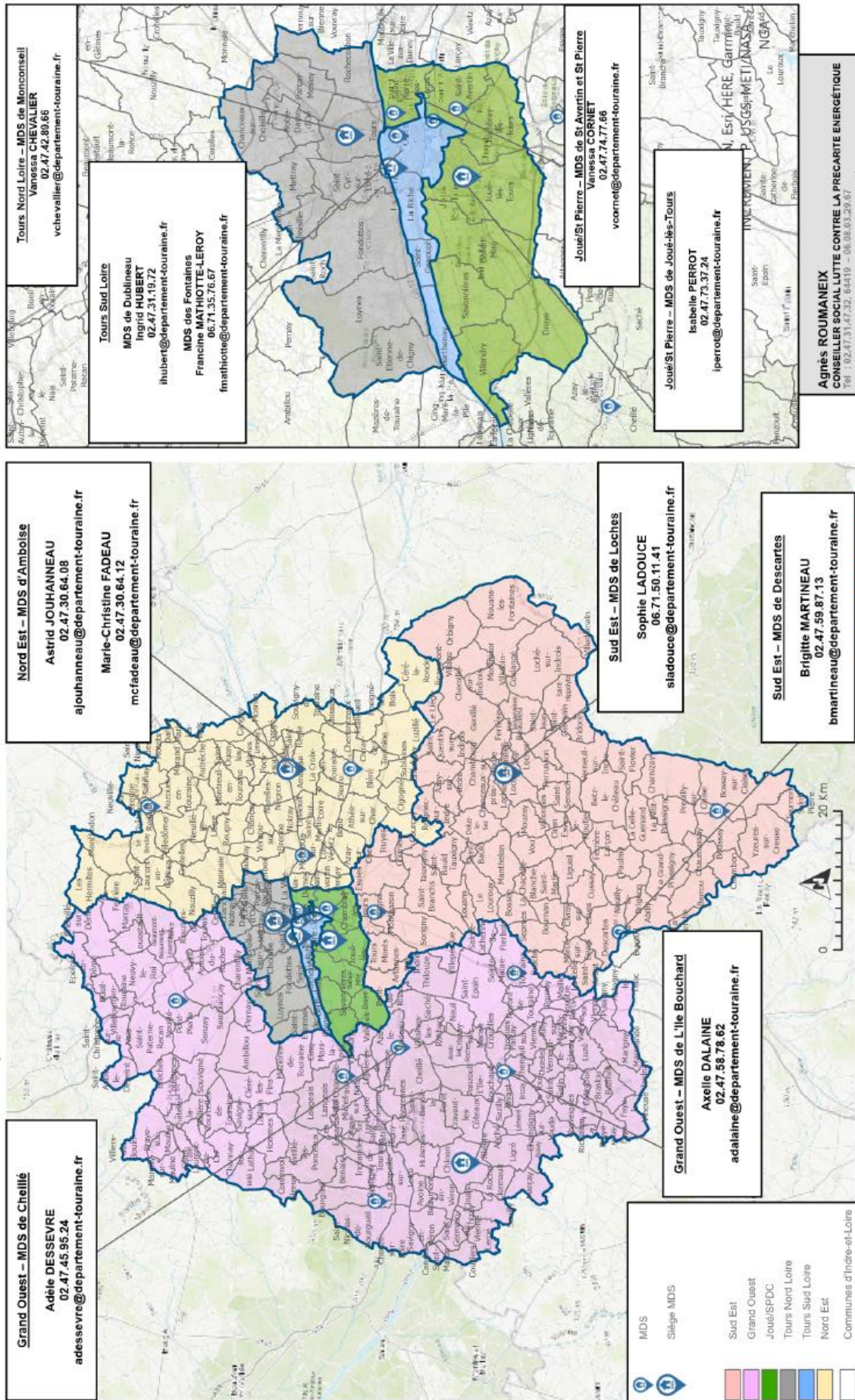
| ACCOMPAGNEMENT MAITRISE DE L'ENERGIE ENGIE 2022 | Nombre | Coût |
|--|---------------|----------------|
| Nombre ACCOMPAGNEMENT MDE ENGIE HORS TOURS (1 100 € / mesure) | 1 | 1 100 € |
| Nombre ACCOMPAGNEMENT MDE ENGIE TOURS | 5 | 5 500 € |
| TOTAL (1 100 € / mesure) | 6 | 6 600 € |

3.4 LES PERSPECTIVES 2023

- Poursuivre l'animation de l'appartement pédagogique : continuer à former et informer les acteurs locaux, développer les partenariats (mobiliser les Elus, les responsables de structures médico-sociales et les équipes de professionnels de terrain...).
- Poursuivre les actions de communications grand public autour de cette action.
- Poursuivre et développer la dynamique départementale en lien avec les « référents précarité énergétique » ; compléter et actualiser le « Guide du référent » au regard de l'évolution des dispositifs.
- Accompagner et encourager les référents précarité énergétique dans l'utilisation de la mallette (thermomètre, wattmètre) à disposition dans les MDS, communiquer régulièrement au sein de leur MDS autour de l'existence des différents outils que les professionnels peuvent utiliser au domicile des usagers.
- Poursuivre le repérage des situations de précarité énergétique en renforçant les visites à domicile.
- Poursuivre la dynamique avec les partenaires du département en ce qui concerne la co-construction d'actions collectives de lutte contre la précarité énergétique.
- Réunir le Comité de pilotage afin de valider l'implantation du futur appartement probablement à CHINON par une mise à disposition de VTH.

RÉFÉRENTS "PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE"

Territoires des Maisons Départementales de la Solidarité d'Indre-et-Loire, au 13/06/2023



IV. L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIÉ AU LOGEMENT

L'accompagnement social demeure un axe fort d'intervention du Fonds : **304 ménages accompagnés sur l'année 2022** (346 en 2021).

- **163 ménages** ont été accompagnés par les **opérateurs externes** (FICOSIL, Entraide et Solidarités, et l'ASHAJ) pour une dépense de **121 787.97 €** (en 2021 : 185 ménages accompagnés avec un opérateur supplémentaire au 1^{er} trimestre 2021)
- **141 ménages** ont été accompagnés par les 3 travailleurs sociaux du **pôle social FSL** soit 3 ETP puis 2.8 ETP à partir du 1^{er} septembre 2022 (161 en 2021 pour 3 ETP sur 12 mois).

4.1 LES ASLL « Premiers pas ou Maintien »

4.1.1 Définitions

➤ « Premiers pas dans le logement »

D'une durée de 3 mois, cette mesure est attribuée dans le cadre de l'accès à un logement. Son objectif est de sécuriser l'entrée dans les lieux pour les ménages évalués fragiles.

Depuis 2017, selon les éléments de contexte exposés et les difficultés rencontrées par le ménage, la mesure pourra être attribuée pour une durée initiale de 6 mois.

➤ « Maintien dans le logement »

Cette mesure peut être mobilisée soit à la suite d'une mesure « premiers pas dans le logement » soit en première intention pour les ménages déjà logés et qui présentent des difficultés de gestion des charges liées au logement nécessitant un accompagnement budgétaire.

L'accompagnement mis en place dans le cadre de cette mesure implique un accompagnement **social global ainsi que l'accompagnement socio-professionnel des bénéficiaires du RSA**.

Les mesures d'accompagnement dans le logement sont validées principalement par les CUA (Commission Unique d'Attribution) avec **214 situations vues en 2022** et 192 décisions favorables.

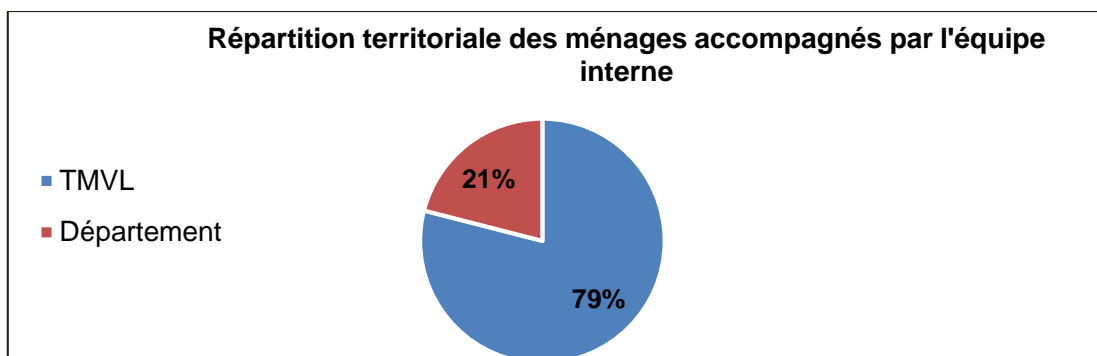
Des mesures d'accompagnement sont également validées en CUO (Commission Unique d'Orientation) dans le cas :

- D'orientation en logement adapté ou sous location à la FICOSIL. Ces mesures sont alors d'une durée initiale de 12 mois, renouvelables en CUA (38 mesures en 2022).
- D'orientation en logement temporaire (3 ménages)

4.1.2. Répartition des mesures

Le Pôle Social du Fonds de Solidarité Logement est composé de 4 Travailleurs sociaux qui interviennent sur l'ensemble du département, dont 3 Référentes ASLL.

A ce titre, les 3 référentes ASLL de l'équipe interne ont accompagné **141 ménages** (161 en 2021 / 119 en 2020 / 128 en 2019).



3 Opérateurs externes ont accompagné 160 ménages en 2022 (hors Logement temporaire) :

- Entraide et Solidarités (Tours et l'antenne de Chinon)
- FICOSIL
- Association pour l'Habitat des Jeunes du pays Loire Touraine (ASHAJ)

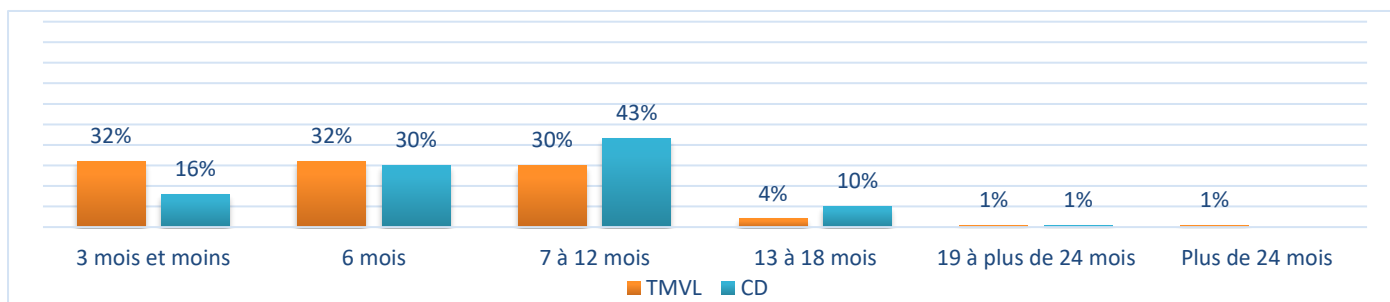
| PRESTATAIRES | Mesures Conventionnées | Mesures Contractualisées | Budget réalisé |
|--------------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------|
| Entraide et Solidarités TOURS | 14 | 12.65 | 21 529.66 € |
| Entraide et Solidarités CHINON | 3 | 1.25 | 2 127.43€ |
| SCI FICOSIL | 50 | 48.4 | 90 471.70 € |
| ASHAJ | 3 | 3 | 5 105.85 € |
| Total | 70 | 65.30 | 119 234.64 € |

4.1.3. Typologie des accompagnements

Durée des mesures

Globalement, 59 % des mesures ont une durée **inférieure ou égale à 6 mois** (65 % en 2021). Cette tendance est davantage marquée sur le territoire de TMVL (64 %) que sur le reste du département (46 %).

Seulement 2 accompagnements (soit 1%) ont été exercés au-delà des 24 mois.



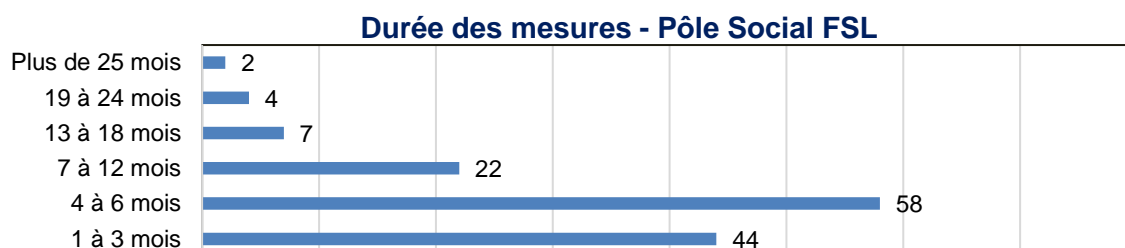
- **La FICOSIL** exerce majoritairement des ASLL, en lien avec une entrée en logement accompagné (décisions CUO), ces mesures sont d'une durée initiale de 12 mois. Les accompagnements d'une durée inférieure ou égale à 3 mois n'ont représenté que 3.81% de l'activité. Par contre, 66 % de leurs accompagnements ont une durée comprise entre 7 et 12 mois.

- Pour **Entraide et Solidarités**, la tendance est totalement inversée puisque 81 % de leurs accompagnements ont une durée inférieure ou égale à 6 mois dont 66 % inférieure ou égale à 3 mois.

- Pour l'**ASHAJ**, plus de 62 % des accompagnements ont une durée de 6 mois.

- Pour l'**Equipe Interne du FSL**

- **41 %** ont une durée de **6 mois** (48 % en 2021),
- **34 %** des accompagnements ont une durée **< ou égale à 3 mois** (24% en 2021),
- **15 % entre 7 et 12 mois** (12% en 2021),
- **9 %** des accompagnements ont une durée **supérieure à 13 mois** (16% en 2021).

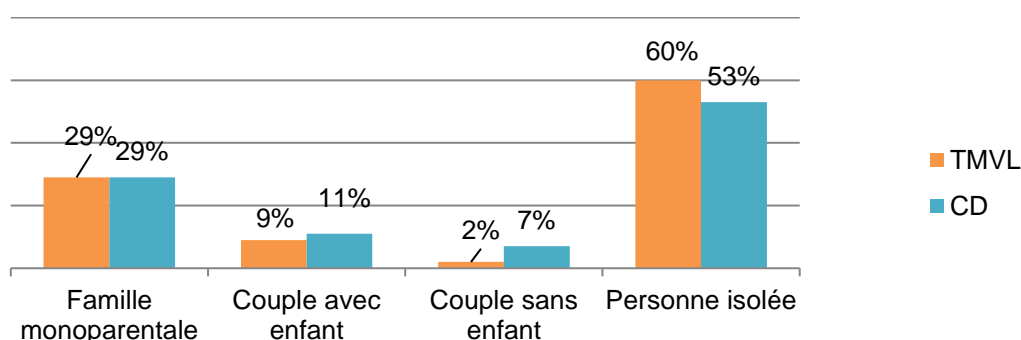


Les mesures « accès » dans le logement d'une durée de 3 mois peuvent être prolongées par une mesure maintien de 6 mois avec l'adhésion du ménage lorsqu'une ou plusieurs difficultés en lien avec le logement demeurent à travailler, mais également lorsque la situation administrative (accès/ouverture des droits) n'est pas stabilisée et que cela impacte directement le maintien dans le logement. (ex : absence de ressources pour assurer le règlement du loyer).

Le public accompagné

Composition familiale

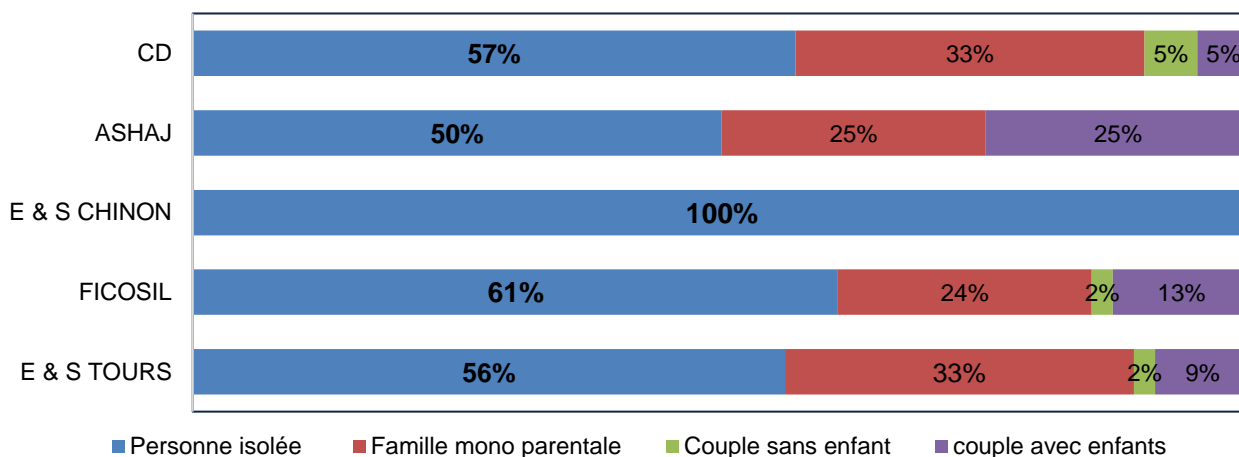
- **58 %** des ménages accompagnés sont des **personnes isolées**, 78 % d'entre elles vivent sur TMVL.
- **29 %** sont des **familles monoparentales** dont 76% sont installées sur territoire de TMVL.
- **9 %** sont des **couples avec enfants** dont 29 % sont hors TMVL
- **3%** sont des couples sans enfant



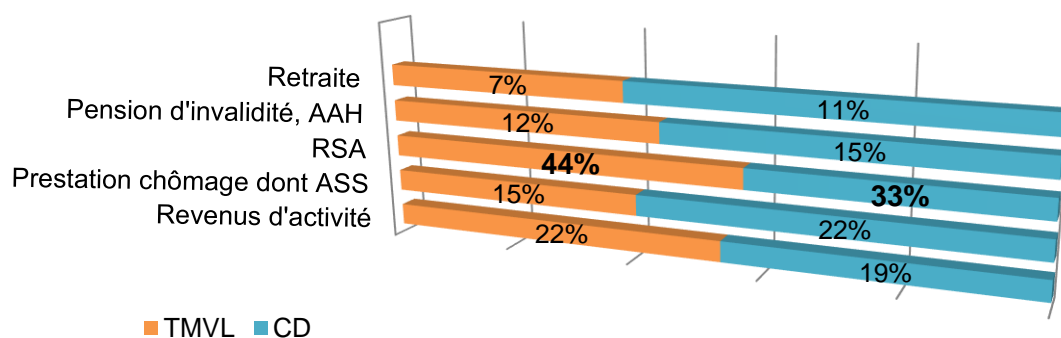
+ de 90 % des **foyers monoparentaux** ont à leur tête **une femme**, cette tendance est encore plus marquée sur le territoire TMVL avec 97%. Sur le périmètre départemental, 10% des familles monoparentales ont pour chef de famille un homme.

Concernant les personnes seules, il s'agit principalement d'hommes seuls, cette observation est davantage soulignée sur le département où 85 % des personnes seules sont des hommes (71 % sur TMVL).

Composition familiale par opérateur



Ressources principales au début de la mesure



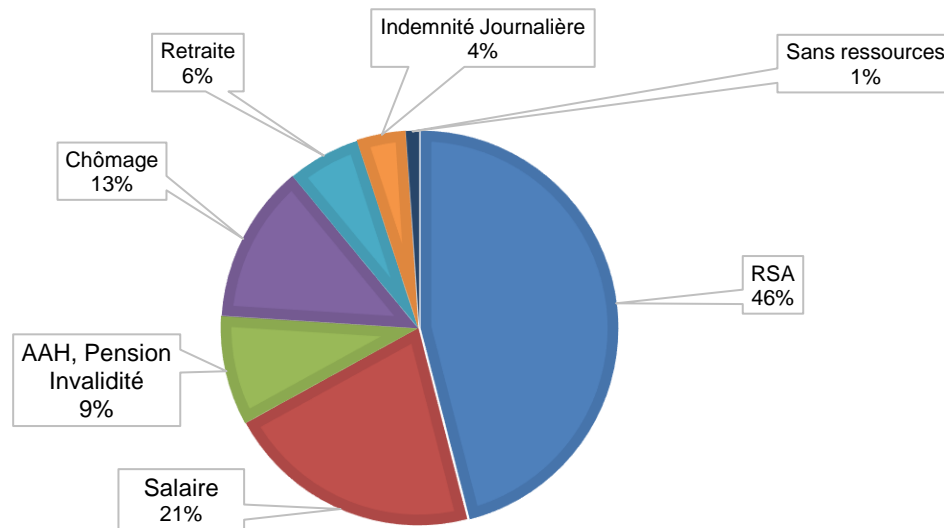
42% des personnes accompagnées avaient pour ressource principale au début de la mesure, le **RSA** (40% en 2021)

21% des ménages accompagnés percevaient des **revenus d'activités** (27 % en 2021 et 29 % en 2020), ce chiffre est en baisse constante depuis 2020.

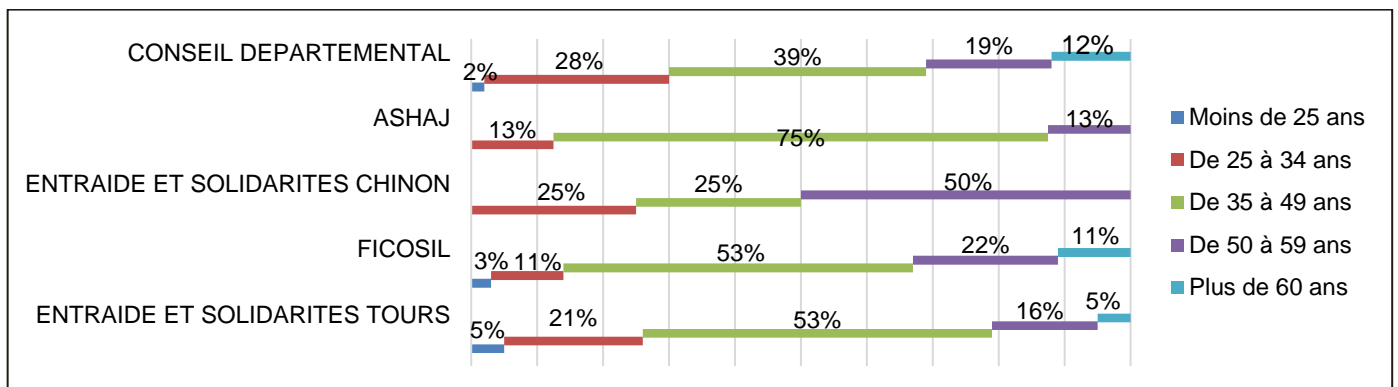
17 % des ménages percevaient des **allocations chômage**. (12% en 2021)

14 % des ménages percevaient des ressources en lien avec des **problèmes de santé ou du handicap**- AAH, pension d'invalidité (12% en 2021).

Public accompagné par l'équipe interne



Age du demandeur principal



La tranche d'âge la plus représentée est les 35 et 49 ans sauf pour Entraide et Solidarités CHINON où ce sont les 50 - 59 ans. En dehors de cet aspect, il n'y a pas de modification particulière concernant l'âge des demandeurs ces dernières années.

Modes d'intervention

| Mode d'intervention | E&S Tours | FICOSIL | | E&S Chinon | ASHAJ | CD | | TOTAL |
|----------------------------------|------------|---------|-----|------------|-------|------|-----|--------------|
| | TMVL | TMVL | CD | CD | CD | TMVL | CD | TOTAL |
| Visite à domicile | 294 | 797 | 308 | 3 | 38 | 522 | 170 | 2 132 |
| RDV | au siège | 10 | 37 | 19 | 32 | 30 | 1 | 149 |
| | hors siège | 5 | 9 | 8 | 4 | 45 | 5 | 82 |
| Accompagnement aux démarches ext | 17 | 68 | 30 | 4 | 0 | 18 | 24 | 161 |
| Absence / annulation | 56 | 17 | 16 | 13 | 0 | 148 | 56 | 306 |

Ce sont au total, plus de **2800 rencontres proposées** aux ménages du département, **dont 2524 rencontres réalisées en 2022**.

- La FICOSIL

La part des **visites à domicile** a beaucoup augmenté cette année passant de 76 % en 2021 à **87 % en 2022**. L'équipe a proposé **1309** rencontres aux ménages accompagnés dont **1276** rencontres ont été effectives, soit une moyenne de **12 interventions** par ménage (11 en 2021). La part **des absences et annulations** représente **2%** des rencontres proposées.

- Entraide et Solidarités

Sur le périmètre **TMVL**, l'opérateur a proposé 382 rencontres et réalisé **326** rencontres (en 2021 243 rencontres réalisées) soit une moyenne de **8** interventions par ménage (6 en 2021). La part **des visites à domicile** est stable et correspond au cahier des charges avec **90%** des modes d'intervention. La part **des absences et annulations** représente **15 %** des rencontres proposées.

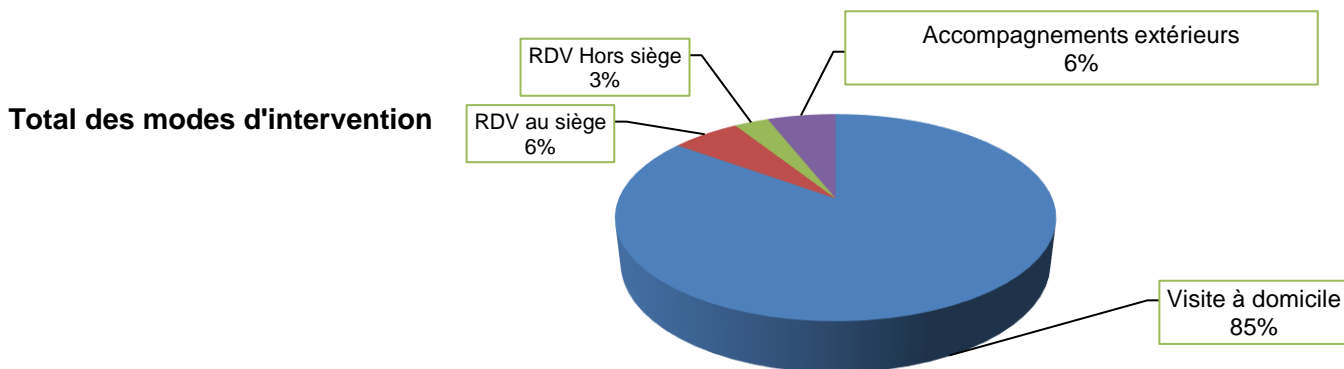
Sur le périmètre du **Chinonais**, 43 rencontres ont été réalisées (64 en 2021), soit une moyenne de **11** interventions par ménage (9 en 2021). **La visite à domicile** par contre continue de diminuer, elle représente **7 %** des rencontres (34% en 2021). Cette donnée est à mettre en lien avec l'augmentation des rendez-vous au siège (74 % en 2021 contre 17 % en 2020). Il faut également souligner la part **des absences et annulations** qui représente **23%** des rencontres proposées.

- L'Association pour l'Habitat des Jeunes

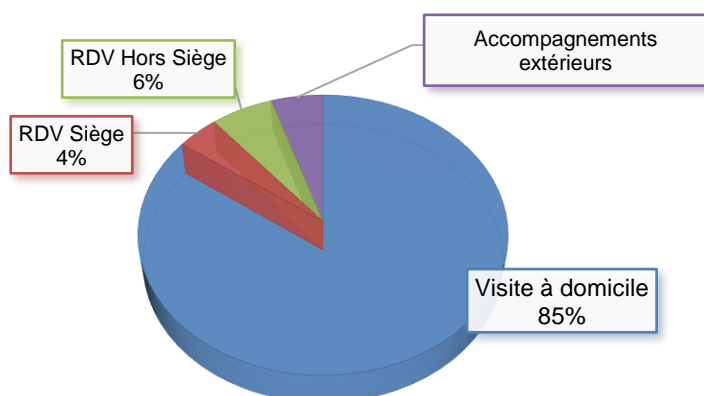
64 rencontres ont été réalisées, soit une moyenne de **8** interventions par ménage (en 2021, 18). La part **des visites à domicile** est en augmentation avec **59%** (39% en 2021). Aucune absence ou annulation des rencontres proposées.

- L'Equipe interne

815 rencontres ont été réalisées (**880 rencontres en 2021**). Cela représente une moyenne de **6** interventions par ménage accompagné (7 en 2021). La part **des visites à domicile** représente **85%** des rencontres. La part **des absences et annulations** représente **20%** des rencontres proposées.



Zoom - Equipe interne



Pour l'ensemble des travailleurs sociaux, internes ou externes, les absences et annulations impactent le déroulé de la mesure ASLL car la rencontre et les démarches devant être entreprises s'en trouvent différées.

L'équipe interne a pu remarquer que les annulations à l'initiative des ménages ont le plus souvent un motif lié à l'insertion professionnelle (RDV ou des indisponibilités en lien avec les horaires de travail) ou lié à la santé (le plus souvent des enfants).

Concernant les absences, il s'agit de rencontres non réalisées mais ayant néanmoins mobilisé du temps et un déplacement (lorsqu'il s'agit de visite à domicile) pour le travailleur social.

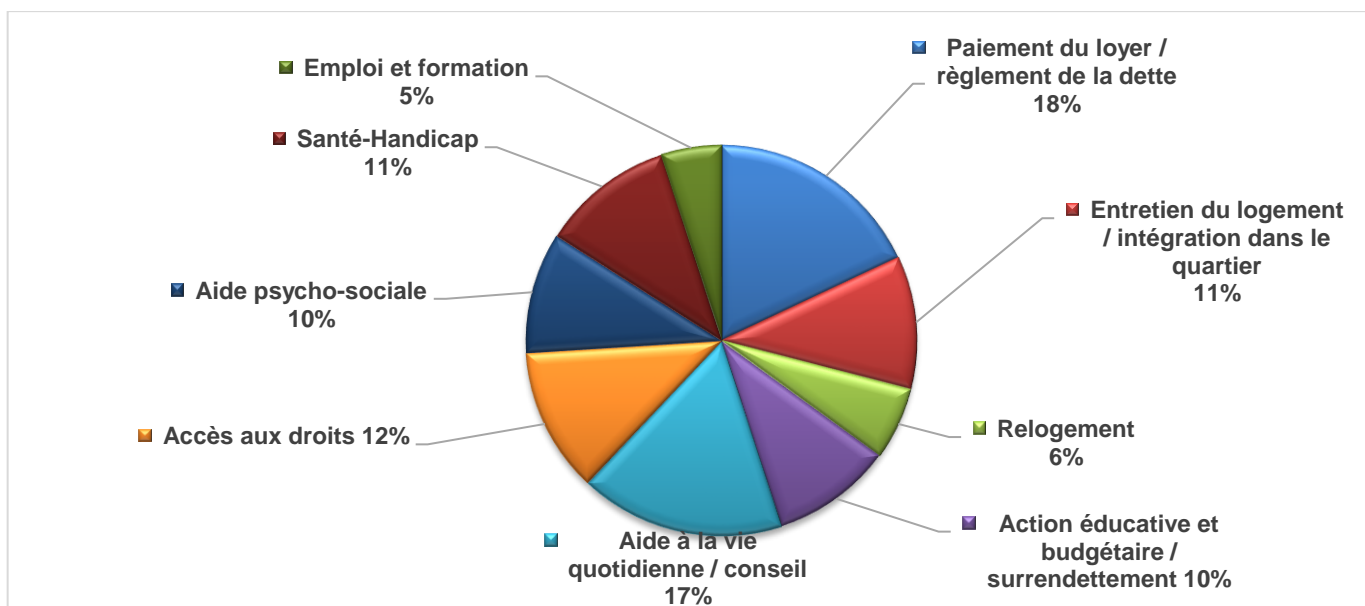
Mis à part quelques exceptions, ces absences requestionnent la notion de collaboration réelle des ménages bénéficiaires de mesures ASLL et l'importance de recueillir leur pleine adhésion au moment de la demande.

Domaines d'intervention

Le suivi dans le cadre de l'accompagnement social lié au logement est global et couvre divers domaines. Il intègre, pour les bénéficiaires du RSA, l'accompagnement socio-professionnel conformément au référentiel dédié sauf en ce qui concerne les mesures « premiers pas dans le logement » quand elles sont d'une durée de 3 mois.

L'accompagnement des ménages dans leur globalité nécessite des compétences dans des domaines variés et une approche multidimensionnelle.

Domaines d'intervention des opérateurs externes



Veiller au paiement du loyer et/ou règlement de la dette est le domaine le plus souvent travaillé avec les ménages dans une approche de soutien à la gestion budgétaire. Vient ensuite l'aide à la vie quotidienne

Domaines d'intervention de l'équipe interne

L'accès aux droits est le premier domaine d'intervention (21%). Avec la complexité croissante des situations, les travailleurs sociaux doivent accompagner plus intensément les ménages sur ce

volet. Le temps passé à faire les démarches administratives avec les ménages est de plus en plus important. Au-delà de l'information donnée aux ménages sur leurs droits, il s'agit également de faire le lien, voire accompagner les démarches entreprises. La complexité administrative semble éloigner les publics les plus fragiles de l'accès aux droits.

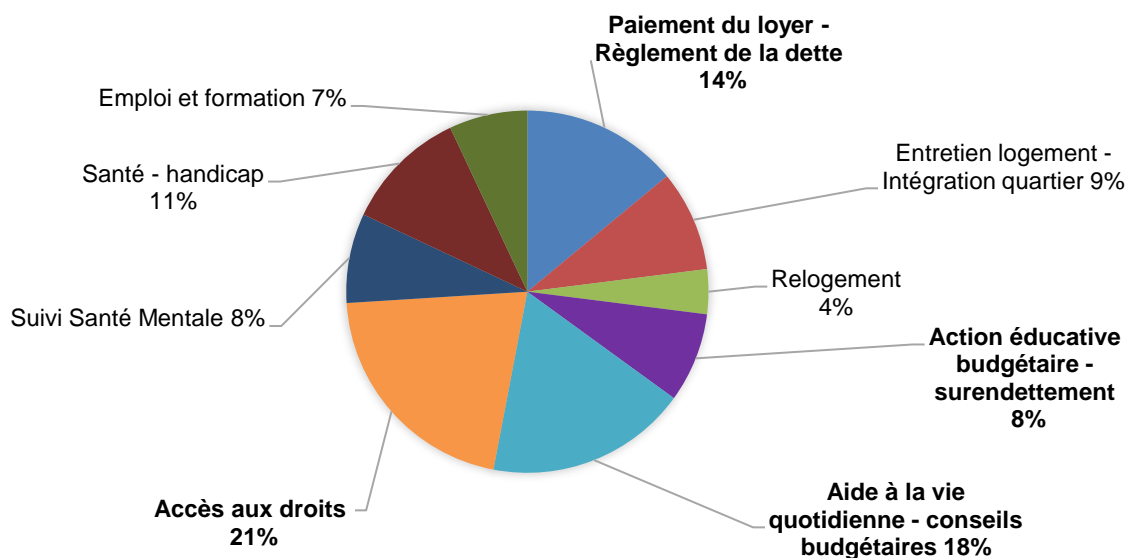
L'accès aux outils numériques mobilise beaucoup de temps d'accompagnement. Cet axe est primordial pour l'ouverture, le maintien des droits des bénéficiaires et contribue à rendre le public plus autonome.

Par ailleurs, pour les ménages étrangers, la **barrière de la langue** est une entrave supplémentaire et nécessite un accompagnement spécifique pour leur permettre de mieux appréhender les rouages administratifs, le fonctionnement des moyens de paiement, la relation avec le bailleur etc....

L'aide à la vie quotidienne est le 2^{ème} axe le plus traité, s'en suit **les actions d'aide à la gestion budgétaire**.

L'accompagnement à **l'accès aux soins** est un domaine travaillé de plus en plus fréquemment (que ce soit sur l'ouverture des droits en lien avec la santé ou l'accès aux praticiens)

Les travailleurs sociaux ont également remarqué que la durée des entretiens a augmenté en 2022. Plusieurs raisons ont été identifiées telle que le temps passé à joindre par téléphone les différents interlocuteurs (les fournisseurs énergie par ex) et le besoin des ménages d'avoir un temps d'écoute, d'échanges. Le référent ASLL peut parfois être le seul interlocuteur auprès duquel le ménage peut évoquer ses difficultés.



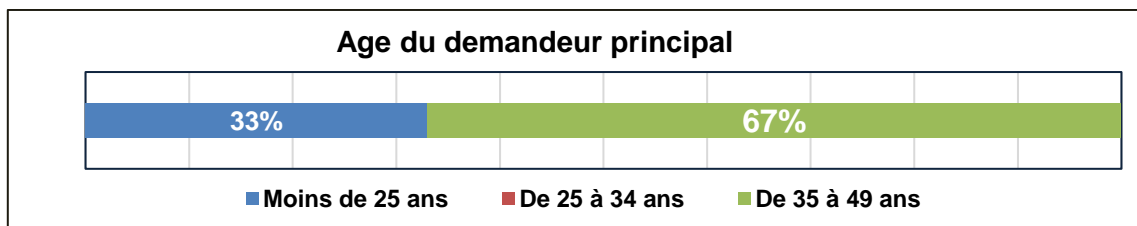
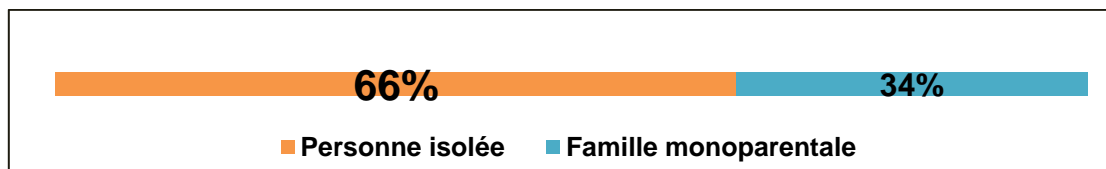
4.2. LES ASLL « LOGEMENT TEMPORAIRE »

Les accompagnements dans le cadre des logements temporaires sont dits renforcés et exercés par L'Association pour l'Habitat des Jeunes du pays de Loire Touraine (ASHAJ).

| PRESTATAIRE | Mesure Conventionnée | Mesure contractualisée | Budget réalisé |
|---------------|----------------------|------------------------|----------------|
| ASHAJ AMBOISE | 1 | 1 | 2 553.33 € |

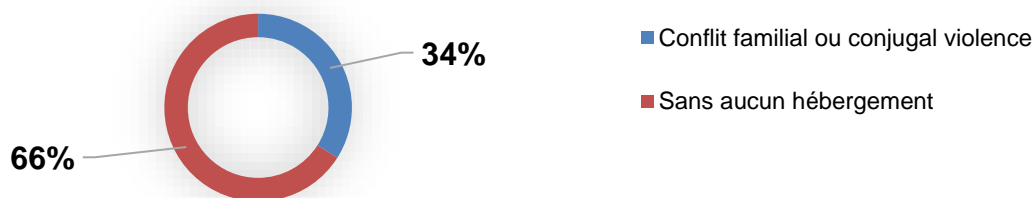
En 2022, 3 ménages ont été accompagnés dans le cadre d'une mesure ASLL - Logement Temporaire.

Le public accompagné



2 personnes isolées et une famille monoparentale, âgés de moins de 50 ans.

Motifs de la demande d'entrée dans le dispositif (pour les ménages entrés en 2022)



Les motifs d'entrée en logement temporaire sont l'absence de solution de logement avec quelques fois un contexte de violence familiale ou conjugale. L'accompagnement intensif permet de stabiliser la situation pour, ensuite, accéder au logement de droit commun, ou de logement accompagné le cas échéant.

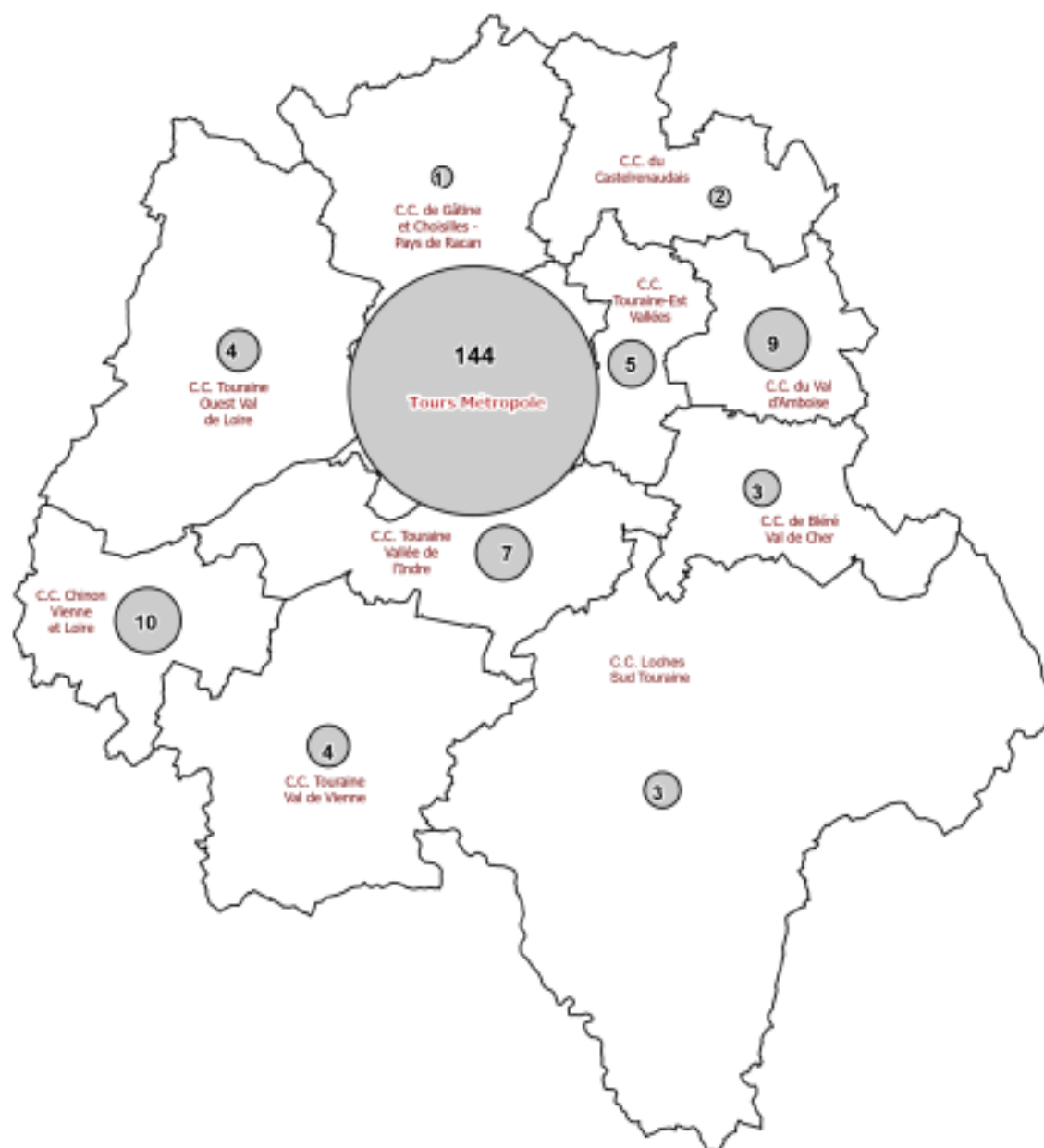
Concernant ces 3 ménages **les orientations à la sortie** ont été :

- Une attribution de logement parc public,
- une orientation en CHRS
- un départ sans donner de nouvelle.

DÉCISIONS D'ACCOMPAGNEMENT DANS LE LOGEMENT VALIDÉES EN CUA (HORS CUO)

Indre-et-Loire, 2022

LOGEMENT



Légende

192 DÉCISIONS ASLL EN CUA
EN INDRE-ET-LOIRE



TOURAINES
LE DÉPARTEMENT

Source : Secrétariat général de la DGAS
Document : RA_FSL_2022 mis à jour le 08/03/2023

V. AUTONOMISE-TOIT !

PERMETTRE À UN JEUNE D'ACCÉDER OU DE SE MAINTENIR DANS UN LOGEMENT DU PARC PRIVÉ OU PUBLIC GRÂCE À UN ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIÉ AU LOGEMENT.

Cet accompagnement sera adapté aux besoins en intensité (simple, soutenue, renforcée) et en durée (3 à 18 mois). Cette intensité pourra varier tout au long du parcours.

— POUR QUI ?

DES JEUNES (16-25 ANS RÉVOLUS), DÉJÀ LOGÉS OU SANS LOGEMENT :

- ✓ Ayant besoin d'un accompagnement global pour consolider leur autonomie
- ✓ Adhérent à l'accompagnement proposé
- ✓ Bénéficiant ou non d'une mesure Aide Sociale à l'Enfance (milieu ouvert ou hébergement)
- ✓ Étant en capacité :
 - D'occuper de manière autonome un logement (entretenir son logement, faire ses courses, faire la cuisine...)
 - D'être dans une dynamique d'insertion professionnelle lui assurant des ressources pérennes.



— OÙ & PAR QUI ?

SUR L'ENSEMBLE DU DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE.

UN RÉFÉRENT DE PARCOURS, CHARGÉ DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DE LA COORDINATION DES INTERVENANTS AUTOUR DU JEUNE, DESIGNÉ PARMIS CES 4 ORGANISMES HABITAT JEUNES :



L'Association pour l'Habitat des Jeunes en Pays Loire Touraine
(pour les Communautés de communes du Val d'Amboise, du Castelrenaudais, de Bléré Val de Cher)



L'Association Culture Loisirs Accueil Animation En Chinonais



Le Centre Intercommunal d'Action Sociale - Loches Sud Touraine



L'Association Jeunesse et Habitat
(pour Tours Métropole Val de Loire et le reste du département)

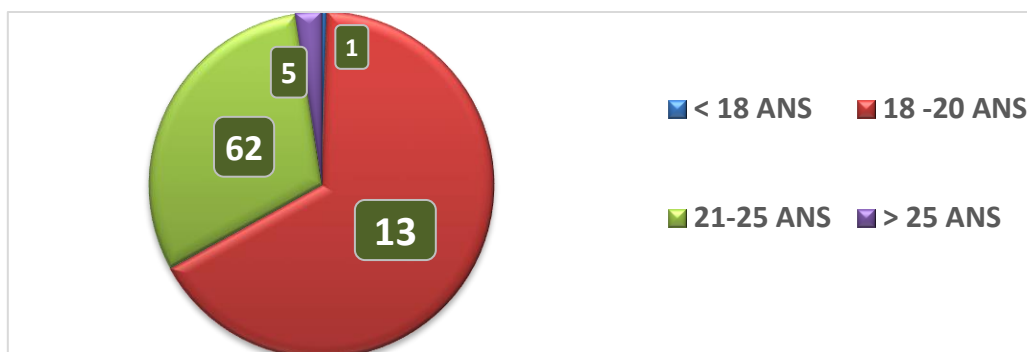
En 2022, ce sont **124 nouvelles demandes** qui ont été instruites et examinées en commission Autonomise Toit !

203 ménages ont bénéficié d'un accompagnement Autonomise-Toit ! en 2022.

➤ Le public accompagné

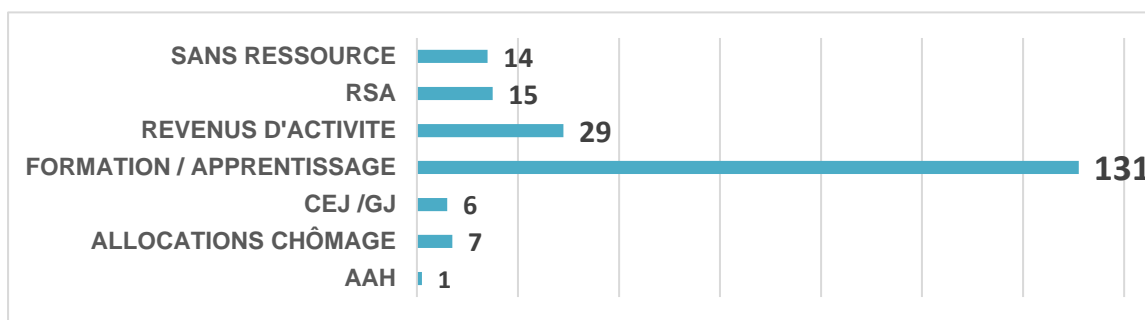
59% des jeunes étaient **en cours ou en fin de prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance** au moment de la demande d'accompagnement Autonomise toit.

- **Âge**



67% des jeunes accompagnés sont âgés **entre 18 et 20 ans**, 31 % **entre 21 et 25 ans**, 2% au cours de leur 26^{ème} année et seulement 1 jeune est mineur.

- **Les ressources au moment de la demande d'accompagnement**



65 % des jeunes sont en **formation professionnelle ou en apprentissage**.

14 % bénéficient de **revenus d'activité** (CDD/CDI/Intérim).

11 % ont pour ressources principales des **prestations sociales** (RSA/AAH/Allocations chômage).

7% ne perçoivent **aucune ressource**

3% sont bénéficiaires de la **garantie jeune ou Contrat Engagement Jeunes**.

➤ **Un accompagnement social global**

Sécuriser le bailleur et le jeune dans la relation locative

Accompagner sans faire à la place

Travailler autant sur les droits que sur les devoirs

L'investissement dans le logement
L'insertion professionnelle

La mobilité
L'accès au numérique
La santé
La gestion budgétaire

Considérer les partenaires comme des maillons essentiels de l'accompagnement

Anticiper ce qui peut faire obstacle

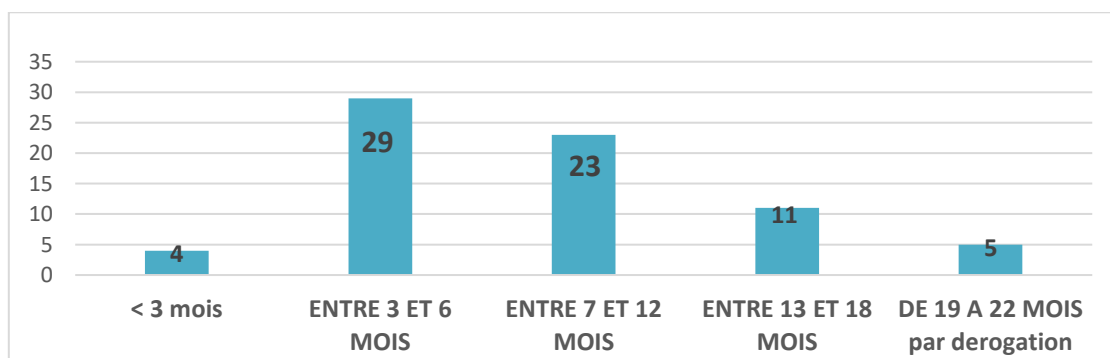
L'accès au droit
L'accès aux loisirs, au sport et à la culture

Cadre bienveillant et discours réaliste

En 2022, 72 accompagnements ont été clôturés sur le département.

➤ **Etude de la situation des ménages dont l'accompagnement a été clôturé en 2022.**

• **La durée de l'accompagnement**



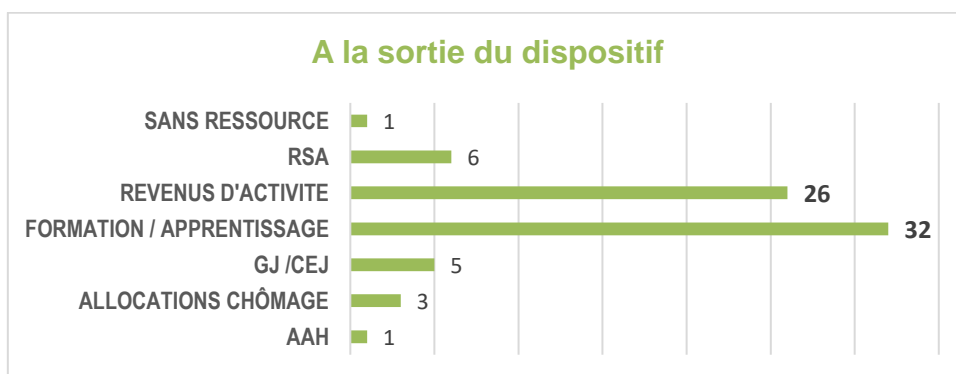
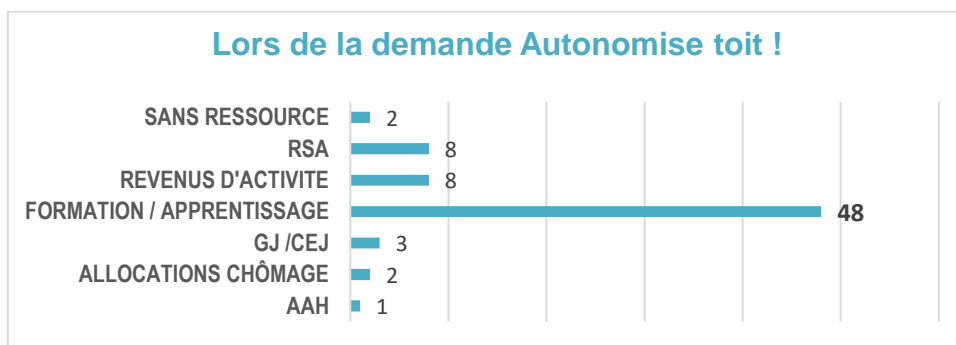
La **durée moyenne** de l'accompagnement en 2022 est de **8.8 mois**.

46 % mesures clôturées en 2022 ont duré entre 1 et 6 mois, 32% entre 7 et 12 mois et 15% entre 13 et 18 mois.

5 situations très particulières, ont bénéficié d'une **prolongation à titre dérogatoire** au-delà des 18 mois. Ces prolongations exceptionnelles sont validées par la commission Autonomise toit dans l'objectif de stabiliser la situation et consolider le parcours des jeunes les plus fragiles.

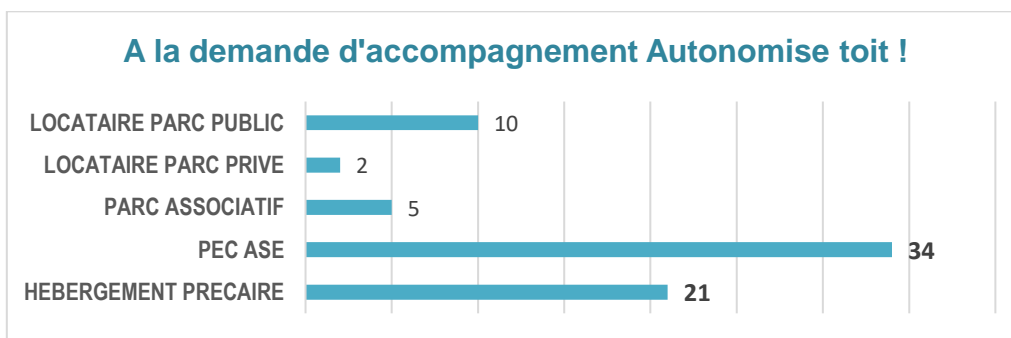
En dehors de cette procédure dérogatoire, les ajustements de la durée (dans la limite des 18 mois maximum) et de l'intensité de l'accompagnement sont validés lors des **points de suivis trimestriels** entre le service Habitat Logement du Conseil Départemental et les Organismes Habitat jeunes. Lors de ces points de suivis sont évoquées toutes les situations accompagnées afin d'être au plus près des besoins et de l'évolution du parcours.

- **Evolution des ressources**

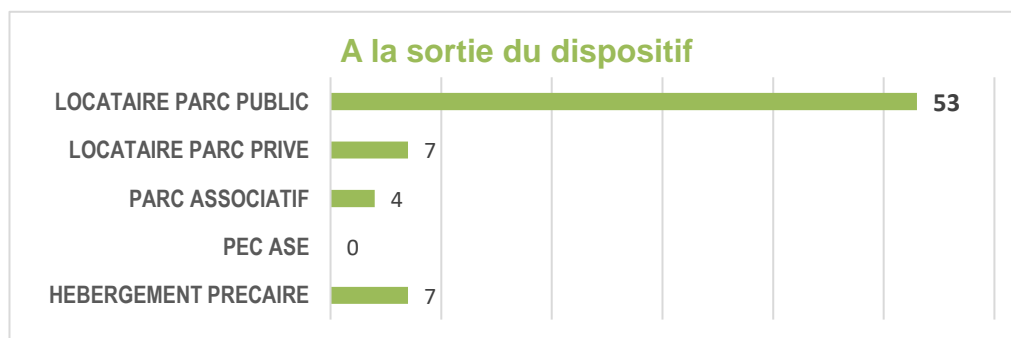


L'accès à l'emploi est un axe fort de l'accompagnement, essentiel pour pérenniser les ressources et permettre le maintien des jeunes dans le logement.

- **Le Parcours Logement**



47% des jeunes sont hébergés dans le cadre de leur prise en charge ASE
 29% sont en situation d'hébergement
 17% sont titulaires d'un bail en logement autonome
 7% sont logés en Résidence Habitat jeunes



83 % sont stabilisés dans des logements autonomes de droit commun, dont 88% dans le parc public.
4 jeunes sont en résidence Habitat jeunes dans l'attente d'un logement.
7 jeunes sont en hébergement amical ou familial

Ce dispositif permet de sécuriser l'installation dans un logement de droit commun et d'accompagner de nombreux jeunes à consolider leur autonomie. Il contribue également à la lutte contre les ruptures de parcours, notamment pour les jeunes sortant des dispositifs de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Le référent de parcours Autonomise Toit ! coordonne également l'ensemble des interventions autour du jeune, apportant ainsi une cohérence d'accompagnement.



Bénéficiaires d'un accompagnement Autonomise Toit !

En Indre-et-Loire, 2022

HABITAT



Légende :

-  EPCI d'Indre-et-Loire
-  Communes d'Indre-et-Loire

EN INDRE-ET-LOIRE

203

Jeunes accompagnés

TOURAINÉ
LE DÉPARTEMENT 

Source : - 2023
Document : Automise_Toit mis à jour le 27/04/2023

VI. L'AIDE AU FINANCEMENT DES SUPPLÉMENTS DE DÉPENSE DE GESTION

L'aide au financement des suppléments de dépense de gestion est destinée à accroître l'offre de logements en direction des personnes défavorisées correspondant aux critères du PDALHPD. Le FSL s'implique de manière continue dans le développement du logement accompagné sous différentes formes dont l'aide à la sous-location, maillon indispensable de l'offre de logements destinée aux publics les plus fragiles.

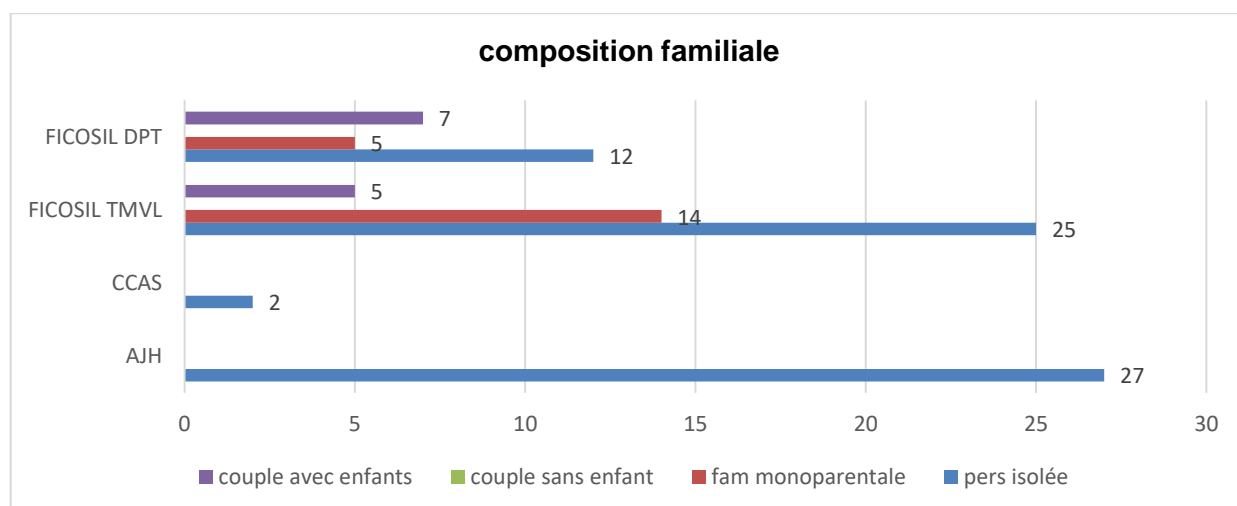
La convention de financement engage l'opérateur (sauf AJH) à ce que les logements sous-loués fassent l'objet d'un glissement de bail à l'issue de 3 années maximum d'occupation pour un même ménage.

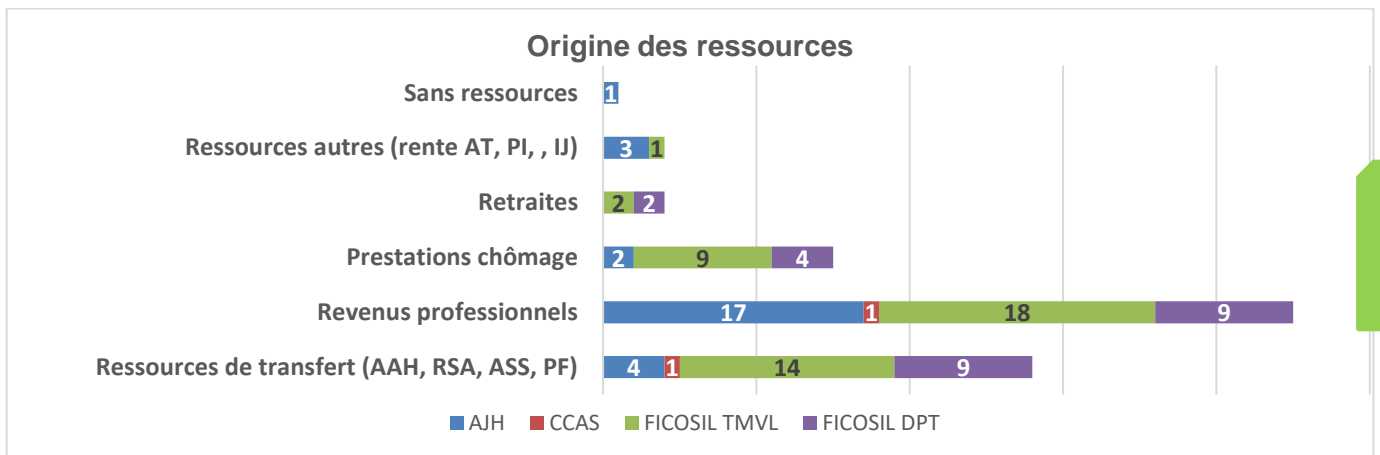
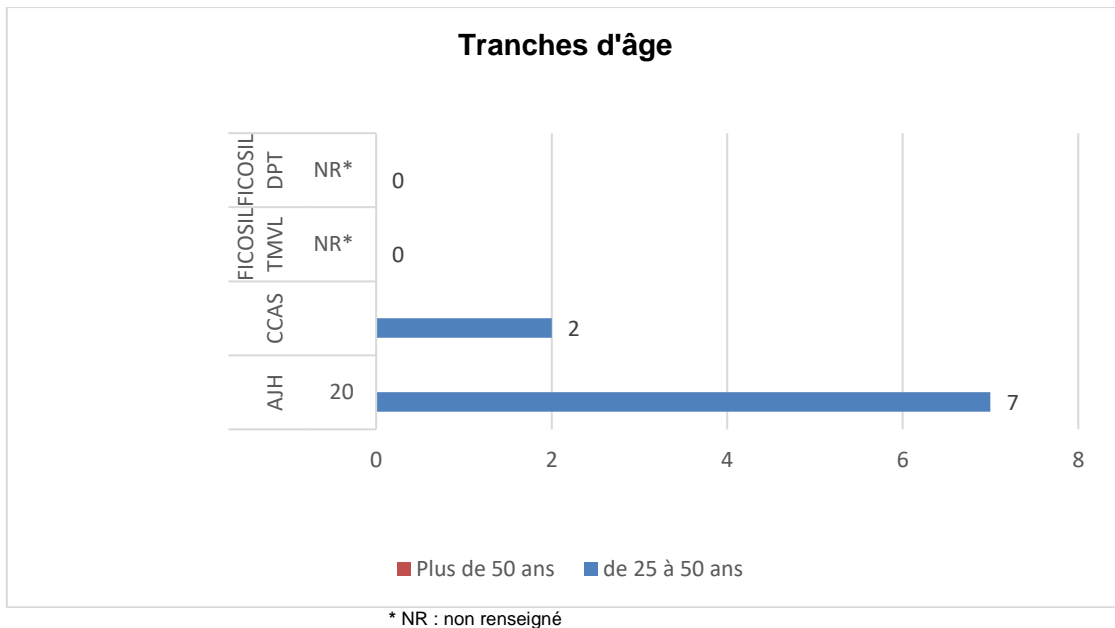
BILAN D'OCCUPATION 2022

| Opérateurs | Logements conventionnés | Glissement de bail réalisé | Durée moyenne d'occupation | Sortie | Financement Réalisé |
|-----------------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------|---------------------|
| CCAS DE TOURS | 2 | 1 | 15.2 | 3 | 1 054.96 |
| FICOSIL | 44 | 1 | 29 | 0 | 21 758.52 € |
| AJH | 24 | 0 | 16.3 | 8 | 12 659.52 € |
| TOTAL TMVL | 70 | | | | 35 473.00 € |
| FICOSIL (périmètre départemental) | 24 | 1 | 44 | 1 | 10 725.40 € |
| TOTAL général | 94 | 3 | 26 | 12 | 46 198.40 € |
| <i>Pour rappel 2021</i> | <i>97 (86.2 réalisés)</i> | <i>1</i> | <i>27.7 mois</i> | <i>18</i> | <i>45 539.05 €</i> |
| <i>Pour rappel 2020</i> | <i>94 (78.5 réalisés)</i> | <i>4</i> | <i>27 mois</i> | <i>16</i> | <i>41298.20 €</i> |

Cette année, **3 glissements de baux ont été réalisés** et **12 sorties**, dont 8 par AJH. 5 sorties vers un hébergement par un tiers (famille ou ami), 1 vers une résidence sociale AJH, 3 pour un relogement parc public ou privé, 1 sortie solution non connue et 2 décès.

A. Typologie du public



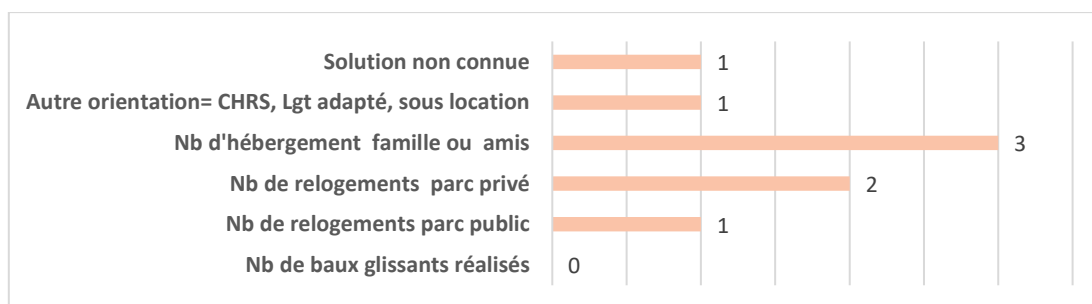


Les ménages ont le plus souvent des revenus professionnels.

B. Durée d'occupation et orientation à la sortie du dispositif

De manière générale, la dynamique des glissements de baux se trouve freinée lorsque la situation des ménages n'est pas stabilisée. L'irrégularité des paiements du loyer voire la persistance de dettes locatives, les troubles de voisinage et/ou les difficultés dans l'entretien du logement représentent des obstacles à ce glissement. Certains ménages expriment également le besoin de poursuivre la sous location notamment auprès de la FICOSIL et se sentent sécurisés par la gestion locative adaptée.

Orientation des ménages à la sortie des sous locations pour l'Association Jeunesse et Habitat



En matière de relogement, les chiffres ont beaucoup évolué en 2022 : c'est l'hébergement familial qui a le pourcentage le plus élevé avec 3 jeunes entrés pour une prise d'autonomie a priori prématurée. Un seul relogement dans le parc social cette année mais davantage dans le parc privé. Un jeune a été relogé sur une résidence sociale de l'association et un autre est sorti sans solution connue.

Bilan AFSDG

Le budget réalisé a augmenté et s'est élevé à **46 198.40 € € en 2022**, sans atteindre pour autant le budget de 2019 de 48 001 €.

Le nombre de glissements de bail est encore insuffisant pour diminuer la durée moyenne d'occupation. 3 glissements ont été réalisés pour 70 logements concernés.

Les principaux freins au glissement de bail évoqués par les opérateurs sont toujours :

- L'existence de dettes de locatives à apurer
- Les situations financières précaires et non stabilisées
- Les difficultés de certains ménages dans l'occupation du logement (troubles de voisinage)



© Val Touraine Habitat, Les Vignes du Prieuré, Nouzilly



© Val Touraine Habitat, Les Vignes du Prieuré, Nouzilly

GLOSSAIRE

| | |
|----------------|--|
| AAH | Allocation aux Adultes Handicapés |
| AJH | Association Jeunesse et Habitat |
| AL | Aide au Logement |
| ALEC | Agence Locale de l'Énergie et du Climat d'Indre et Loire |
| ALT | Aide au Logement Temporaire |
| ANAH | Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat |
| APL | Aide Personnalisée au Logement |
| ARS | Agence Régionale de la Santé |
| ASHAJ | Association pour l'Habitat des Jeunes |
| ASLL | Accompagnement Social Lié au Logement |
| ASS | Allocation de Solidarité Spécifique |
| AT | Accident du travail |
| ATIL | Association Tutélaire d'Indre et Loire |
| BPI | Bénéfice Protection internationale |
| CAF | Caisse d'Allocations Familiales |
| CCAPEX | Commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives |
| CCAS | Centre Communal d'Action Sociale |
| CCH | Code de la Construction et de l'Habitation |
| CD | Conseil départemental |
| CESF | Conseillère en Économie Sociale et Familiale |
| CHRS | Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale |
| CLSM | Conseils locaux de Santé Mentale |
| CSP | Code de Santé Publique |
| CUA | Commission Unique d'Attribution |
| CUO | Commission Unique d'Orientation |
| DALO | Droit au Logement Opposable |
| DDCS | Direction Départementale de la Cohésion sociale |
| DRE | Droit de Réserve État |
| EPCI | Établissement Public de Coopération Intercommunale |
| ETP | Équivalent Temps Plein |
| FSL | Fonds de Solidarité Logement |
| LR | Loyer Résiduel |
| MAJ | Mesure d'Accompagnement Judiciaire |
| MASP | Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé |
| MDS | Maison Départementale de la Solidarité |
| PDALHPD | Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement et des Personnes Défavorisées |
| PF | Prestation Familiale |
| PLH | Programme Local de l'Habitat |
| QF | Quotient Familial |
| RSA | Revenu de Solidarité Active |
| RAR | Relogement et Accompagnement des Réfugiés |
| SAVS | Service d'Accompagnement à la Vie Sociale |
| SIEIL | Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre et Loire |
| TMVL | Tours Métropole Val de Loire |
| UDAF | Union Départementale des Associations Familiales |